

LE PROBLÈME

de la

Propriété Scientifique

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Vendredi 29 Mai 1925, à 16 heures 30

PAR

Georges NETTRE

devant le Jury d'examen

Président..... MM. GÉNY, professeur.

Assesseurs..... } LALOUEL, professeur.
LESCOT, professeur.



NANCY

IMPRIMERIE NANCEIENNE, 15, RUE DE LA PÉPINIÈRE

—
1925

LE PROBLÈME

de la

Propriété Scientifique

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Vendredi 29 Mai 1925, à 16 heures 30

PAR

Georges NETTRE

devant le Jury d'examen

Président..... MM. GÉNY, professeur.
Assesseurs..... { LALOUEL, professeur.
LESCOT, professeur.



NANCY

IMPRIMERIE NANCÉIENNE, 15, RUE DE LA PÉPINIÈRE

—
1925

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. MICHON (☉ I).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (✱, ☉ I).

Doyen honoraire : M. GENY (✱, ☉ I).

Professeurs honoraires : MM. MAY (✱, ☉ I), BOURCART (O ✱, ☉ I),

CARRÉ DE MALBERG (✱, ☉ I), ROLLAND (☉ I), MOREL (☉ I).

MM. GENY (✱, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON (☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☉ I), professeur d'économie politique.

SENN (✱, ☉ I), professeur de Droit romain à la Faculté de Droit de Paris, chargé de cours de Droit romain à la Faculté de Droit de Nancy.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

HENRY (☉ A), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☉ A), professeur d'économie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÖLL (☉ A), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, professeur de Droit international public et privé.

OUDINOT (✱, ✱, ✱, ☉ A), agrégé, détaché au Ministère des Régions libérées.

LESCOT (✱), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), agrégé, chargé des cours de Droit civil (2^e année) et de Droit civil (capacité).

VOIRIN (✱), docteur en Droit, chargé des cours de Droit civil (1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

Raoul DUVAL, docteur en droit, chargé des cours d'économie politique (1^{re} année) et doctorat.

TROTABAS (✱), docteur en droit, chargé des cours de droit administratif (2^e année) et de législation financière.

MELIN (☉ I), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières des candidats.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

PRÉFACE

Nous pensons qu'au début de ce travail, il n'est pas inutile d'exposer les raisons qui nous ont poussé à choisir ce sujet nouveau sur la propriété scientifique et la façon dont nous avons cru devoir le traiter. Et d'abord, si nous nous sommes aventuré sur ce terrain non battu du problème d'aide aux savants, c'est que la question nous a paru répondre absolument à notre intention de nous consacrer à un sujet d'actualité.

Ce travail n'a pas la prétention d'être la résultante de travaux scientifiques antérieurs ou d'études mathématiques plus ou moins poussées; ce n'est qu'un exposé juridique du problème de la propriété scientifique. Juridique, avons-nous dit, mais surtout pratique, et nous nous permettons d'insister sur ce point. C'est qu'à l'heure actuelle, la question de la propriété scientifique est encore trop neuve pour qu'on ait l'audace de la fixer définitivement dans un travail, si important qu'il puisse être. Il faut attendre que le problème soit pesé et étudié sous toutes ses faces par les maîtres du droit et ceux de la science, qu'il passe au crible de l'opinion publique; alors, seulement, un de nos successeurs, comme nous modeste étudiant, à la fin de ses études, pourra s'essayer, dans ses débuts de production juridique, à fixer la question.

Nous sommes ainsi amené à justifier la manière dont nous avons traité le sujet. Ayant éprouvé de grosses difficultés à nous procurer les documents, peu nombreux d'ailleurs, sur la question, il nous a semblé que la première tâche à accomplir pour permettre de se rendre compte exactement du problème de la propriété scientifique était de réunir en un seul volume tous les projets parus jusqu'à ce jour. C'est pourquoi nous sommes demeuré principalement sur le terrain documentaire et critique. L'on trouvera plus loin les propositions de loi, les vœux, le projet de Convention internationale concernant la propriété scientifique. Nous croyons que ce travail de collation des documents sur ce sujet n'a pas été fait avant nous. Nous avons évidemment discuté la question, nous avons donné clairement notre opinion, mais nous avons évité, pour ne pas donner à cette étude des dimensions que nous ne voulions pas atteindre, de traiter à fond la question du fondement de la propriété. Il nous a semblé qu'il fallait avant tout être pratique; il est urgent de venir en aide à la science, il faut une solution rapide à la « grande misère des laboratoires » et l'on doit se garder également de deux dangers : d'une part, établir hâtivement, en des projets étudiés trop rapidement, une propriété scientifique dont nous croyons pouvoir démontrer le mal fondé; d'autre part, se tenir dans l'abstrait et dans l'absolu, au lieu de chercher des remèdes simples et efficaces, qui permettront d'accourir au cri de détresse que la science a poussé.

Nous avons dit que nos recherches de documents

avaient été ardues; nous ne voulons pas terminer ces quelques lignes sans rendre hommage à ceux qui nous ont facilité la tâche. Nous exprimons, en particulier, notre reconnaissance à MM. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit de Paris; Joseph Barthélemy, député du Gers, professeur à la Faculté de Droit de Paris; Luchaire, inspecteur général de l'Instruction publique, expert de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations; Lucien Klotz, secrétaire du « Droit d'auteur aux artistes »; Gallié, avocat à la Cour d'appel de Paris, rapporteur du projet à la C. T. I.; sans oublier M. Pierre Vasseur, de la Chambre de Commerce internationale.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il n'est pas sans intérêt, avant d'aborder la question de la propriété scientifique, de jeter un bref regard sur la propriété intellectuelle en général. La question de propriété de l'auteur sur la création de son cerveau ne s'est guère posée avant l'invention de l'imprimerie. Si le plagiaire est méprisé déjà du temps de Virgile ou de Martial (1), il n'est pas justiciable des tribunaux. Il faut arriver aux privilèges garantissant le droit de l'éditeur pour posséder une ébauche du droit d'auteur actuel. Cependant, le pas décisif est franchi au XVIII^e siècle, à l'occasion d'un procès entre libraires parisiens et de province. Louis d'Héricourt, l'avocat des Parisiens, dans un langage sans équivoque, précise les droits de l'intelligence. Nous renvoyons, pour la lecture de son plaidoyer, ainsi que pour tous les détails de l'historique du droit des auteurs, où nous ne pouvons faire qu'une très courte incursion, aux savants ouvrages classiques de MM. Pouillet, G. Bry (2), inspirés eux-mêmes du traité très complet de Renouard (3). Nous ne citons donc que pour mémoire deux arrêts du Conseil du

(1) Pouillet : *Propriété littéraire et artistique*, 3^e édit., p. 3 et suiv.

(2) G. Bry : *La Propriété industrielle, littéraire et artistique*.

(3) Renouard : *Traité des Droits d'auteur*, 1838.

Roi, du 30 août 1777, qui forment, comme le dit M. Pouillet, un « véritable Code de la propriété littéraire ». Nous avons hâte d'arriver à la période révolutionnaire et nous tenons à reproduire le texte de la pétition de Caron de Beaumarchais à l'Assemblée constituante, le 25 décembre 1791, texte que nous puisons dans l'étude savante de MM. Dalimier et Gallié (1) : « Il est bien étrange qu'il ait fallu une loi expresse pour attester à toute la France que la propriété d'un auteur dramatique lui appartient, que nul n'a le droit de s'en emparer. Ce principe, tiré des premiers droits de l'homme, allait tellement sans le dire pour toutes les propriétés des hommes acquises par le travail, le don, la vente ou bien l'hérédité, qu'on aurait cru très dérisoire d'être obligé de l'établir en loi. Ma propriété seule, comme auteur dramatique, plus sacrée que toutes les autres, car elle ne vient de personne et n'est point sujette à contrôle pour dol ou fraude ou séduction, l'œuvre sortie de mon cerveau, comme Minerve tout armée de celui du Maître des Dieux, ma propriété seule a eu besoin qu'une loi prononçât qu'elle est à moi, m'en assurât la possession ».

Nous citons enfin les paroles de Lakanal, rapporteur de la loi du 19 juillet 1793 : « De toutes les propriétés, la moins susceptible de contestation, celle dont l'accroissement ne peut blesser ni l'égalité républicaine, ni donner d'ombrage à la liberté, c'est, sans contredit, celle des productions du génie ».

(1) Dalimier et Gallié : *La Propriété scientifique*, 1923.

Et il concluait solennellement : « Le Comité propose des dispositions qui doivent former la Déclaration des Droits du Génie ». Ce qu'est la loi du 19 juillet 1793, nous ne le rappellerons pas ici ; il nous suffira de dire qu'elle est la charte toujours en vigueur de la propriété des auteurs littéraires, des musiciens, des peintres et des dessinateurs.

Si la Révolution avait ainsi établi une propriété littéraire et artistique, elle a, en outre, tenté d'assurer une propriété industrielle. Il ne faut pas oublier la loi du 30 décembre 1790-7 janvier 1791, qui proclama que « toute découverte ou nouvelle invention dans tous les genres d'industrie, est la propriété de son auteur ». Nous insistons sur ce point, car l'on assure souvent que la loi de 1844 fut la première à protéger la propriété industrielle. D'ailleurs, la loi de 1844 n'a pas reconnu une véritable propriété industrielle. M. Ph. Dupin, rapporteur de cette loi, s'est attaché à établir que le droit de l'inventeur ne constitue pas une véritable propriété (v. Sirey, 1844. 2. 417 ; nous pouvons aussi citer, à ce sujet, l'introduction au *Traité des Brevets d'invention*, de M. Pouillet). Il faut cependant rendre cette justice aux auteurs de la loi du 5 juillet 1844, que leur œuvre a subsisté intégrale jusqu'à nos jours et qu'elle a servi de modèle aux législations étrangères (1).

Si la loi de 1793 assurait la protection du dessin

(1) Pour la législation comparée en matière de brevets, et plus spécialement au point de vue de l'industrie chimique, voir *Chimie et Industrie*, novembre 1922, p. 1131.

artistique, il n'en était pas de même des dessins et modèles de fabrique. Ce fut l'œuvre des lois du 18 mars 1806, du 11 mars 1902 et du 14 juillet 1909. Nous n'insistons pas sur tous ces points, que nous ne citons que pour mémoire, voulant seulement montrer l'évolution générale de la propriété intellectuelle. On nous permettra seulement de nous arrêter un instant sur une loi récente, celle du 20 mai 1920, relative à l'institution d'un droit de suite au profit des artistes sur les ventes publiques d'objets d'art. Les artistes ou, à leur défaut, leurs héritiers, peuvent percevoir un tantième sur le prix de vente de leurs œuvres et « sont ainsi appelés à bénéficier en quelque mesure de la valeur réelle de celles-ci, souvent sous-estimées par le premier acheteur, et de la plus-value due à la notoriété de leur nom » (1).

Cette loi est l'indice d'un état de choses tout à fait nouveau. La loi de 1920 a été votée en considération des difficultés toujours croissantes de la vie actuelle. Les suites de la guerre ont, en effet, causé un grave préjudice aux artistes, à la classe intellectuelle en général, tout près d'être écrasée, comme disent MM. Dalimier et Gallié, entre ces deux blocs plus solides que le granit, le Capital et le Travail. Les intellectuels, ayant subi le choc terrible de la vie chère, de la lutte pour la vie, si âpre depuis la guerre, se sont organisés en associations pour défendre leurs intérêts. Ils ont formé différents groupements : Con

(1) Georges Gariel : *La Question de la Propriété scientifique*, 1921 p. 244.

fédération des Travailleurs intellectuels (C. T. I.), Compagnons de l'Intelligence, et, au Parlement, il se fonda le Groupe de Défense des Travailleurs intellectuels, dont le premier président fut M. René Viviani.

Après que les efforts réunis de toutes ces Associations eurent fait voter la loi de 1920, il leur apparut qu'il était une classe de travailleurs intellectuels qui était vraiment déshéritée, qui échappait aux dispositions protectrices des lois, c'étaient les savants théoriciens.

M. Grignard, membre de l'Institut, prix Nobel, cité par MM. Ruffini et Barthélemy, disait : « Il est temps de rompre avec cette scandaleuse coutume de considérer le trésor scientifique comme une mine gratuite où chacun peut puiser à discrétion, sans rien devoir à personne. Le génie, le travail de l'inventeur ne sont pas des richesses naturelles, ouvertes à tous; c'est un capital intellectuel, souvent très lentement et très chèrement acquis; il est logique, il est moral que son possesseur puisse en tirer des revenus légitimes ». Et un autre grand savant, M. Emile Borel, de l'Académie des Sciences, écrivait, dans la préface à la brochure de la C. T. I. (1) : « N'est-il pas, dès lors, naturel de se demander pourquoi un droit de propriété ne serait pas également reconnu au savant qui fait une découverte, même dans le cas où il n'aperçoit pas immédiatement toutes les conséquences pratiques de cette découverte? ». MM. Dalimier et

(1) Dalimier et Gallié : *La Propriété scientifique*, p. 6.

Gallié, se souvenant évidemment de la pétition de Beaumarchais, écrivaient alors : « Conteste-t-on à l'homme la propriété de ses goûts, de ses sentiments, de sa raison ? Si oui, l'homme n'est alors responsable de rien et il n'y a aucune législation ni aucune morale possible, et si on admet qu'il est propriétaire de ses facultés intellectuelles et morales, pourquoi ne serait-il pas du même coup propriétaire aussi de sa pensée créatrice et des idées qui en émanent, et dont, en les formulant, il prend la responsabilité ? » (1). Ils proclament alors les droits de l'intelligence, devenant une source de production nouvelle. Ils ne veulent pas que leur projet soit qualifié de révolutionnaire. Au contraire, ils s'opposent à une expropriation du travail du savant, sans récompense de la part de la collectivité ; ils estiment que la création du cerveau, phénomène essentiellement subjectif, confère à son auteur un droit de propriété comparable, égal, supérieur même à celui fondé sur l'hérédité, que l'on ne discute même pas, et qui donne la propriété sur la chose la plus commune à tous, la terre.

On voulut donc, en un mot, *organiser, au profit des savants, un droit à percevoir sur les industriels qui utilisent leurs découvertes ou inventions de principe.*

Nous sommes ainsi au cœur de notre sujet et il nous semble indispensable d'exposer le plan que nous comptons suivre. La première partie sera purement

(1) Dalimier et Gallié : *La Propriété Scientifique*, p. 68.

documentaire. Nous nous demanderons tout d'abord pourquoi la propriété scientifique n'est pas encore protégée. A ce propos, nous aurons à examiner la législation en vigueur et à constater ses insuffisances. Puis, avant d'exposer et de discuter les projets qui tentent de faire reconnaître la propriété scientifique, nous verrons, en un bref historique, comment s'est développé ce mouvement en faveur de cette reconnaissance, mouvement qui n'est pas aussi récent qu'on pourrait croire. Nous reproduirons intégralement les projets en présence, et, sans discuter le principe même dont ils se réclament, nous en examinerons le texte.

Dans une seconde partie, nous ferons la critique du principe même de la propriété scientifique, et nous essaierons de montrer qu'elle ne se justifie pas théoriquement, et que sa réalisation pratique serait très difficile, sinon impossible.

Enfin, dans une troisième partie, nous exposerons un contre-projet de M. Gariel, qui nous a servi de base pour quelques suggestions personnelles.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les insuffisances de la législation actuelle

M. Ruffini a montré, dans la première partie de son rapport, que la notion de conception scientifique ne pouvait s'accorder, en théorie, avec l'invention brevetable ou la création artistique, et qu'elle appartenait à une zone intermédiaire entre ces deux pôles de la propriété intellectuelle. Nous retrouverons cette idée lors de notre partie critique.

En tout cas, il semblerait, au point de vue du droit positif, que l'on pût rattacher la protection du travail du savant théoricien à la loi de 1844. Malheureusement, la loi de 1844 ne concerne que les inventions purement industrielles. De nombreux auteurs en ont dénoncé les insuffisances, que nous exposerons à la suite de l'énoncé de la loi.

Voici les articles critiqués de la loi du 5 juillet 1844 :

« *Article 1^{er}.* — Toute nouvelle découverte ou

invention, *dans tous les genres d'industrie*, confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminé, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le Gouvernement, sous le nom de brevet d'invention.

« *Article 2.* — Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles :

« L'invention de nouveaux produits *industriels*;

« L'invention de nouveaux moyens ou l'application de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit *industriel*.

« *Article 3.* — Ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

« 1^o Les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière et notamment au décret du 18 août 1810, relatif aux remèdes secrets;

« 2^o Les plans et combinaisons de crédit ou de finances.

« *Article 4.* — La durée du brevet sera de cinq, dix ou quinze années; chaque brevet donnera lieu au paiement d'une taxe, qui est fixée ainsi qu'il suit :

« 500 francs pour un brevet de 5 ans;

« 1.000 francs pour un brevet de 10 ans;

« 1.500 francs pour un brevet de 15 ans.

« Cette taxe sera payée par annuités de 100 francs, sous peine de déchéance si le breveté laisse écouler un terme sans l'acquitter.

.....

« Article 30. — Seront nuls et de nul effet les brevets délivrés dans les cas suivants, savoir :

« 1^o Si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle;

« 2^o Si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée;

« 3^o *Si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles*

« Article 31. — Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée. »

On ne peut mieux définir le caractère de la loi de 1844 qu'en reprenant, dans l'ouvrage de M. Pouillet (1), les paroles du rapporteur, citées par Huard (1^{re} édit., n^o 239) : « La loi est faite dans l'intérêt de l'industrie, et non dans l'intérêt de la science. Son domaine est dans la région des faits, non dans celle des abstractions. Elle ne peut et ne doit s'appliquer qu'à un objet matériel, saisissable, transmissible, ou à un procédé applicable, déterminé, conduisant à un résultat industriel quelconque ».

(1) Pouillet : *Traité théorique et pratique des Brevets d'invention et des Secrets de fabrique*, 6^e édit., p. 14.

La critique la plus importante porte sur les mots que nous avons reproduits en italique : à savoir qu'on ne peut breveter que des inventions ou découvertes *industrielles*. A ce propos, nous nous permettons d'insister sur ces deux termes, *invention et découverte*. Nous suivons bien volontiers les rapporteurs du projet de la C. T. I. dans leur définition de ces deux termes : les découvertes sont « les démonstrations jusqu'alors inconnues de principes, corps, agents et propriétés des êtres vivants et de la matière » ; les inventions sont « les créations de l'esprit consistant en méthodes, appareils, produits, compositions de produits encore inconnus ».

M. Ruffini a exposé, dans son savant rapport, les dispositions des différentes législations en vigueur au sujet de la découverte et de l'invention ; il montre, d'une façon très vivante, l'opposition de ces deux termes dans la doctrine allemande de Kohler, de Schanze et de Damme. Nous ne pouvons mieux faire, il nous semble, que de renvoyer sur ce point à la lecture de son rapport, afin de ne pas sortir des limites que nous avons tracées à notre sujet. Cependant, nous croyons devoir signaler le remarquable rapport soumis, le 2 août 1923, à la sous-commission, par M. John H. Wigmore, doyen de la Faculté de Droit de la North-Western University de Chicago, et annexé au rapport Ruffini. M. John H. Wigmore expose clairement les causes de l'insuffisance des textes visant la découverte et l'invention ; il montre les nouvelles tendances de la science moderne, qui a dépassé « l'explication des phénomènes apparents

de l'activité humaine » et qui conduit aujourd'hui « à des activités entièrement nouvelles ». Il estime cependant qu'il faut distinguer deux sortes de découvertes : celles « qui mènent à des applications nouvelles fondées entièrement sur elles, et celles qui ne font qu'expliquer des procédés déjà appliqués d'une façon générale dans l'industrie ». Il ne conviendrait évidemment de n'accorder la protection de la loi qu'à la première catégorie de ces découvertes. Nous croyons que cette courte digression sur la controverse au sujet de la découverte et de l'invention n'était pas inutile, quand ce n'eût été que pour signaler le rapport de M. John H. Wigmore.

Bref, les reproches portent sur les articles 1^{er}, 2 et 30. En effet, le sens de la loi n'est pas douteux. Les commentateurs sont tous d'accord pour refuser le brevet aux conceptions purement scientifiques, sans applications industrielles (1). On a craint un monopole au profit du savant, privant la collectivité des bienfaits qu'elle pouvait attendre de ses travaux ; on refuse donc les brevets de principe (v., à ce sujet, le *Traité des Brevets*, de Pouillet, 6^e édit., p. 96, 99, 101 et suiv., et *La Propriété industrielle*, de G. Bry, 3^e édit., p. 298 et suiv.).

Il ne faudrait pas croire que les critiques pro-

(1) Voir Etienne Blanc : *L'Inventeur breveté, Code des Inventions et des Perfectionnements*, 1852 ; même auteur : *Code général de la Propriété industrielle, littéraire et artistique*, 1854 ; J. Bédarride : *Commentaire des Lois sur les Brevets d'invention*, 1869 ; Louis Nouguier : *Des Brevets d'invention et de la Contrefaçon*, 1856 ; Ambroise Rendu : *Traité pratique de Droit industriel*, 1855.

viennent uniquement des auteurs des divers projets. Des juristes de différentes nations -- car la législation, sur ce point, est en tous pays sensiblement identique -- s'en étaient plaints à diverses reprises.

M. Ruffini, dans la seconde partie de son rapport, abordant la période constructive de sa proposition, a établi un historique très complet de la question. Nous n'en donnerons ici qu'un bref aperçu. M. Ruffini rappelle les paroles d'un médecin « égaré au milieu des littérateurs », au Congrès de Londres, de 1879, de l'Association littéraire et artistique internationale. Ce médecin, le docteur Déclat, fut le premier à réclamer la protection des inventions biologiques. La question fut encore soulevée à Venise, en 1888, à un Congrès, par M. J. Oppert. Le Congrès de Berne fut saisi à nouveau de la question en 1896, sans résultat d'ailleurs. Le Congrès de Turin, de 1898, émit le vœu que toutes les œuvres de la pensée fussent également protégées par la loi. Enfin, le Congrès international des Associations d'inventeurs, tenu à Paris en 1900, adopta le vœu suivant, que nous reproduisons d'après le rapport de M. Ruffini : « Considérant que l'homme de science est journellement dépouillé du fruit de ses découvertes ou inventions par des imitations plus ou moins exactes de ses œuvres, qui échappent actuellement à toute répression, le Congrès émet le vœu : que le savant, par des dispositions légales, effectives et formelles, soit mis à l'abri des spoliations dont il est journellement victime et qui l'atteignent dans son bien le plus précieux : sa réputation, quand on lui ravit impuné-

ment la propriété nominale d'une œuvre, d'une découverte ou d'un principe non brevetable et sans caractère de personnalité d'auteur manifeste, mais dont il peut néanmoins prouver qu'il est le premier créateur ou inventeur, au moyen d'un dépôt spécial, d'une publication ou d'une communication académique antérieure à celle de ses spoliateurs, conscients ou inconscients ».

Cependant, pour en revenir à la loi française de 1844, MM. Joseph Barthélemy et Gallié en ont fait une ardente critique dans l'exposé des motifs de leur proposition. Nous avons déjà exposé le vice fondamental de la loi : elle ne protège pas les conceptions scientifiques pures sans applications industrielles.

Les autres critiques ne sont que secondaires (1) : il pourrait y être remédié sans bouleverser totalement la loi, tandis qu'à notre sens, et contrairement au point de vue de M. J. Barthélemy, il faut refaire complètement la loi de 1844, si l'on veut lui donner un esprit sincère de protection de la propriété scientifique.

M. J. Barthélemy, MM. Dalimier et Gallié demandent une plus grande durée de protection de la loi : quinze ans leur semblent insuffisants. Nous verrons qu'il y a là un léger désaccord entre les deux propositions. Ils trouvent également que les annuités à payer sont trop élevées. Ils demandent la suppres-

(1) Nous résumons très brièvement l'exposé des motifs de la proposition de M. J. Barthélemy, *Le Droit de la Pensée créatrice et la Réforme de la loi sur les Brevets d'invention*, Paris, 1922, p. 12 et suiv., ainsi que le projet de la C. T. I., p. 36 et suiv., p. 72 et suiv.

sion de la déchéance qui se produit automatiquement pour cause de non-paiement de ces annuités. Ils protestent contre l'opposabilité à l'inventeur de sa propre publication, qui deviendra, au contraire, un des piliers angulaires du projet de la C. T. I. (art. 3) et du projet de Convention internationale élaboré par M. Ruffini (art. 7 du projet). Ils estiment, en outre, que le brevet ne doit être établi qu'au nom de l'auteur véritable de l'invention, afin d'éviter l'exploitation abusive des travaux des ingénieurs par les industries qui les emploient.

Nous insistons quelque peu sur la question des inventions biologiques, dont la C. T. I. s'est particulièrement occupée. La loi de 1844 n'en parle pas, car elles n'ont vraiment pris place dans la science qu'au jour où Pasteur a commencé ses expériences sur la génération spontanée. Les savants rapporteurs du projet de la C. T. I. estiment que le décret du 5 décembre 1922, établissant un registre des plantes sélectionnées et instituant un comité de contrôle des semences au ministère de l'Agriculture, est un premier pas vers la reconnaissance de la propriété scientifique pour les inventeurs végétaux.

De même qu'ils réclament la protection des inventeurs biologiques, tels que des médecins ou des vétérinaires, découvrant un produit qui guérira une maladie, MM. Dalimier et Gallié protestent contre l'article 3, 1^o, de la loi de 1844, qui est foncièrement injuste à l'égard des pharmaciens. Grâce à une législation contraire, l'Allemagne, disent-ils, a pu acquérir la suprématie mondiale, tant en matière

de produits biologiques qu'en produits pharmaceutiques (1).

Quoi qu'il en soit, l'effort principal fut fait en France, concernant la reconnaissance de la propriété scientifique.

L'idée fut lancée par le Syndicat professionnel des Ingénieurs français (2) et adoptée, en 1921, par l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français. Nous verrons plus loin qu'il ne s'agissait que d'une simple modification de la loi de 1844. En même temps, M. Lucien Klotz, celui-là même qui s'était efforcé victorieusement de faire aboutir devant les Chambres l'idée du droit de suite aux artistes, entama une campagne de presse; une importante assemblée, à laquelle participaient de nombreux juristes et savants, établit, le 24 octobre 1921, les bases d'un projet auquel M. J. Barthélemy donna une forme législative, tout en s'inspirant des vœux de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français (3). De son côté, la C. T. I. fut saisie par

(1) Les critiques contre les dispositions de la loi de 1844 à l'égard des pharmaciens ne sont pas nouvelles. Voici quelques lignes extraites de l'ouvrage d'Et. Blanc, *L'Inventeur breveté*: « Pourquoi, enfin, cette disposition qui exclut les préparations pharmaceutiques du bénéfice que la loi assure, avec raison, aux plus futiles découvertes. C'est là une réprobation dont il ne serait pas difficile de prouver ni l'injustice ni l'inutilité... ». (Introduction, p. 14 et suiv.) Nous signalons, en outre, une intéressante étude: « Situation des produits pharmaceutiques dans la législation française sur les brevets d'invention », par Pierre de la Blanchardière, *Chimie et Industrie*, oct. 1921, p. 546.

(2) Voir *Bulletin*, n° 16, 1921.

(3) Voir le *Journal* du 25 octobre 1921, et *Chimie et Industrie*, décembre 1921, p. 854, au sujet de la manifestation du Syndicat des Inventeurs français du 30 novembre 1921, sous les auspices de la Société de Chimie industrielle.

le docteur Dalimier d'un projet de protection des inventions biologiques et décida de l'élargir en en faisant la base d'un droit nouveau en matière de protection scientifique (1).

Les deux projets, celui de M. J. Barthélemy et de la C. T. I., ont été soumis aux commissions des Chambres, qui n'ont pas encore statué. La C. T. I. soumit son projet à la Commission des coopération intellectuelle de la S. D. N.; MM. Gallié, avocat à la Cour d'appel de Paris, et Emile Borel, de l'Académie des Sciences, en firent l'exposé lors d'une réunion à Paris de cette Commission. Des travaux ultérieurs de cette Commission sortit le rapport Ruffini; le rapport fut approuvé tout d'abord par la Commission en 1923. La quatrième Assemblée de la S. D. N., tenue à Genève en 1924, adopta le principe du rapport. Les événements postérieurs à cette date, qui ne sont que l'écho des diverses objections soulevées par le projet de Convention internationale, trouveront leur place dans notre deuxième partie.

Nous nous bornerons à examiner maintenant chronologiquement les différents projets en présence.

(1) Sur tous ces points, voir l'exposé des motifs de la proposition de loi J. Barthélemy, annexe au procès-verbal du 4 avril 1922, Chambre des Députés, et le projet de la C. T. I., p. 62 et suiv.

CHAPITRE II

Vœux de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français et proposition de M. Joseph Barthélemy

Nous avons cru devoir réunir, dans le même chapitre, les observations et vœux de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français et la proposition de loi de M. Barthélemy, car le député du Gers s'est sensiblement inspiré des conclusions de l'Union.

Observations et vœux de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français, au sujet de la loi du 5 juillet 1844 (1) :

« L'Union émet les vœux suivants :

« 1^o Que le brevet soit obligatoirement et dans tous les cas au nom de l'inventeur seul ou des inventeurs ;

« 2^o Qu'il soit demandé par et délivré à l'inventeur ou les inventeurs ;

« 3^o Qu'à défaut de l'inventeur, il ne puisse être demandé que par et délivré à :

« a) Ses héritiers et légataires, en cas de décès ;

(1) Nous extrayons ces conclusions du « *Projet de la C. T. .I.* » qui, sous un volume restreint, est la source la plus sûre et la plus documentée en matière de propriété scientifique.

« b) Ses ayant droits, en cas de cession totale des droits de l'inventeur sur l'invention, étant entendu que la cession par un inventeur de tous ses droits est nulle et non avenue si elle est antérieure à l'invention;

« 4^o Qu'au point de vue des inventions, les civils mobilisés ou appelés en service pour une raison quelconque (service actif, périodes, etc.) ne puissent pas être privés de leurs droits d'inventeurs;

« 5^o Que toutes les demandes de brevets soient soumises à un examen obligatoire, portant sur le caractère de nouveauté de l'invention;

« 6^o Que cet examen, effectué par un organisme qualifié, soit sanctionné par l'octroi ou par le refus du brevet;

« 7^o Que, pendant un court délai, un recours soit institué contre les décisions des examinateurs: appel pour les auteurs de la demande du brevet; opposition pour les tiers;

« 8^o Qu'en déposant une demande de brevet, le demandeur puisse obtenir, s'il le désire, un délai maximum d'un an pour faire procéder à l'examen préalable, ce délai courant à partir du jour de la demande;

« 9^o Que les frais mis à la charge de l'inventeur, pour l'examen préalable, donnent lieu à une taxe spéciale ne devenant exigible qu'au moment où cet examen est fait;

« 10^o Que, tout en maintenant le brevet de corps pour les inventeurs français et pour les inventeurs étrangers, sous réserve de réciprocité, il devienne possible de breveter et d'exploiter des procédés

nouveaux, en obligeant le titulaire du brevet de corps à accorder une licence de fabrication moyennant une redevance fixée, en cas de désaccord, par un organisme qualifié;

« 11° Que l'on assimile aux brevets de corps les brevets de principe qui portent sur des phénomènes physiques ou mécaniques nouveaux susceptibles, par eux-mêmes ou par leurs conséquences, d'applications industrielles, et que le titulaire d'un brevet de principe soit tenu d'accorder une licence moyennant redevance à tout inventeur dont l'invention entraîne application du principe breveté;

« 12° Que l'interdiction de breveter les produits pharmaceutiques soit supprimée, les inventeurs de ces produits étant assimilés aux inventeurs de corps nouveaux; qu'enfin, la loi reconnaisse expressément à la société le droit d'exproprier l'inventeur pour cause d'utilité publique, moyennant une indemnité préalable, calculée équitablement, et qu'elle précise la procédure d'expropriation;

« 13° Que l'inventeur breveté puisse obtenir, sur sa demande, une prorogation de dix ans de la durée de protection de quinze ans qui lui est accordée; que, pendant cette prorogation, il soit tenu d'accorder licence aux tiers, moyennant une indemnité fixée, en cas de désaccord, par un organisme qualifié;

« 14° Que le montant des taxes à payer par l'inventeur soit réduit au minimum compatible avec les réformes à apporter à la législation; que ces taxes soient progressives;

« 15^o Que, pendant un délai de trois ans, prévus pour la mise en exploitation de l'invention brevetée, et de deux ans prévus pour son interruption, le contrôle de l'exploitation puisse être effectué sérieusement, de façon à rendre impossible une exploitation fictive. »

Nous avons tenu à reproduire intégralement ce texte, car il est le premier essai sérieux de protection de la propriété scientifique. Cependant, il n'est encore qu'une tentative de réforme de la loi de 1844. Comme on a pu s'en convaincre à la lecture, il demande la stricte individualité du brevet. Cela vise les ingénieurs travaillant pour le compte d'une Société et qui se voient, par contrat préalable, dépouillés d'une invention qu'ils ont faite dans les laboratoires de cette Société. La législation des Etats-Unis a ébauché un geste de défense pour ces inventeurs, souvent spoliés du fruit de leur travail : elle autorise le rachat automatique, par l'établissement qui les emploie, de leur brevet personnel, mais seulement pour une somme insignifiante. M. J. Barthélemy (1) cite un contrat fixant le montant de ce rachat à un dollar !

L'Union des Syndicats d'Ingénieurs français demande donc, en plus de l'individualité du brevet, la nullité de toute cession antérieure à l'invention des droits de l'ingénieur. Comme nous le verrons un peu plus loin, M. J. Barthélemy, tout en regrettant cette « abdication intolérable de la personnalité »,

(1) Voir son rapport, p. 14.

n'y porte qu'obliquement un remède, car il pense que proclamer par avance illicites les contrats auxquels nous avons fait allusion, serait « une atteinte très grave à la liberté des conventions ».

Le n° 4 fait allusion à la situation des civils mobilisés; en service actif ou en période, qui, s'ils font une invention, sont soumis aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 15 mai 1909. Nous renvoyons sur ce point de détail à l'ouvrage de MM. Taillefer et Claro (1).

L'Union des Syndicats d'Ingénieurs français demande ensuite l'examen préalable de la nouveauté du brevet; cette absence d'examen, admise sans discussion en 1844, avait été établie en 1791. Les raisons qu'avaient données les adversaires de l'examen nous semblent toujours aussi fortes aujourd'hui (2).

Nous passons rapidement sur un vœu tendant à une réforme de la réglementation des brevets de perfectionnement et nous arrivons ainsi au n° 11, qui, seul, intéresse vraiment notre sujet. Le texte de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français est assez clair, d'ailleurs, pour pouvoir éviter de longs commentaires. Il demande la création d'un brevet de principe, c'est-à-dire un brevet consacrant la paternité d'une découverte, d'une invention dont on n'a pas indiqué l'application industrielle; mais, immédiate-

(1) André Taillefer et Charles Claro : *Les Brevets, Dessins, Marques et la Propriété littéraire et artistique pendant la guerre.* Complément aux *Traité*s de Pouillet, Paris, 1918, p. 104 et suiv.

(2) G. Bry : *La Propriété industrielle*, 3^e édit., p. 218 et suiv.

ment, il propose une expropriation obligatoire au profit de celui qui applique le principe découvert. Nous pouvons déplorer la brièveté du texte touchant le système de fixation de la redevance, qui nous semble la pierre d'achoppement de tout l'édifice.

Les vœux se terminent par une demande d'abrogation de l'article 3, 1^o, de la loi du 5 juillet 1844, concernant les produits pharmaceutiques, par une demande de prorogation de la durée du brevet et par une diminution de la taxe. Nous avons indiqué, dans notre chapitre I^{er}, les doléances que soulevaient les divers articles correspondants de la loi de 1844, auprès des intéressés.

Si nous avons consacré une assez grande place aux vœux et observations de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français, c'est qu'ils ont servi de base au projet législatif de M. J. Barthélemy, que nous allons avoir à examiner maintenant. Les observations ci-dessus sont, certes, fort intéressantes, et l'on pourra en faire un grand profit le jour où l'on voudra remanier la loi de 1844. Mais, et en cela nous sommes d'accord avec les rapporteurs du projet de la C. T. I., il nous semble que le texte ci-dessus n'a pas l'envergure suffisante pour l'établissement de la propriété scientifique. Les intéressés en ont d'ailleurs convenu par la suite, en se ralliant au projet de la C. T. I.

L'on trouvera ci-dessous le texte de la proposition de loi de M. Joseph Barthélemy, député du Gers,

professeur à la Faculté de Droit de Paris, proposition renvoyée pour le fond à la Commission de législation civile et pour avis à la Commission du commerce et à la Commission de l'enseignement de la Chambre des Députés.

« *Article 1^{er}.* — Toute nouvelle découverte ou invention, de quelque nature qu'elle soit, confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminé, le droit d'exiger une redevance de tous ceux qui en tirent une profit industriel.

« *Article 2.* — Si l'auteur de l'invention n'a pas accompli les formalités de l'article 3 de la présente loi, la redevance n'est due qu'à partir du jour de sa demande.

« *Article 3.* — L'auteur d'une invention ou découverte non susceptible d'être brevetée aux termes des articles 1, 3 et 30 de la loi du 5 juillet 1844, peut faire constater son droit au moyen d'un *brevet de corps ou de principe*, délivré dans les conditions du titre II de ladite loi. En ce cas, le droit de la redevance existe à partir du jour de la demande du brevet.

« *Article 4.* — Le brevet de corps ou de principe ne confère pas à son titulaire le droit exclusif d'exploiter à son profit la découverte ou l'invention, mais seulement le droit de délivrer des licences obligatoires pour l'exploitation de ladite découverte ou invention.

« *Article 5.* — La propriété scientifique, constatée ou non par brevet, dure pendant toute la vie de l'auteur, et, après son décès, cinquante ans, dans les

conditions prévues par l'article premier de la loi du 14 juillet 1866.

« *Article 6.* — Le taux de la redevance est déterminé par l'accord des parties et, à défaut, par le tribunal.

« *Article 7.* — A l'expiration, pour une cause quelconque, du brevet d'invention délivré conformément à la loi du 5 juillet 1844, l'auteur de l'invention précédemment brevetée reçoit sur sa demande un brevet d'auteur qui lui confère les avantages prévus dans les articles précédents.

« *Article 8.* — Il est ajouté à l'article 5 de la loi du 5 juillet 1844 un paragraphe ainsi conçu : « Le brevet ne sera délivré qu'à la personne affirmant qu'elle est, elle-même, l'auteur de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé. L'auteur de l'invention pourra demander, nonobstant toutes conventions contraires, la nullité d'un brevet pris à un autre nom que le sien. S'il a cédé les droits résultant du brevet d'invention, il recouvre, à l'expiration de ce brevet, la propriété scientifique de son invention, avec les avantages définis par les articles 1 à 7 de la loi du..... (1) sur la propriété scientifique ».

« *Article 9.* — L'article 4 de la loi du 5 juillet 1844 est modifié ainsi qu'il suit : « La durée des brevets sera de cinq, dix, quinze ou vingt-cinq années. Chaque brevet donne lieu au paiement de la taxe annuelle, dont le montant est fixé par la loi du... (1) ».

(1) Dans le texte définitif doit figurer ici la date à laquelle sera promulguée la loi votée à la suite de la présente proposition.

- Le dernier alinéa du même article, prononçant la déchéance du brevet pour non-paiement de la taxe, est abrogé.

« *Article 10.* — L'article 32 de la loi du 5 juillet 1844, modifié par la loi du 31 mai 1856, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes: « Sera déchu de son brevet, à moins de convention internationale contraire, le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués à l'étranger et qui sont semblables à ceux garantis par son brevet. Néanmoins, le ministre du Commerce pourra autoriser l'introduction: 1^o des modèles de machines; 2^o des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement. Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention en France dans le délai de cinq ans à dater du jour de la signature du brevet ou qui aura cessé de l'exploiter pendant cinq années consécutives, pourra être contraint, par décision du tribunal, à délivrer à tout demandeur des licences d'exploitation. En cas d'utilité publique, un décret motivé pourra contraindre le breveté, à tout moment de l'existence du brevet, à concéder des licences ».

« *Article 11.* — A l'article 31 de la loi du 5 juillet 1844 est ajoutée la disposition suivante: « Toutefois, nul ne pourra se voir opposer ses propres publications ».

Pour bien comprendre l'économie générale de la

proposition que nous venons de reproduire intégralement, il est bon de faire remarquer que M. J. Barthélemy a essayé de donner satisfaction à une sorte de vœu double émis lors de la réunion du *Journal*, du 24 octobre 1921 (1) : 1^o le brevet expiré, l'inventeur aura un « droit de suite », et 2^o l'inventeur d'un principe possède un droit nouveau, si ce principe a donné lieu à une application industrielle. D'où ce caractère un peu hybride et indécis de la proposition de loi qui, tout en étant une très brillante tentative, a peu de chances, à notre avis, d'être adoptée par les Chambres.

Examinons le texte d'un peu plus près. Tout d'abord, nous devons admettre ce principe : le droit existe dès la découverte ou l'invention ; il produit ses effets dès l'origine, si on a aussitôt pris un brevet de corps ou de principe ; il est en puissance et se révèle plus tard, si l'inventeur a ajourné sa demande ; dans ce cas, la redevance n'est due que du jour de la demande.

Il peut donc se produire l'alternative suivante : le savant ne prend pas de brevet. La découverte est susceptible d'applications pratiques que réalisent un ou plusieurs industriels. Le droit du savant se révèle alors, et celui-ci, à défaut d'un arrangement amiable,

(1) Voici les deux vœux émis, lors de la réunion du *Journal* :

« I. — Qu'à la déchéance d'un brevet, pour quelque cause que ce soit, l'inventeur ait sur son invention un droit de suite pour un délai à déterminer.

« II. — Qu'il soit accordé à l'auteur d'une découverte scientifique un droit nouveau à définir, lorsqu'il aura été démontré par la suite qu'elle donne lieu à une invention telle qu'elle est définie par la loi de 1844. »

s'adresse à la justice pour exiger une part sur les bénéfices de l'exploitation; c'est d'un véritable droit d'auteur qu'il s'agit ici, et il court du jour de la demande. Ajoutons que le savant pourra prouver par tous les moyens qu'il est le véritable père de la découverte ou de l'invention. Mais nous pouvons à nouveau déplorer l'insuffisance de l'article 6 de la proposition, touchant la fixation de la redevance. Comme nous le verrons encore plusieurs fois, et notamment au cours de notre seconde partie, c'est un point extrêmement délicat et de nature à faire hésiter le législateur, voire même ceux qui sont le plus intéressés au succès des diverses propositions, les savants eux-mêmes.

Dans le second terme de l'alternative, le savant demande un brevet de principe, avant toute application industrielle. Mais M. J. Barthélemy a vu le danger d'un monopole possible de l'invention par le savant : aussi celui-ci est-il tenu de délivrer des licences d'exploitation, licences payantes, bien entendu. La licence non délivrée, en cas de désaccord des parties, est un empêchement à toute exploitation; c'est une barrière à franchir avant de mettre en valeur l'application pratique.

L'article 7 de la proposition présente, dans sa brièveté, une autre situation. Il s'agit du savant qui a lui-même donné à sa découverte ou à son invention une application pratique. Il a pris un brevet, droit qu'il tient de la législation actuellement en vigueur. Au bout de quinze ans, au maximum, il perd son monopole d'exploitation. D'après la propo-

sition de M. J. Barthélemy, la même alternative que nous signalions plus haut se reproduira. Le savant n'agit pas et n'aura droit à un tantième des bénéfices de l'exploitation concurrente que du jour de sa demande; sinon, il aura tous ses droits réservés si, avant toute exploitation rivale, il a pris un brevet d'auteur équivalant au brevet de principe défini à l'article 3 de la proposition. Telle est, du moins, l'interprétation que nous croyons devoir donner à l'article 7 de la proposition, qui est assez bref et peu explicite.

M. J. Barthélemy, dans l'article 5, assimile la durée de la propriété scientifique à celle de la propriété littéraire ou artistique, telle qu'elle est réglée par la loi du 14 juillet 1866. Il règle ensuite quelques points qui ne sont que des retouches à la loi de 1844 : augmentation de durée des brevets, inopposabilité à l'inventeur de ses propres publications, stricte individualité du brevet, adoucissement du système des déchéances, autorisation en certains cas déterminés d'introduire en France des objets semblables à l'objet breveté, organisation d'une sorte d'expropriation pour utilité publique pour concession de licences en vue de l'intérêt général. Une grande partie de ces innovations a été déjà préconisée dans les vœux et observations de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français.

Telle est la proposition de loi déposée par M. J. Barthélemy. Elle a recueilli des éloges, qu'elle mérite par son sincère effort visant l'amélioration du sort du savant. Elle a aussi été critiquée, quelquefois

durement, il est vrai : cependant, à notre sens, M. J. Barthélemy, outre les reproches de détail qu'on peut faire aux divers articles de sa proposition, a eu le tort de vouloir introduire un principe de propriété scientifique dans une législation aussi opposée à l'intérêt particulier du savant théoricien qu'est la loi de 1844.

Nous mettons dès maintenant à part les critiques de doctrine que l'on peut adresser au principe même de propriété scientifique, telle que la conçoit M. J. Barthélemy. Nous les discuterons, nous le répétons, dans notre seconde partie. Nous voulons ici simplement examiner les querelles de texte, les critiques de détail. Les reproches les plus âpres qui furent faits à M. J. Barthélemy proviennent des rapporteurs du projet de la C. T. I.

MM. Dalimier et Gallié déplorent le caractère confus de la proposition de loi. Nous avons plus haut montré l'objectif double que M. J. Barthélemy s'était proposé d'atteindre. Ce faisant, il a donné à sa proposition un caractère trop complexe et qui nuit fâcheusement à la clarté de l'exposition.

De plus, MM. Dalimier et Gallié (1) se demandent « pourquoi la redevance d'un exploitant ne serait-elle due que du jour de la prise du brevet (art. 2). Cette redevance est légitimement due dès que l'exploitation a porté profit et cela d'autant plus que la prise de brevet n'est pas obligatoire (art. 5). Les exploitants ne manqueront pas de tirer parti de cette con-

(1) Le projet de la C. T. I., p. 57 et suiv.

tradiction ». La réponse à cette critique est facile : l'article 2 parle du jour de la demande et non de la prise du brevet. Cela vise le cas où le savant n'a pas demandé de brevet de principe et où il révèle son droit au cours de l'exploitation déjà commencée de l'industriel. Celui-ci a établi ses prix de revient sans tenir compte, dans ses frais généraux, d'une redevance à payer au savant ; il ne peut pas être écrasé par une demande à effet rétroactif, il ne peut que modifier ses prix en conséquence pour l'avenir.

L'article 4 est également l'objet des critiques des distingués rapporteurs du projet de la C. T. I. Ils craignent que M. J. Barthélemy ne veuille empêcher les savants d'exploiter eux-mêmes leurs découvertes. Ce n'est évidemment pas ce que l'auteur de la proposition a voulu et un léger changement dans la rédaction suffirait à supprimer l'ambiguïté du texte (art. 4).

MM. Dalimier et Gallié voient une contradiction entre l'article 5 et l'article 9 de la proposition Barthélemy, entre cette durée de la propriété scientifique pendant la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort, d'une part, et, d'autre part, les vingt-cinq années de durée maxima des brevets. Evidemment, il y a ici une certaine obscurité ; mais nous pensons, en nous référant à l'exposé des motifs de M. J. Barthélemy, que la durée de vingt-cinq ans ne se réfère qu'aux brevets ordinaires. Les brevets de principe et d'auteur auraient une durée de cinquante ans. Ici encore, reparaît l'inconvénient d'avoir voulu faire entrer l'idée de propriété scientifique dans le cadre de la loi de 1844.

MM. Dalimier et Gallié disent également que la simple déclaration du savant affirmant qu'il est l'auteur de la découverte suffira, d'après M. Barthélemy, à lui faire délivrer un brevet. Si nous nous rapportons à l'exposé des motifs de M. J. Barthélemy, nous voyons que celui-ci déclare que l'inventeur pourra « par tous les moyens de droit commun, faire la preuve de la paternité de son idée » (1). L'article 8 de la proposition n'est pas contradictoire avec cette déclaration : il vise simplement la stricte individualité du brevet, pour parer, comme nous l'avons signalé plus haut, à la mainmise des exploitations sur les travaux de leurs ingénieurs.

MM. Dalimier et Gallié, enfin, déplorent que, généreuse à l'excès, la proposition de M. J. Barthélemy ouvre l'accès du brevet aux plans et combinaisons de crédit et de finances; nous ne voyons pas en quoi cela peut nuire à la cause de la propriété scientifique. Une telle protection ne pourrait qu'encourager les chercheurs dans cette question si actuelle de rétablissement financier.

Il nous semble impossible de joindre encore des critiques personnelles après le réquisitoire de MM. Dalimier et Gallié. Ceux-ci ont jugé l'œuvre de M. Barthélemy avec une sévérité peut-être trop dure, et ne semblent pas tenir compte que cette proposition a été le point de départ de tout le mouvement et que, par suite, le projet de la C. T. I., que nous allons examiner dans le prochain chapitre, en a été quelque peu facilité.

(1) Voir la proposition de M. J. Barthélemy, p. 6.

CHAPITRE III

Le projet de la C. T. I.

Voici le texte du projet de loi de la C. T. I., sur la propriété scientifique :

« *Article 1^{er}.* — Les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques jouiront, leur vie durant, du droit exclusif de tirer profit de leur invention ou découverte.

« Dans le cas où l'auteur d'une découverte ou d'une invention sera un salarié chargé d'un service de recherches ou d'études, l'employeur aura un droit de préemption pour la mise en exploitation de la découverte ou de l'invention. En cas de refus ou de non-exploitation dans un délai de six mois de la part de l'employeur, l'auteur disposera librement de sa découverte ou invention, mais l'employeur aura une part de bénéfices qui sera déterminée par une commission.

« *Article 2.* — Sont considérées comme protégées par la loi les découvertes, c'est-à-dire les démonstrations de l'existence jusqu'alors inconnues de principes, corps, agents et propriétés des êtres vivants ou de la matière, et les inventions, c'est-à-dire les créations de l'esprit consistant en méthodes, appa-

reils, produits, compositions de produits encore inconnus et, d'une façon générale, toutes les applications nouvelles des découvertes et inventions.

« *Article 3.* — Pour établir son droit, l'auteur de la découverte ou invention devra faire la preuve que cette découverte ou invention a été l'objet d'une publicité suffisante.

« La publication dans certains périodiques agréés sera tenue comme une publicité suffisante.

« *Article 4.* — La reproduction dans un but commercial du nom de l'auteur du texte publié, ou de la communication scientifique et de la référence bibliographique sont interdits, sans le consentement écrit de l'auteur.

« *Article 5.* — Les auteurs des inventions et découvertes visées aux articles 1 et 2 de la loi ne pourront s'opposer à l'exploitation industrielle ou commerciale des applications nouvelles de leurs découvertes ou inventions, mais ils conserveront un droit d'auteur dans cette exploitation, lorsque les applications résulteront de leurs inventions ou découvertes initiales.

« A défaut d'accord amiable entre les auteurs, la quotité du droit sera déterminée par les tribunaux civils.

« *Article 6.* — Les auteurs des découvertes et inventions pourront se faire représenter, dans leurs rapports avec les exploitants, par un groupement professionnel, qui, en leur lieu et place, traitera et exercera le contrôle des ventes et la perception des droits.

Ils pourront également choisir ce groupement professionnel comme arbitre souverain, pour déterminer la quotité du droit d'auteur dans le cas prévu à l'article précédent.

« *Article 7.* — Les ayants droit des auteurs des découvertes et inventions jouiront des mêmes droits que lui pendant une période de cinquante années, à compter du jour où ce droit est acquis par la publication de l'invention ou de la découverte.

« *Article 8.* — Les auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique, par dérogation à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 et des lois régissant l'exercice de la médecine et de la pharmacie, jouiront du bénéfice de la présente loi, étant entendu qu'ils ne pourront exploiter pour eux-mêmes leurs découvertes et inventions que s'ils sont pourvus du diplôme de pharmacien.

« *Article 9.* — L'Etat, après avis obligatoire de l'Académie des Sciences ou de l'Académie de Médecine, selon le cas, pourra, par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Instruction publique, classer la découverte ou l'invention comme nécessaire à l'intérêt public et déterminer les conditions dans lesquelles sera fixé le droit de l'inventeur. Dans ce cas, l'inventeur sera tenu de concéder les licences utiles pour assurer la fourniture nécessaire à l'usage public, à charge pour les différents fabricants ou exploitants de lui réserver un droit d'auteur.

« *Article 10.* — Toute contravention à la présente loi, comme toute atteinte portée au droit des auteurs,

seront punies d'une amende de..... à...

« Ceux qui auront introduit sur le territoire français, recélé, vendu ou exposé pour la vente au préjudice du droit des auteurs, seront punis des mêmes peines.

« Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre la peine d'amende ci-dessus, une peine d'emprisonnement de à

« L'action correctionnelle ne pourra être exercée par le ministère public que lorsqu'il s'agira d'une découverte ou invention classée; en tout autre cas, elle ne pourra être exercée que sur la plainte de la partie lésée, de ses ayants droit ou du groupement professionnel visé à l'article 6. Le retrait de la plainte engagée pourra s'opérer en tout état de la cause.

« Les auteurs pourront faire procéder, par tous agents de la force publique ou par tous huissiers, sur réquisition écrite, à la constatation de toute contravention à la présente loi. Le requérant pourra, dans les trois mois qui suivront ces constatations, intenter une action devant le tribunal correctionnel.

« La confiscation des publications ou des objets exposés ou mis en vente sera prononcée par le tribunal correctionnel ou par le tribunal civil.

« *Article 11.* — Toute disposition antérieure, de nature à entraver l'application de la présente loi, est abrogée.»

Nous croyons utile de faire suivre ce texte, qui est très complet déjà par lui-même, de quelques

commentaires. Il faut d'abord nous demander si le point de départ du projet de la C. T. I. est le même que celui de la proposition J. Barthélemy. Si nous constatons quelque différence sur les principes de base, nous pourrions mieux nous expliquer l'écart qui sépare les deux textes établis.

M. Joseph Barthélemy part de la loi de 1844; il veut seulement la modifier; il ne la proclame insuffisante que lorsqu'elle ne reconnaît pas la propriété scientifique. MM. Dalimier et Gallié, au contraire, qualifient cette loi de « biscornue, compliquée, injuste et inopérante » (1). Ils établissent la base de leur projet sur la loi du 19 juillet 1793, qui est « un modèle que l'on doit avoir constamment devant les yeux lorsqu'il s'agit de la propriété intellectuelle » (2).

L'article 1^{er} de cette loi (3) établit, au profit des auteurs, un principe de propriété entière, absolue, sans formalité préalable, si ce n'est le simple dépôt à la Bibliothèque Nationale. Cette loi est un modèle de simplicité: la propriété de l'œuvre n'est subordonnée qu'à la qualité d'auteur.

Or, il y a eu cependant interpénétration de la loi de 1844 dans la proposition de la C. T. I. et de la loi de 1793 dans la proposition de M. J. Barthélemy. Dans sa partie constructive, M. Ruffini a très fine-

(1) Le Projet de la C. T. I., p. 45.

(2) *Ibid.*, p. 35.

(3) Article premier: « Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs jouiront durant leur vie entière du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété en tout ou partie ».

ment dégagé ce phénomène et a montré qu'inconsciemment les deux projets français avaient fait appel à des principes qu'ils avaient par avance répudiés. Il conclut de cette exégèse serrée des textes qu'il constate à nouveau que la propriété scientifique représente « une zone intermédiaire entre le domaine de la propriété artistique et littéraire et le domaine de la propriété industrielle ». Nous n'avons pas l'intention, dans cette première partie, de nous égarer dans une controverse doctrinale. Nous avons seulement voulu prouver, en renvoyant au texte du savant rapport de M. Ruffini, combien il est difficile à tous les auteurs des projets en matière de propriété scientifique, d'oublier la loi sur les brevets et combien il est ardu d'établir une législation vraiment originale.

En tout cas, il faut admettre que le projet de la C. T. I. repose tout entier sur cette affirmation que nous présentions dans notre chapitre premier : le cerveau crée, l'homme formule la pensée créée, en prend la responsabilité, il en est donc le propriétaire. Comment extérioriser cette propriété, comment lui donner une réalité positive ? C'est alors qu'on dira que l'homme a le droit exclusif d'en tirer profit, lorsque la pensée créatrice a donné naissance à une invention ou découverte (art. 1^{er}). Le droit durera la vie de l'auteur et cinquante ans pour ses ayants droit, à dater du jour de la publication de l'invention ou de la découverte (1).

(1) A remarquer que la proposition J. Barthélemy (art. 5) accordait aux ayants droit une protection plus étendue, soit cinquante ans à dater du décès de l'auteur.

Nous avons déjà signalé les injustices qui peuvent résulter de la mainmise de l'exploitation sur le travail créateur de ses ingénieurs. Les rapporteurs du projet de la C. T. I. ont voulu concilier, dans le deuxième alinéa de l'article 1^{er}, deux considérations également intéressantes : le patron, d'une part, fournit son matériel de laboratoire ou son bureau d'études à l'ingénieur, il lui paie un salaire; d'autre part, l'ingénieur ne vend pas sa pensée créatrice, il conclut avec l'employeur un contrat de droit civil qui n'est autre chose que le louage de travail. Pour assurer au patron les droits qu'il peut avoir sur cette location de la pensée créatrice de son ingénieur, les rapporteurs de la C. T. I. établissent un droit de préemption, durant six mois, sur la découverte ou l'invention. En cas de refus ou de non-exploitation, le patron aura une part des bénéfices réalisés, grâce à cette découverte ou à cette invention dans une autre entreprise; le tantième en sera déterminé par une commission, dont les auteurs du projet ne nous donnent pas la composition. Bien que cette question soit quelque peu secondaire par rapport à la partie centrale du projet, c'est-à-dire la reconnaissance et l'établissement de la propriété scientifique, nous croyons que cet alinéa du projet de la C. T. I., autant d'ailleurs que l'article 8 de la proposition J. Barthélemy, n'est pas suffisamment étudié, vu l'état des diverses législations nationales (1).

(1) Pour cette étude de législation comparée, voir la *Propriété industrielle*, 1922, p. 23 et suiv.

A l'article 2, les savants rapporteurs de la C. T. I. donnent de très brillantes définitions de la découverte et de l'invention (1), définitions très étudiées et très exactes qui ont passé à peu près intégralement dans le projet de convention internationale de M. Ruffini (art. 3). Mais comment établir la paternité de l'invention ou de la découverte ? M. J. Barthélemy autorisait tous les modes de preuve du droit commun. MM. Dalimier et Gallié se contentent d'une publicité suffisante: ils décident même que l'insertion dans certains périodiques vaudra publicité suffisante; et, de fait, il est très possible d'établir que la communication, dans certains bulletins officiels ou semi-officiels, comptes rendus des sociétés savantes, par exemple, servirait, pour ainsi dire, de registres d'état civil, faciles à compulser parce que peu nombreux, aux découvertes et inventions des savants théoriciens.

L'article 4 est un peu spécial et vise particulièrement les inventions biologiques. Il est très fréquent que les spécialités pharmaceutiques usent comme procédé de publicité du nom d'un savant, qui semble ainsi contribuer au lancement d'une marque et être intéressé aux résultats financiers. Sur la propriété du nom, la jurisprudence est constante et c'est cette permanence dans la décision des tribunaux que la C. T. I. veut consacrer dans son projet de loi.

L'article 5 est explicatif de l'article 1^{er}. Les auteurs du projet ont craint qu'un savant puisse garder le

(1) Voir supra, chapitre 1^{er}.

monopole de sa découverte ou de son invention et exercer un droit de veto sur les applications qui en découleraient. Une telle situation serait néfaste pour l'avenir de la science d'une part, pour la collectivité en cas d'une découverte touchant la santé publique, d'autre part. Mais nous pouvons constater un léger manque d'harmonie, d'ailleurs facile à corriger, entre l'article 1^{er} et l'article 5, car le droit exclusif prévu par l'article 1^{er} devient un simple droit d'auteur à l'article 5. L'accord complet de ces deux articles est certainement très facile à réaliser.

L'alinéa 2 de l'article 5 confie la fixation de la redevance, en cas de désaccord, aux tribunaux civils. Nous verrons, dans notre deuxième partie, combien il sera délicat d'établir la quotité du droit d'auteur et même préalablement de trouver des organismes spécialement qualifiés pour rendre une pareille sentence. Au^e risque d'anticiper, nous estimons que les tribunaux civils ne sont nullement aptes à une telle incursion dans le domaine de la science pure, même lorsque des experts savants leur seront adjoints (1).

Nous croyons qu'il y a dans l'alinéa 2 de l'article 5 une inadvertance de la part des rédacteurs du projet : en effet, il est évident que le membre de phrase : « à défaut d'accord amiable entre les auteurs » est incomplet et qu'il faut ajouter « et les industriels ».

L'article 6 du projet apporte une innovation qui

(1) Nous renvoyons sur ce point, que nous esquissons seulement, à notre deuxième partie.

est des plus intéressantes et des plus justifiées: il introduit un élément nouveau, une puissance qui grandit chaque jour: l'élément professionnel. Les rapporteurs ont constaté les avantages que présenterait pour les milieux savants ce genre de société, à présent indispensable pour les milieux littéraires: la Société des Auteurs. De tels groupements établiraient des conventions-types, qui finiraient par prévoir toutes les situations pouvant se présenter et qui éviteraient, en outre, aux savants d'avoir à intervenir dans des questions pécuniaires où ils sont souvent des profanes.

Ce qu'il est, par contre, difficile d'admettre, c'est le contenu de l'alinéa 2 de l'article 6. Ainsi, l'organisme de défense des savants pourra remplacer, de par la propre volonté de ses commettants, la juridiction du tribunal civil. Ce serait, en plus, un organisme souverain, choisi par une seule des parties en présence: d'où il semble que le mot « arbitre », qui suppose un accord des deux groupements intéressés, est placé à tort dans le texte.

Mais cette querelle de texte mise à part, il est nécessaire, pour admettre ce privilège exorbitant de juridiction, d'accepter complètement l'idée de propriété du savant sur son invention ou sa découverte. En effet, ici les auteurs du projet sont logiques avec eux-mêmes; ils partent du principe que le droit du savant sur son invention ou sa découverte constitue une véritable propriété; donc, à lui ou à ses représentants qualifiés d'établir les conditions de la cession de son bien à l'industriel exploitant. Mais

alors la disposition de l'article 5, alinéa 2, concernant la juridiction des tribunaux civils, était peut-être inutile.

L'article 8 accorde le bénéfice de la propriété scientifique aux découvertes et inventions thérapeutiques, suivant ainsi les vœux de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français (n° 12) et la proposition J. Barthélemy (art. 1^{er}).

L'article 9 envisage le cas où la découverte ou l'invention est reconnue utile à la collectivité, soit au point de vue de la science pure (Académie des Sciences), soit au point de vue de l'hygiène publique (Académie de Médecine). Il s'opère alors une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique: l'indemnité, ou plutôt le droit d'auteur, sera fixé par l'Etat, sans que les auteurs du projet indiquent ici l'organisme qualifié pour cette estimation.

Enfin, l'article 10 prévoit la répression des contraventions à la présente loi, ainsi que toute atteinte portée au droit des auteurs. Le texte, qui est détaillé, n'a pas besoin de commentaires; nous remarquons cependant que l'article 10 s'inspire fortement d'une législation que les auteurs du projet ont déclaré par avance complètement répudier, nous voulons parler de la loi de 1844. En effet, l'article 10 du projet est presque calqué sur le titre V de la loi du 5 juillet 1844.

Parvenu au terme de l'examen du projet de la C. T. I., nous devons constater l'effort considérable déployé par les deux savants rapporteurs, MM. Dalimier et Gallié. Ils ont établi un texte très étudié,

très intéressant, qui soutient avantageusement la comparaison avec tout autre projet concernant la propriété scientifique.

Cependant, comme nous chercherons à l'établir dans notre deuxième partie, les principes généraux sur lesquels reposent les solutions ingénieuses des rapporteurs de la C. T. I. ne nous paraissent pas très solides. A notre sens, l'édifice n'a pas encore une base assez résistante pour pouvoir lutter victorieusement contre les complications nationales d'une part — réclamations venant de l'industrie (point que nous étudierons plus loin) — et contre des complications internationales, malgré un projet largement inspiré de celui de la C. T. I., le projet de convention internationale de M. le sénateur Ruffini, que nous allons maintenant examiner.

CHAPITRE IV

Le projet de Convention internationale de M. le sénateur Ruffini

Fidèles à notre intention de faire, dans la première partie de ce travail, œuvre purement objective, de réunir intégralement toutes les pièces du débat sur la propriété scientifique, nous croyons devoir reproduire le texte complet du projet de convention internationale élaborée par M. le sénateur Ruffini, présenté à la sous-commission de la Propriété intellectuelle de la Commission de Coopération intellectuelle.

« *Article 1^{er}.* — Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union, pour la protection des droits des auteurs sur leurs découvertes ou inventions scientifiques.

« *Article 2.* — Les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques jouiront du droit exclusif de tirer profit de leurs découvertes ou inventions.

« *Article 3.* — Sont considérées comme protégées par la présente Convention les découvertes, c'est-à-dire les exposés et les démonstrations de l'existence jusqu'alors inconnue de lois, principes, corps, agents ou propriétés des êtres vivants ou de la matière, et les

inventions, c'est-à-dire les créations de l'esprit (consistant en méthodes, appareils, produits, compositions de produits encore inconnus, et, d'une façon générale, toutes les applications nouvelles des découvertes et inventions), dont le caractère spécifiquement scientifique les soustrait à la protection assurée aux œuvres de l'industrie, de l'art et de la littérature.

« *Article 4.* — La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

« *Article 5.* — Les auteurs des découvertes et inventions visées aux articles 2 et 3 de la présente Convention ne pourront s'opposer à l'exploitation industrielle ou commerciale des applications nouvelles de leurs découvertes ou inventions, mais ils conserveront un droit d'auteur sur les avantages économiques d'une telle exploitation.

« Ils ont, par conséquent, le droit d'exiger une redevance dont le taux sera déterminé par l'accord des parties et, à défaut, par le tribunal.

« Ce droit ne peut compéter aux auteurs que si les applications industrielles ou commerciales dont il s'agit sont le résultat de leurs découvertes ou inventions; et non pas, par conséquent, lorsque lesdites découvertes ou inventions ne font que donner la démonstration scientifique d'un résultat ou d'un procédé déjà acquis de fait, c'est-à-dire déjà appliqué auparavant dans la pratique industrielle ou commerciale.

« *Article 6.* — Chacun des Etats contractants pourra classer la découverte ou l'invention comme

nécessaire à l'intérêt public et déterminer les conditions dans lesquelles sera fixé le droit de l'inventeur.

« Ce droit de chacun des Etats ne se rapporte qu'aux découvertes et inventions de ses ressortissants, sauf dans le cas où les Etats adhérents à l'Union se mettraient d'accord pour étendre l'exercice de ce droit à tous les territoires de l'Union.

« L'auteur de la découverte ou de l'invention sera tenu de concéder les licences utiles pour assurer la fourniture nécessaire à l'usage public, à charge pour les différents fabricants ou exploitants de lui réserver un droit d'auteur, aux termes de l'article 5 de la présente Convention.

« *Article 7.* — Pour établir ce droit, l'auteur de la découverte ou de l'invention devra fournir la preuve que cette découverte ou invention a été l'objet d'une publicité suffisante.

« Sera considérée comme suffisante, la publication de la découverte ou invention dans les revues spéciales, dans les actes des Congrès et dans les mémoires académiques.

« *Article 8.* — L'auteur d'une découverte ou invention pourra faire établir l'objet et la priorité de sa découverte ou de son invention, au moyen de l'envoi d'une enveloppe perforée du type « Soleau », au Bureau international de Berne, suivant la procédure établie depuis 1915 pour les modèles et dessins industriels.

« *Article 9.* — L'auteur d'une découverte ou invention peut faire constater son droit au moyen d'un brevet de principe, délivré dans les conditions fixées

par les conventions en vigueur pour les brevets d'application.

« La durée du droit dérivant de la cession d'un brevet de principe sera celle qui a été fixée à l'article 4 de la présente Convention.

« *Article 10.* — Les auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique jouiront du bénéfice de la présente Convention.

« *Article 11.* — A la déchéance, pour quelque cause que ce soit, d'un brevet qui a pour objet l'application d'une découverte ou d'une invention scientifique, l'auteur de celle-ci et titulaire du brevet en question n'en conserve pas moins son droit de suite, conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de la présente Convention.

« *Article 12.* — Les questions relatives à la priorité d'une découverte ou d'une invention et les questions relatives au montant de la redevance revenant à l'auteur sur l'exploitation industrielle de sa découverte ou de son invention seront tranchées par les tribunaux de chacun des Etats, dans le cas où ces questions viendront à être soulevées entre ressortissants d'un même Etat.

« Les tribunaux devront utiliser, en tant que le droit interne de chaque pays le permet, le concours d'experts appartenant de préférence aux corps académiques et aux groupements professionnels compétents.

« *Article 13.* — Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants jouiront, dans tous les autres Etats de l'Union, de droits analogues à ceux que les

lois respectives accordent actuellement ou accorderont, par la suite, aux nationaux.

« *Article 14.* — Toutefois, chacune des parties aura la faculté de recourir à l'arbitrage d'experts appartenant de préférence aux corps académiques ou aux groupements professionnels compétents.

« Chacune des parties nommera un ou deux arbitres, qui désigneront à leur tour un surarbitre.

« Dans les cas où les parties appartiendraient à des Etats différents, elles devront nommer deux arbitres, dont l'un devra appartenir à un Etat autre que le leur. Le surarbitre devra être ressortissant d'un Etat autres que les Etats auxquels appartiennent les parties.

« *Article 15.* — Le siège du tribunal arbitral sera, sauf accord contraire entre les parties, le siège des Bureaux internationaux réunis de la Propriété industrielle, littéraire et artistique, à Berne.

« Les indemnités et remboursements dus aux arbitres seront ceux accordés aux membres des Commissions de la S. D. N.

« Le tribunal arbitral décidera à qui devront incomber et comment seront répartis les frais de l'arbitrage.

« *Article 16.* — La procédure de l'arbitrage doit être réglée par la loi du pays sur le territoire duquel l'arbitrage a lieu. Les pays contractants s'engagent à faciliter les actes de procédure qui doivent intervenir sur leur territoire conformément aux dispositions réglant, d'après leur législation, la procédure d'arbitrage.

« *Article 17.* — Les pays contractants s'engagent à ce que les sentences arbitrales, rendues sur leur propre territoire ou sur le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes, en vertu des articles précédents, soient exécutées par leurs autorités, conformément aux dispositions de leur loi nationale.

« *Article 18.* — Les auteurs des découvertes et inventions pourront se faire représenter, dans leurs rapports avec les exploitants, par un groupement professionnel qui, en leur lieu et place, traitera et exercera le contrôle des ventes et la perception des droits.

« *Article 19.* — Tous différends qui surgiraient, relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, seront portés, à défaut d'entente directe entre les parties, devant la Cour permanente de Justice internationale, et les Hautes Parties Contractantes s'engagent à accepter la juridiction de la Cour pour le règlement de ces différends.

« *Article 20.* — Tout Etat contractant pourra demander la convocation d'une Conférence de révision de la présente Convention. La première aura lieu à..... et décidera du lieu de la réunion de la suivante. Le Secrétariat de la S. D. N. préparera, avec le concours des Bureaux internationaux de Berne, les travaux des Conférences. La Direction des Bureaux internationaux sera représentée aux séances des Conférences; son ou ses représentants prendront part aux discussions, sans voix délibérative.

« *Article 21.* — Les pays qui n'ont pas pris part à la présente Convention, et qui assurent chez eux

la protection légale des droits faisant l'objet de la présente Convention, seront admis à y accéder sur leur demande.

« Cette accession sera notifiée par écrit à la S. D. N., enregistrée par le Secrétariat de ladite Société, et communiquée, par le Secrétaire général, à tous les autres Etats intéressés.

« Elle comportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention.

« *Article 22.* — Tout pays accédant à la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats.

« *Article 23.* — Les Bureaux réunis de Berne centraliseront les renseignements de toute nature, relatifs à la protection de la propriété scientifique. Ils procéderont aux études d'utilité commune intéressant l'Union et les publieront dans l'une des feuilles périodiques rédigées par eux, tant et aussi longtemps que la création d'un périodique spécial pour la propriété scientifique n'aura pas été décidée.

« Au cas où les attributions prévues à l'alinéa précédent entraîneraient pour les Bureaux internationaux de Berne des dépenses supplémentaires, celles-ci seront réparties entre les Etats signataires, suivant les règles posées aux alinéas 7, 8 et 9 de l'article 13 de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (Convention de Paris, du 20 mars 1883, révisée à Washington le 2 juin 1914). »

Lors de la discussion de ce projet de Convention internationale (1), M. de Torrès-Quévédo, délégué de l'Espagne, avait proposé un prélèvement de 30 % sur les bénéfices réalisés par l'industriel qui applique un principe théorique. Mais le rapport de M. Ruffini fut adopté intégralement et à l'unanimité, sur l'observation de son auteur qu'une telle redevance risquerait de laisser hors de son action les découvertes de la science pure.

Nous voici donc en présence d'un document très étudié, adopté par la Commission de Coopération intellectuelle de la S. D. N., par le Conseil de la S. D. N. La 5^e Commission de l'Assemblée de la S. D. N. n'en a cependant adopté que le *principe*, certains délégués estimant que les Gouvernements n'avaient pas encore eu le temps d'étudier les changements de législation que cette Convention entraî-

(1) A titre documentaire, nous signalons que la sous-commission de la Propriété intellectuelle était présidée par M. le professeur Bergson, de l'Académie Française. Faisaient, en outre, partie de la sous-commission : M. le sénateur Ruffini, professeur à l'Université de Turin, rapporteur; M. de Torrès-Quévédo, professeur à l'Université de Madrid; M. Destrée, ancien ministre du royaume de Belgique, remplacé à la séance de juillet par M. le sénateur Lafontaine; M. Millikan, directeur de laboratoire à l'Institut technique de Californie. Assistèrent également à la séance M. le professeur Nitobé, de l'Université de Tokio, sous-secrétaire général de la S. D. N. et directeur de la Section des Bureaux internationaux; M. le professeur Julien Luchaire, de l'Université de Grenoble, l'éminent inspecteur général de l'Instruction publique de France, expert de la Commission, et M. le professeur de Halecki, de l'Université de Varsovie, secrétaire de la Commission et des sous-commissions de Coopération intellectuelle.

Nous puisons ces renseignements dans la *Propriété industrielle*, 1923, n° 10.

nerait. La 5^e Commission a plutôt considéré le texte Ruffini comme un avant-projet, d'après lequel la Commission de Coopération intellectuelle pourrait *éventuellement* rédiger un projet de Convention définitif.

Cependant, il ne faut pas nier que le projet de M. Ruffini est un document extrêmement important pour la question de la propriété scientifique. Il est une synthèse des projets français de M. J. Barthélemy et de la C. T. I.; mais, en outre, il contient une partie vraiment originale, nous voulons parler de la procédure d'arbitrage destinée à suppléer quelquefois aux tribunaux dans les contestations entre nationaux d'un même pays et à mettre fin obligatoirement aux conflits entre ressortissants de pays différents.

Ainsi que nous l'avons fait pour les autres propositions, nous allons examiner en détail le texte du projet de convention Ruffini; mais, comme précédemment, nous n'effleurons pas les bases de l'édifice, c'est-à-dire le principe adopté concernant la propriété scientifique. Nous croyons que nous devons comprendre dans cette exclusion temporaire la question de savoir s'il convient de commencer par établir la propriété scientifique sur le terrain national ou le terrain international. Il entre, en effet, dans l'examen de cette importante question, des considérations qui figureront à la partie critique de notre travail.

Après un article premier, qui institue l'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs découvertes ou inventions scientifiques, à l'instar des autres Unions qui ont leurs bureaux à Berne,

M. Ruffini affirme le droit des auteurs scientifiques. Il a d'ailleurs reproduit intégralement, pour ainsi dire, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet de la C. T. I. Il définit ensuite ce qu'il faut entendre par découvertes et inventions. Comme nous l'avons déjà signalé, cette définition est identique, sauf en un point, à celle du projet de la C. T. I. (art. 2). Le projet Ruffini est cependant plus large que celui de MM. Dalimier et Gallié, car, à côté des « principes, corps, agents ou propriétés des êtres vivants ou de la matière », qui sont le domaine reconnu à la découverte par la C. T. I., le savant professeur italien ajoute : *les lois*. Or, nous estimons que la divergence de ces deux projets sur ce point est minime, car entre les lois et les principes, il n'y a qu'une faible différence. Le domaine d'application de la loi proprement dite est encore réduit, puisque, conformément à l'article 5, alinéa 2, du projet de Convention et au rapport de M. John H. Wigmore déjà cité, la loi pourra consister souvent en « démonstrations scientifiques d'un résultat ou d'un procédé déjà acquis de fait », auquel cas elle ne pourra prétendre à la protection de la loi.

L'article 4 étend la protection à la vie de l'auteur et à ses ayants droit, cinquante ans après sa mort. Cette disposition, adoptée par le projet J. Barthélemy, s'inspire de l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1866. La C. T. I. n'accordait que cinquante ans à dater de la publication de l'invention ou de la découverte; mais, dans leurs commentaires explicatifs (1),

(1) Le projet de la C. T. I., p. 96 et 97.

les rapporteurs du projet de la C. T. I. ne s'opposaient pas à l'adoption du délai proposé par M. J. Barthélemy, dans le but d'unifier la législation protectrice de la propriété intellectuelle.

L'article 5, alinéas 1 et 2, du projet de Convention, reproduit l'article 5 du projet de la C. T. I. Nous renvoyons, sur ce point, aux commentaires que cet article nous avait suggérés au chapitre précédent. L'alinéa 3 concerne les découvertes et inventions qui sont explicatives d'un procédé industriel et qui ne sont pas admises à bénéficier de la loi. Nous y avons fait un peu plus haut allusion, en disant que c'était une restriction à la règle générale posée par l'article 3 du projet de la Convention.

M. Ruffini s'occupe ensuite de remédier à cette crainte d'un monopole en cas d'intérêt de la collectivité, si l'invention ou la découverte peut lui être utile. Il suit ainsi les traces de l'article 9 du projet de la C. T. I. Mais, comme nous sommes dans le domaine international, il prévoit une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique internationale.

Il prévoit ensuite la preuve de la paternité de la découverte ou de l'invention et reproduit l'article 3 du projet de la C. T. I. C'était peut-être l'occasion de fonder un grand journal international, qui énumérerait les divers mémoires, les actes des Congrès, et, pour plus de détails, renverrait à la revue qui les aurait publiés *in extenso*. Il nous semble que cette création n'est pas une utopie; ce journal officiel international de la science, paraissant tous les mois, ne nécessiterait pas un format énorme. Les décou-

vertes ou les inventions, malgré l'activité des savants, ne sont pas encore du domaine journalier, et cette publicité tiendrait facilement le monde entier au courant des progrès de la science.

A l'article 8, M. Ruffini établit un mode accessoire d'établissement de la priorité, mode qui ne saurait entrer en compétition avec la priorité reconnue par la publicité, plus mécanique, plus automatique en un mot, c'est l'emploi de l'enveloppe « Soleau ».

Le dépôt de l'enveloppe perforée « Soleau » aux bureaux de Berne est autorisé depuis 1915. Nous estimons que cet article 8 est inutile: le savant qui croit devoir tenir cachée sa découverte ou son invention (ce sera le cas de l'emploi de cette enveloppe), ne rend aucun service à la société et à l'industrie. Ainsi il serait mal fondé à demander une redevance sur l'application d'une découverte ou d'une invention qui serait faite par un autre, car ce sera cet autre seul qui aura fait connaître aux tiers les résultats de son travail et les en aura fait bénéficier. M. Ruffini, dans son grand souci de perfection, emprunte à M. J. Barthélemy l'idée du brevet de principe. Il reproduit, à l'article 9 de la Convention, l'article 3 de la proposition J. Barthélemy. Nous estimons que la proposition devient ici par trop complexe et qu'il est peut-être exagéré d'admettre pour l'établissement de la priorité de la découverte ou de l'invention scientifique trois sortes de procédés: la publication, l'enveloppe « Soleau » et le brevet de principe. Il conviendrait, à notre sens, de se fixer pour un seul des trois moyens, et sans hésitation,

nous choisissons le premier, c'est-à-dire la publication dans un organe qualifié et spécial.

Avec raison, M. Ruffini étend, à l'article 10, la protection de la loi aux découvertes et inventions concernant la thérapeutique. A l'article 11, il prévoit la situation du savant qui fait lui-même l'application industrielle de sa découverte ou de son invention. C'est le même cas envisagé par l'article 7 de la proposition J. Barthélemy et c'est le même remède qui est appliqué. Nous en arrivons, avec l'article 12, aux contestations qui peuvent s'élever entre nationaux d'un même Etat, sur la priorité d'une découverte ou d'une invention ou sur la redevance due par l'applicateur. M. Ruffini défère ces conflits aux tribunaux, aidés par des experts.

Nous avons déjà exprimé, lors de l'examen de la proposition de la C. T. I., toutes nos craintes sur la valeur des jugements des tribunaux, lorsqu'ils feront une incursion dans le domaine de la science pure. Nous ne nous permettons pas de mettre en doute la compétence et la science juridiques de notre magistrature; mais, outre que le rôle des tribunaux est déjà assez chargé — les contestations scientifiques seraient en effet fort nombreuses — nous estimons que ces questions de priorité et de redevances sont très délicates, presque insolubles, et que la solution de ces conflits ne sera en rien facilitée par des experts choisis parmi les savants. Nous nous en expliquerons dans notre deuxième partie.

M. Ruffini applique aux citoyens des divers États de l'Union le système de l'assimilation aux nationaux,

au point de vue de la juridiction des contestations.

Jusqu'alors, l'on peut remarquer que le projet de convention internationale n'est pas empreint d'une grande nouveauté. Ce n'est pas une critique contre M. Ruffini, qui a établi sur la question un rapport qui restera toujours très remarqué, quel que soit le sort des divers projets de propriété scientifique. Nous voulons seulement dire qu'en cette matière, comme en beaucoup d'autres, la science française a été à l'avant-garde des autres pays.

C'est seulement à partir de l'article 14 que le projet Ruffini commence à faire preuve d'une grande originalité.

En effet, d'après l'article 14, sur la demande *d'une seule* des parties, tout différend concernant les questions soulevées par la protection de la propriété scientifique pourra être soumis à l'arbitrage. Cet article établit donc la validité de la clause compromissoire, puisqu'une partie, de son propre mouvement, demandera que le différend soit porté devant l'arbitre. C'est mettre au choix le jugement du tribunal et la sentence arbitrale. Au point de vue de la législation française, cela est inacceptable; l'article 14 de la Convention est contraire à l'article 1006 du Code de Procédure civile. Etait-il d'ailleurs vraiment utile d'ajouter aux tribunaux civils des arbitres choisis parmi des experts ? Cela prouve déjà surabondamment que M. Ruffini prévoit des procès nombreux et surtout délicats : il se couvre par avance des désillusions que lui procurera la jurisprudence des tribunaux civils en matière de propriété scientifique.

Nous avons prévu l'appréhension de M. Ruffini. Mais était-il rationnel d'instituer un arbitrage d'experts, nommant eux-mêmes un expert surarbitre ? Nous ne le pensons pas. Nous respectons trop les milieux savants ou industriels pour craindre d'eux une injustice; mais les savants auront, instinctivement et à leur insu, bien entendu, une tendance à nier l'importance de la découverte d'un confrère, qui, lorsque la propriété scientifique sera en quelque sorte monnayée, se doublera d'un concurrent. Et les industriels auront tendance également à nier la paternité de telle ou telle découverte, prévoyant une hausse des frais par suite de la redevance au savant et craindront toujours d'établir un précédent dangereux. Ces considérations ne s'effaceront pas lors de la nomination du surarbitre, qui sera ou savant ou industriel, ou incompetent. Nous reviendrons sur les réflexions que nous inspire l'article 14 du projet de Convention de M. Ruffini, lors de notre partie critique. Mais nous estimons, dès maintenant, que l'arbitrage national ou international sera la pierre d'achoppement de l'édifice construit par le savant sénateur italien.

M. Ruffini établit ensuite les bases de l'arbitrage international. Nous n'insistons pas sur ce point, les articles 14, (alinéa 3), 15, 16 et 17 étant très explicites et constituant de la pure réglementation. M. Ruffini prévoit l'exécution des sentences arbitrales dans le respect de la loi nationale: c'était la solution qui s'imposait.

A l'article 18, le projet prévoit la constitution de

groupements professionnels, du genre « Société d'auteurs ». Nous avons déjà rencontré cette suggestion dans le projet de la C. T. I. (art. 6). Il ne va d'ailleurs pas si loin que le projet français et n'érige pas ces groupements en arbitres souverains. Nous avons, lors de l'examen du projet de la C. T. I., fait toutes nos réserves sur le privilège exorbitant accordé à ces groupements. M. Ruffini réduit le rôle de ces groupements « au contrôle des ventes et à la perception des droits ».

Le projet défère ensuite, avec raison, tous différends concernant la Convention à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Les derniers articles ne sont également que de la pure réglementation. Nous y relevons cependant l'espoir en un périodique spécial pour la propriété scientifique. Cette publication serait analogue à la *Propriété industrielle* ou au *Droit d'auteur*. Nous ne pouvons mieux faire ici que de répéter le vœu formé un peu plus haut : ce périodique devrait contenir comme une table analytique de toutes les communications scientifiques mondiales, avec renvoi à la revue spéciale pour ceux qui y seraient particulièrement intéressés.

Nous voici au terme du projet de Convention internationale de M. Ruffini. Nous avons déjà signalé les mérites de ce travail, qui couronne le rapport remarquable de l'éminent sénateur italien. Ce projet est évidemment le plus complet qui ait été établi jusqu'alors. Il bénéficie des travaux antérieurs, et nous avons la satisfaction, sans faire de chauvi-

nisme mal venu en cette matière éminemment internationale, d'y reconnaître la trace accentuée des travaux français. Si le rapport Ruffini propose au problème de la propriété scientifique des solutions nombreuses — peut-être trop nombreuses — il le doit en grande partie à M. J. Barthélemy et à MM. Dalimier et Gallié. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le dire que M. Ruffini l'a proclamé dans ces quelques lignes de son rapport : « Il est juste, par conséquent, de reconnaître encore une fois à la France le mérite d'avoir, la première, fait un grand pas en avant. C'est en France, en effet, qu'on a proposé les premiers projets de lois pour instituer une protection de la propriété scientifique, équivalente à celle dont jouissent déjà la propriété artistico-littéraire et la propriété industrielle ».

En même temps que nous finissons l'examen du projet Ruffini, nous terminons l'étude de tous les projets établis jusqu'alors. Nous n'avons pas encore fini d'examiner le contenu de l'exposé des motifs de ces propositions : il est une partie que nous avons conservée pour l'étude critique des projets. C'est la réponse de leurs auteurs aux objections contre le principe de la propriété scientifique. Mais dès maintenant, supposant les objections inexistantes, supposant, comme disent les mathématiciens, le problème résolu, nous avons déjà le devoir de dire que, quelque respect que nous ayons pour ces savants auteurs, nous ne sommes pas convaincu. Ces propositions de lois nouvelles ne nous ont pas fait saisir, dans leur complication, la simplicité du droit élémen-

taire qu'elles prétendent établir. Ce principe de propriété scientifique, ce droit d'auteur aux savants, qui est, d'après les auteurs des projets, une obligation pressante de justice et de morale, se développe en lois qui tendent à ménager les uns et les autres, à prévoir des procès, à établir des barrières et des restrictions, qui finissent, sans que nous ayons encore songé à des objections possibles, par nous faire douter que ce soit là le bon chemin. Il est hors de question que les savants méritent que le pays qu'ils enrichissent assure leur bien-être : le seul point en discussion est de savoir comment y parvenir.

DEUXIÈME PARTIE

Il nous paraît indispensable, au seuil de cette deuxième partie, qui sera la partie critique de ce travail, de nous rendre compte des réactions produites par la mise au jour des propositions de lois ou de Convention internationale. Nous trouverons, dans les réponses officielles des Gouvernements, un écho très net des critiques qui se sont élevées dans les différents pays du monde qui ont reçu communication du rapport Ruffini. Puis, nous examinerons en détail les diverses objections que nous faisons au projet, au principe même de propriété scientifique. Nous étudierons la question de la propriété scientifique au point de vue théorique; des grandes critiques théoriques que l'on peut y faire découlent naturellement des objections, des impossibilités d'ordre pratique, que nous examinerons enfin.

CHAPITRE PREMIER

Le projet Ruffini devant le monde

Tout d'abord, quel est l'accueil que le monde a réservé au rapport Ruffini ? Ce rapport, accompagné du projet, a été, en effet, transmis à toutes les puissances, même non adhérentes de la S. D. N. Nous en trouvons la preuve dans le rapport de la Commission de Coopération intellectuelle, en date du 12 août 1924, rapport que nous reproduisons intégralement en annexe — puisque le Secrétariat a été en relations avec la « Patent Law Association » des Etats-Unis. Nous avons lu avec attention les réponses des Gouvernements et nous avouons que, touchant l'avenir de la propriété scientifique, nous ne partageons pas le robuste optimisme de M. Ruffini. Fidèle à notre intention d'exposer le débat le plus objectivement possible, nous avons tenu à ce que ce rapport figurât en annexe de ce travail. Il nous semble que le principe même de la propriété scientifique est en péril. Le projet Ruffini tendait à englober le monde entier, ou tout au moins les grandes puissances industrielles; or, par avance, nous devons admettre que le Gouvernement anglais ne fera pas partie de l'Union pour la protection de la propriété scientifique. Et la réponse du Gouvernement britannique n'est pas encore la

plus hostile au projet. D'autre part, rien ne permet de présager la décision des Etats-Unis d'Amérique. Le Gouvernement italien a averti la Commission de la S. D. N. que le texte de la délibération de l'Académie nationale des Lincéi, de Rome (1), pouvait être considéré comme sa réponse officielle; on admettra que cette réponse n'est pas encourageante pour l'avenir du projet de la S. D. N. Nous passons sur les réponses des autres Gouvernements et nous en arrivons à l'accueil officiel fait en France au projet de la Commission de Coopération intellectuelle. Le projet de Convention internationale avait été transmis pour avis, par le Ministère de l'Instruction publique, à l'Académie des Sciences morales et politiques et à l'Académie des Sciences. L'Académie des Sciences morales et politiques n'a pas, jusqu'à ce jour, fait connaître son opinion; mais nous devons signaler qu'il y a dans son sein une forte opposition contre le projet de M. Ruffini, opposition menée par M. Berthélemy, l'éminent doyen de la Faculté de Droit de Paris (2). L'Académie des Sciences, en sa séance du 26 novembre 1923, a envoyé au ministre l'avis que l'on trouvera en annexe. L'on constatera qu'elle se basait sur un rapport d'une commission prise dans

(1) Tous les textes auxquels nous faisons ici allusion figurent en annexe.

(2) M. Berthélemy a bien voulu nous faire personnellement connaître les raisons qui plaident éminemment contre les différents projets en présence. Nous en avons trouvé la confirmation dans ses paroles prononcées à la séance du 21 mars 1924, de la Société d'Etudes législatives. — Voir *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1924, n° 3, p. 230 et suiv.

son sein et qui était composée des représentants les plus autorisés, les plus célèbres même de la science française. Nous verrons, un peu plus loin, les difficultés que prévoit l'Académie des Sciences et nous aurons à faire état de son rapport au cours de prochains chapitres.

Actuellement, le projet Ruffini est en suspens. La Commission de Coopération intellectuelle a demandé au Conseil de la S. D. N. de réunir une conférence d'experts. Il est probable que cette réunion aura lieu dans le courant de l'année 1925.

A côté des réponses officielles, il y a eu un assez grand nombre d'articles, des brochures qui ont paru, traitant la question de la propriété scientifique. M. Gariel, dans le petit opuscule qu'il a publié sur la question (1), a donné une bibliographie à peu près complète de ce qui a été écrit sur ce sujet en France et à l'étranger. Nous aurons plus loin l'occasion de citer quelques-unes de ces publications.

Mais nous manifestons, dès maintenant, notre étonnement de la méthode de discussion de M. le sénateur Ruffini, au début de son rapport supplémentaire. Il analyse les différentes critiques faites à son projet et les identifie avec celles que l'on fit aux projets sur les brevets, il y a trois-quarts de siècle. Il est évidemment possible que les arguments soient les mêmes, mais s'ils étaient mauvais au regard de la propriété industrielle, il n'est pas du tout prouvé qu'ils le soient au regard de la pro-

(1) G. Gariel : *La Question de la Propriété scientifique*, p. 279, note 1.

priété scientifique, qui, d'après ses protagonistes eux-mêmes, se rapprocherait plutôt — sans toutefois s'identifier avec elle, nous le verrons plus loin — de la propriété littéraire. Mais, en laissant provisoirement de côté ce débat de doctrine, M. Ruffini sera bien forcé d'admettre que les circonstances ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'en 1844. Il a été voté une loi sur les brevets pour permettre à la petite industrie de se développer et pour ne pas mettre des milliers d'ouvriers dans le secret de la fabrication. Aujourd'hui, on nous accordera que l'état de l'industrie s'est singulièrement modifié et qu'il ne s'agit plus de protéger son essor : mais les suites de la guerre ont fait que l'industrie, en général, l'industrie française, en particulier, est actuellement surchargée d'impôts et ce n'est peut-être pas le moment d'en ajouter de nouveaux, surtout si ceux-ci consistent en redevances accumulées au profit de nombreux savants. Nous n'avons pas l'intention de développer immédiatement ce point en discussion. Nous avons voulu seulement signaler que, si certains jurisconsultes ont employé des arguments mauvais il y a soixante-quinze ans, il n'est pas impossible que ces mêmes arguments soient bons aujourd'hui, d'autant plus qu'il ne s'agit pas du même sujet. Nous avons également fait remarquer qu'une loi est toujours fonction des circonstances et que si la loi de 1844 se justifiait, était même imposée par l'état de l'industrie, celle que l'on nous propose maintenant peut être nuisible.

Nous n'irons pas, comme certains, prétendre que les savants théoriciens ont, en définitive, réussi à

se faire une situation enviable. Quand il n'y aurait qu'un seul savant qui se trouverait dans la gêne — et il y en a plusieurs — un effort pour lui nous semblerait indispensable. Nous ne sommes pas d'accord avec les propositions étudiées jusqu'ici sur les moyens les plus sûrs de parvenir à assurer à *tous les savants* une vie digne des bienfaits qu'ils rendent à la collectivité. Nous partageons entièrement le point de vue de M. Ruffini, lorsqu'il estime que les savants méritent que l'on assure leur bien-être.

CHAPITRE II

La Propriété scientifique a-t-elle un fondement théorique dans le droit ?

Tout d'abord, ce droit nouveau que l'on veut instaurer, doit-il s'appuyer sur un fondement théorique ? Nous le croyons fermement. Un droit que la théorie n'appuie pas, ne justifie pas, rencontre dans son application pratique des difficultés de réalisation qui le rendent inacceptable, à moins même que cette réalisation ne soit pas viable. M. Barthélemy se contente de faire remarquer, dans des phrases saisissantes, le contraste entre le savant qui, « attendant les pieds dans la boue sous la bise d'hiver, le collet de son pardessus relevé, que passe enfin un autobus qui ne soit pas complet, est éclaboussé par le passage vertigineux d'une machine de cent mille francs dans laquelle se prélassa celui qui exploite industriellement son invention ».

MM. Dalimier et Gallié proclament, nous l'avons vu, le droit de propriété de l'homme sur la création de son cerveau. Nous voyons donc que les auteurs des deux premières propositions ne procèdent que par affirmation. Si vraiment le fait de découvrir une idée conférerait à un savant une propriété absolue, nous ne critiquerions pas leur manière de raisonner.

Mais cette véritable assimilation de la découverte d'un principe ou d'une invention non brevetable à un véritable droit d'auteur, ne nous paraît pas justifiée; nous tenterons de le démontrer un peu plus loin.

M. Ruffini convient qu'il a contre lui un grand nombre d'autorités de la doctrine. Tout d'abord, il cite Mazzini et Michel Chevalier, qui déniaient toute propriété, l'un aux auteurs littéraires, l'autre aux inventeurs. Il a également contre lui la doctrine allemande, représentée par Kohler et Du Bois-Reymond, qui dénie à la découverte tout caractère de création. Kohler écrit : « Mais la création est l'antithèse de la découverte. La découverte n'est que la révélation de ce qui existe dans la nature ». Le juriste anglais Frost écrit également (1) que « l'inventeur ne fait qu'utiliser des lois naturelles, préexistantes, bien que peut-être encore inconnues; en les appliquant selon des principes nouveaux, il produit un résultat que personne, jusqu'à ce moment, n'avait encore obtenu ». Et M. Ruffini, produisant avec une grande loyauté les pièces contradictoires de ce débat, commence déjà à nous faire douter de la solidité de son œuvre. Il est vrai que, dès le début de son rapport, nous étions mis en garde. M. Ruffini ne déclare-t-il pas : « Au reste, le législateur qui déduit ses lois des prémisses théoriques au lieu de les induire des circonstances de la vie, fait tou-

(1) *Law and practice relating to letters Patents*, London, 1906, vol. 2, ch. 3.

jours œuvre vaine. Des bonnes lois, la sagesse antique disait qu'elles devaient naître *rebus dictantibus et necessitate exigente*, ou bien encore : *lex imperat, non docet*; c'est-à-dire que le législateur n'est pas tenu à donner des définitions. Or, bien que nous ne fassions pas ici œuvre de législation, nos travaux préparent une œuvre de ce genre; et, participant de sa nature, ils doivent être assujettis aux mêmes règles». Nous nous permettons de nous étonner de ces lignes désabusées, sous la plume d'un professeur de droit renommé. Il nous semble que la loi, tout en s'inspirant de la vie pratique, doit également tenir compte d'un droit naturel dont elle tend à se rapprocher. De plus, lorsqu'on parle d'abord de propriété scientifique, puis, par un léger mouvement en arrière, lorsqu'on parle d'un droit du savant (1), il est bon de justifier son affirmation, de l'appuyer sur un fondement théorique quelconque. Un droit ne se crée pas de lui-même; il est possible qu'il naisse de la vie pratique, mais il n'est pas viable s'il n'est pas établi sur une base solide.

Nous croyons avoir justifié notre intention d'étudier cette question du droit du savant au point de vue théorique. Nous nous proposons d'examiner s'il y a propriété du savant sur la création de son cerveau; et, nous efforçant de ne pas laisser un point de la question dans l'ombre, nous tâcherons de savoir s'il serait possible de rattacher la propriété scientifique à la propriété industrielle (opinion de M. J. Barthé-

(1) Voir le rapport supplémentaire de M. Ruffini, en annexe.

lemy), à la propriété littéraire (opinion de MM. Dalimier et Gallié) [1].

Et tout d'abord, y a-t-il propriété du savant sur la création de son cerveau ? La question n'est pas nouvelle et nous avons cité plus haut les polémiques qu'elle a provoquées. Nous avons signalé que de grands spécialistes en la matière, tels que Kohler, Du Bois-Reymond, Frost, étaient hostiles au principe de propriété du savant sur son œuvre. Mais cette énumération n'avait pas la prétention d'être complète et M. Ruffini s'est chargé lui-même de nous citer tous ceux qui étaient hostiles à cette idée. Nous n'avons pas l'intention d'insister longuement sur cette théorie de la propriété; nous aurions beaucoup plus développé la question si M. Ruffini avait persisté dans ses conclusions premières. Mais, si nous nous en rapportons à son rapport annexe, il n'est déjà plus question de propriété. Le recul est évidemment très faible, puisqu'il parle encore de droit exclusif. Nous devons cependant l'enregistrer. Nous avons ouvert cette parenthèse pour prévenir l'objection que nous expliquons trop succinctement notre attitude sur la question de propriété. Il nous suffira, pensons-nous, de citer ces quelques lignes de M. Cauwès, le regretté doyen de la Faculté de Droit de Paris :

« ...Cette opinion (la propriété de l'auteur sur son invention) est contraire tout d'abord à l'essence du

(1) M. Ruffini en fait le siège d'une zone intermédiaire. Voir, sur ce point, son premier rapport.

droit de propriété, qui suppose un objet appropriable, susceptible d'une jouissance privative; la combinaison intellectuelle que suppose l'invention ne comporte rien de pareil. Le défaut d'ubiquité de la matière seul rend nécessaire et légitime la propriété sur les choses matérielles. Sur l'idée, l'inventeur n'a qu'un pouvoir négatif, celui de la renfermer en soi; aussitôt exprimée ou divulguée, elle entre dans le grand courant intellectuel où chacun peut puiser sans nuire à personne. L'homme ne crée pas, il combine: une invention n'est qu'un composé de notions acquises, au sujet duquel l'inventeur n'a rien de plus à revendiquer que la priorité; or, la propriété serait la confiscation, au préjudice de tous, du droit d'opérer la même combinaison d'éléments simples fournis par la science, c'est-à-dire par le patrimoine commun. Chose curieuse, sous prétexte des droits sacrés du travail, il y aurait une propriété sur l'invention, laquelle n'est, en dépit du mot, qu'une application de notions préexistantes et, de l'aveu de tous, il n'en existe pas pour le génie créateur d'un Newton, d'un Papin ou d'un Ampère: la loi scientifique n'étant pas la propriété du savant qui l'a découverte et formulée » (1).

Evidemment, il y a en plus de la combinaison d'éléments connus, le *quid creatum* dont parle M. Ruffini. Il ne suffit pas de combiner les éléments dans un ordre quelconque ou en quantité quelconque.

(1) Cauwès; *Cours d'Economie politique*, 3^e édit., 1893, tome 1, p. 625, 626.

Il y a le génie du savant. Mais peut-on considérer ce génie comme un capital qui doit être rémunéré comme un apport dans une entreprise — et c'est à quoi tendent les auteurs des diverses propositions? Nous ne le pensons pas et nous nous étonnons que ceux qui soutiennent le point de vue contraire, plus élevé et peut-être plus respectueux de la valeur de la science, soient taxés d'utilitaires, d'empiristes par M. Ruffini.

Et nous croyons devoir citer ces quelques lignes, empruntées à un article récent de M. Charles Turgeon (1) : « C'est que pour être assimilées (les qualités physiques, *intellectuelles* et morales) aux capitaux proprement dits, une condition leur manque : la transmissibilité ». Et ensuite, une considération que nous retrouverons plus loin, lorsque nous examinerons le part de chaque savant à une découverte : « Car il faut le travail continu de ceux qui naissent pour conserver et, s'il se peut, pour accroître l'héritage intellectuel de culture et de force légué par leurs ancêtres. Si même chaque génération ne pouvait offrir au monde des cerveaux suffisamment préparés pour recueillir le fruit de l'expérience des siècles, ce corps merveilleux de doctrines, cet ensemble harmonieux de vérités qui s'appelle la science, ne tarderait à s'évanouir comme un rêve, laissant à l'humanité retournée à l'ignorance et à la barbarie le vague regret d'un âge d'or à jamais disparu » (2).

(1) *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1924, Ch. Turgeon : L'homme est-il un capital? p. 69 et suiv.

(2) Même article, p. 80 et suiv.

Nous croyons que cette notion de propriété est enfin éloquemment combattue et détruite par ces quelques lignes, que nous empruntons au même auteur : « En d'autres termes, nos conceptions et nos facultés sont des réalités intellectuelles ou morales dont notre pensée est le support et notre conscience le théâtre. Tout ce qui inspire, éclaire et dirige nos travaux, en quelque ordre d'activité que ce soit, tout le domaine des idées en un mot, est une dépendance du monde des esprits, et cette spiritualité même, ouverte à tous, l'empêche d'être approprié, possédé, usurpé par qui que ce soit aux dépens d'autrui, ce qui achève de le distinguer du capital proprement dit que sa matérialité soumet au régime de la propriété privée ».

Nous voulons résumer cette discussion sur la question de propriété : la propriété sur les choses de l'esprit est impossible à réaliser. La production du cerveau, si elle ne s'extériorise pas, n'est pas à considérer. Si elle s'extériorise, elle rentre dans le grand courant des idées du monde, où chacun peut l'interpréter, la transformer, la discuter, ce qui est incompatible avec le droit strict qu'est le droit de propriété. De plus, nous allons le voir un peu plus loin, la science est œuvre collective, et la découverte ou l'invention n'appartient pas en propre à son auteur ; il manque à cette propriété qu'on veut instaurer des titres indiscutables d'origine.

Nous avons, plus haut, montré que les auteurs des diverses propositions assimilaient la découverte ou l'invention du savant théoricien à un capital. Nous croyons que le savant est un travailleur, et,

comme tout travailleur, mise à part la question de reconnaissance et de récompense que la communauté lui donnera, il doit être rémunéré lorsque sa production est tangible, ne reste pas dans le domaine purement spirituel, est susceptible, en un mot, d'avoir une utilité immédiate. Et nous concluerons d'abord cette partie du débat par ces quelques lignes empruntées à nouveau à M. Charles Turgeon : « Nous nous refusons, comme on le voit, à confondre l'activité de l'homme avec la passivité du capital... Que sont donc ces intellectuels sans lesquels toute production serait vouée au recul et à la ruine ? Des travailleurs supérieurs, oui ; de vulgaires capitalistes, de grâce, non » (1).

Mais, pourra-t-on nous objecter, il est des travailleurs intellectuels qui sont sous la protection de la loi. Il y a une législation des brevets, il y a une législation des droits d'auteur. Nous demanderons alors à notre tour : les brevets confèrent-ils une propriété, un droit à long terme seulement ? Non pas. J'invente, par exemple, un système nouveau de verrous de sûreté. La société me protégera au début contre des concurrents possibles, me donnera un monopole de fabrication d'une durée étroitement et rigoureusement limitée. La société me récompense par le même moyen de ce que j'ai été un pionnier, un novateur. Mais il n'y a pas ici la moindre idée de propriété, ni de droit d'une durée quelque peu prolongée.

(1) Voir article déjà cité, *Revue d'Economie politique*, p. 84 et 86.

La seconde catégorie de travailleurs intellectuels que la loi protège comprend les auteurs de productions littéraires, musicales et artistiques. Ce droit d'auteur que créa la loi de 1793, que nous avons rappelée lors de la discussion de la C. T. I., consiste d'abord dans le droit de publier un ouvrage ou de le garder par devers soi : naturellement, nous ne considérons que le premier terme de l'alternative. L'auteur fait éditer son livre, par exemple, et en aura le bénéfice pendant sa vie : ses héritiers auront également droit à une redevance pendant une période limitée après sa mort. Tout d'abord, ce livre que l'auteur a fait paraître, nul autre que lui n'aurait pu lui donner la forme exacte qu'il lui a plu de donner ; que ce soit de musique, de peinture, de littérature, on ne pourra contester qu'il y a dans une telle œuvre la marque profondément originale de son auteur. En matière littéraire, par exemple, la présentation est primordiale ; nous verrons, au prochain chapitre, qu'il n'en est pas de même en matière scientifique. C'est une première et grosse différence avec les savants qui arrivent très souvent à un résultat exactement pareil, même en partant d'éléments différents.

D'autre part, l'auteur littéraire ne tire pas profit des idées et de la forme de ses écrits. Le public ne paie pas et *ne peut pas payer* la valeur immatérielle de l'œuvre. L'auteur est rémunéré par la vente de l'objet matériel, le livre, dont le prix est calculé selon les dimensions et la qualité du papier employé. Et la valeur de l'idée se traduit par quelques sous de majoration sur ses conditions normales, que l'édi-

teur consent en remise à l'auteur sur la vente de chaque exemplaire; souvent la valeur de l'ouvrage n'assure pas à son auteur la juste récompense de son mérite, et combien d'ouvrages spécialisés de droit, de sciences, qui ont été le résultat d'un travail cérébral considérable, ne se vendent qu'à un nombre dérisoire d'exemplaires ?

Or, ce droit d'auteur appliqué au savant ne serait plus du tout ce droit que nous venons d'examiner. D'après les propositions étudiées plus haut, il reviendrait au savant une redevance sur l'utilisation de son idée, sur les bénéfices des exploitations appliquant sa découverte théorique. Que ce droit d'auteur serait alors grandi et qu'il serait injustifié ! L'industriel aurait tout d'abord pu découvrir le principe théorique et l'exploiter sans rien devoir à qui que ce soit. Et, inversement, rien ne prouve que le savant théoricien aurait pu découvrir telle ou telle application. Dans le chapitre qui suit, nous verrons qu'au point de vue purement scientifique, il y a un rapport de causalité entre le principe et son application, mais il y a une grande marge entre ces deux étapes. Nous n'insistons pas momentanément sur ce point.

Ce que nous voulons établir, c'est que le principe découvert ne lui appartient pas en propre. Il ne peut pas émettre la prétention de monopoliser ce qui n'est pas son absolue création. Un astronome découvre un astre : il ne peut pas empêcher ses confrères de se servir de la position de cet astre pour travailler et résoudre certains problèmes astronomiques ; le public n'aura cependant pas à lui verser une rétri-

bution pour contempler cet astre dans l'axe d'une lunette. Que ce savant ne publie pas sa découverte, libre à lui : il ne pourra rien en faire. Sa découverte n'aura donc aucune valeur. Nous voyons à nouveau que toute découverte ou invention théorique n'acquiert de la valeur que du jour où le public s'en est emparé : donc il est impossible de parler ici de droit d'auteur. Et cette appropriation est nécessaire au savant : elle *augmente* encore la portée de son œuvre, qui, passée au crible des essais, vantée par les uns, décriée par les autres, s'impose enfin ou échoue à cet examen universel.

Enfin, le principe de participation des savants aux bénéfices de l'entreprise ne nous semble pas justifié. Il y a un proverbe juridique romain : *ubi commodum, ibi periculum*. Les bénéfices doivent aller à ceux qui subissent les risques de l'entreprise. Les bénéfices tiennent à la chance et à la valeur commerciale de l'industriel. Et, dans deux entreprises exploitant les corollaires d'une même découverte, l'une gagnera de gros bénéfices, l'autre périlitera ; le savant sera également étranger à ces deux résultats bien différents.

Nous ne voulons pas insister plus longtemps sur cette discussion théorique. Il nous apparaît que l'on ne peut accorder au savant une propriété sur sa découverte ou sur son invention théorique. Nous avons indiqué les raisons de droit qui s'y opposaient. Nous montrerons, dans le prochain chapitre, que la science elle-même ne s'accorderait pas avec l'innovation juridique qu'on nous propose et que cette

mesure de justice, que l'on veut prendre vis-à-vis des savants, risquerait encore d'être incomplète. Or, à notre sens, la justice qui n'est pas totale est encore une forme de l'injustice.

CHAPITRE III

La Propriété scientifique se justifie-t-elle devant la science ?

Nous disons : les recherches de paternité scientifique seront difficiles, sinon impossibles, car la science est collective. On nous répond : la littérature est, elle aussi, collective. Les auteurs des différentes propositions avaient vu l'objection tirée de cette participation de nombreux savants à une découverte théorique d'abord, puis, seconde étape, l'intervention d'autres savants, nombreux aussi, d'esprit également génial, pour la mise au point de l'application pratique. Mais ils transportent aussitôt le débat sur un sujet voisin évidemment, la littérature ; ils ne discutent pas le point de vue scientifique. Ils nous disent, tel M. J. Barthélemy, que de grands noms émergent du milieu scientifique, et tout aussitôt celui-ci s'engage sur le terrain littéraire. M. Ruffini suit la même méthode, tandis que les rapporteurs du projet de la C. T. I. se contentent de déclarer que la recherche de la paternité scientifique sera des plus faciles.

Goethe, que cite M. J. Barthélemy, a dit, parlant de la littérature : « Le plus grand génie ne fait rien de bon, s'il ne vit que sur son propre fonds. Chacun de mes écrits m'a été suggéré par des milliers de per

sonnes, des milliers d'objets différents : le savant, l'ignorant, le sage et le fou, l'enfant et le vieillard ont collaboré à mon œuvre. Mon travail ne fait que combiner des éléments multiples qui tous sont tirés de la réalité : c'est cet ensemble qui porte le nom de Goethe ». La question est ici très clairement posée. Ainsi, les gens et les choses produisant des impressions, des souvenirs ajoutés les uns aux autres, donneraient comme total l'œuvre de Goethe. Nous combattons absolument cette opinion. Il est possible, il est même probable, que ces souvenirs et ces impressions se soient en quelque sorte additionnés : mais la somme a été toute différente des chiffres ajoutés. Dans l'intervalle venait se glisser le génie de Goethe qui avait, pour ainsi dire, accommodé ces diverses composantes avec les tendances immatérielles de son cerveau, et les avait *présentées* comme nul autre n'aurait pu le faire. Et ceci ne s'applique pas seulement à cet esprit formidable que fut Goethe. N'importe quel écrivain *présente* sa pensée sous une forme qui lui est exclusive. Il en est de même du peintre qui, même lorsqu'il copie un tableau de maître, marque cependant sa personnalité par quelque trait, si minime soit-il. Le musicien qui, dans sa symphonie, se souvient de Wagner ou de César Franck, est cependant différent de ces maîtres ; il fait preuve, lui aussi, de personnalité ; elle est peut-être minime, mais elle n'est jamais inexistante. A ce propos, M. Ruffini cite un procès, tranché par la Cour de Cassation de Turin, au sujet de *Cavaleria Rusticana*. Il nous semble qu'il fait dévier le débat, puisqu'il

s'est agi seulement de déterminer la part qui revenait à l'auteur du drame, à l'auteur du livret et du compositeur. La solution était évidemment assez simple à trouver.

Et nous sommes encore affermis dans notre opinion en parcourant les exemples que cite M. J. Barthélemy. Victor Hugo a hérité de Chateaubriand, qui procède lui-même de Bossuet. Molière s'est inspiré de l'antiquité et de la comédie italienne, et Corneille, dans le *Cid*, des légendes espagnoles. Anatole France procède de Voltaire et de Fénelon (1). Il est bien évident que chacun de ces auteurs a inconsciemment hérité du fonds commun, de certaines personnalités en particulier, mais la création matérielle de leurs devanciers s'est trouvée complètement transformée par le génie propre de leur successeur. Qui peut prétendre que La Fontaine est uniquement redevable à Esope de ce qui fait le charme et la profondeur de ses apologues ? Et, plus récemment, M. Pierre Benoît s'emparait du sujet traité par un écrivain anglais pour en faire un roman qui eut un succès considérable. Il n'est pas à notre connaissance que sir Ridder Haggard ait touché une partie des droits d'auteur revenant à M. Pierre Benoît !

Dans le domaine scientifique, il en est tout autrement. Les savants ont un génie personnel, nous l'affirmons. Mais la science étant essentiellement objective, ils arrivent à un même résultat que d'autres savants partis de bases différentes, avec un génie

(1) J. Barthélemy : *Le Droit de la Pensée créatrice*, p. 10.

dissemblable. D'où cette objection loyalement signalée par M. J. Barthélemy : simultanité des découvertes. S'appuyant sur les enseignements de leurs prédécesseurs, Lavoisier, Scheele et Priestley ont fait la *même découverte*, l'oxygène. *Même découverte* encore, l'hélium, par sir William Ramsay et Paul Clève. Nous pourrions multiplier ces exemples à l'infini. Comment expliquer cette simultanité de découvertes ? C'est qu'il y a des moments où l'idée est pour ainsi dire dans l'air, et un grand nombre de savants s'attachent à la solution d'une question, profitant chacun des travaux des autres.

M. Barthélemy ajoute encore que de grands noms émergent du milieu commun et que l'on pourrait rattacher à eux seuls le point de départ de grandes applications scientifiques : ce seraient, par exemple, Ampère, Tellier, Branly, etc. Or, cela nous paraît justement très dangereux. Il faut se méfier des fausses attributions. Rappelons-nous que les Allemands ont pu publier une chimie sans prononcer le nom de Lavoisier.

Pour confirmer cette opinion, nous nous permettons de citer quelques lignes, empruntées à l'admirable introduction à *l'Histoire des Sciences*, de M. Emile Picard, de l'Académie Française, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences (1) : « Le travail scientifique est, en grande partie, un travail collectif et

(1) *Histoire de la Nation française*, sous la direction de G. Hanotaux, tome XIV; *Histoire des Sciences en France*, 1^{er} volume, p. 1 et suiv. Introduction générale par M. Emile Picard.

l'éclosion des idées en apparence les plus originales n'est souvent que l'aboutissement de longs efforts antérieurs. Aussi, les difficultés sont-elles grandes de rendre à chacun la justice qui lui est due, en s'efforçant de rattacher à un nom les découvertes ou les doctrines importantes; même pour des temps récents, il faut parfois une grande sagacité et des recherches pénétrantes pour retrouver les premières traces d'une idée appelée à un grand avenir» (1). Et M. Emile Picard s'attache à rechercher les origines lointaines de toutes les grandes théories et découvertes modernes. « Dans son immortel ouvrage sur la puissance motrice du feu, Sadi Carnot, en se proposant d'expliquer et d'étendre les services que peuvent rendre les machines à feu, a créé la thermodynamique, d'où est née l'énergie moderne. De même les travaux de Henri Sainte-Claire Deville, sur le platine, ont été l'origine de ses recherches sur la dissociation, d'où devait sortir la mécanique chimique. D'autre part, Newton, en écrivant le livre des *Principes de la Philosophie naturelle*, ne pensait guère aux navigateurs qui devaient plus tard utiliser quelque « Connaissance des temps », construite d'après les lois de la gravitation universelle. Pareillement Ampère et Faraday, en étudiant les actions des courants sur les courants et les phénomènes d'induction, préparaient à leur insu la voie à la construction des puissantes machines électromagnétiques dont l'em-

(1) Voir en annexe, dans le même sens, la réponse au ministre de l'Académie des Sciences.

ploi a révolutionné tant d'industries ». Il est bien évident ainsi qu'il faut remonter à des origines souvent inattendues et encore non définitives pour situer l'auteur très approximatif d'un grand progrès dans la science. Ainsi sont-ils nombreux ceux qui se doutent que Jean Buridan, recteur de l'Université de Paris en 1327, est parmi les fondateurs de la dynamique moderne ? M. Emile Picard nous montre ce savant, rompant avec la mécanique péripatéticienne, avec la théorie de l'impetus et s'élevant jusqu'à la loi de l'inertie. Quels furent ses disciples ? Nicolas Oresme, grand-maitre du Collège de Navarre en 1356, qui fut le précurseur en astronomie de Copernic, Descartes, dans l'étude des principes essentiels de la géométrie analytique, et Pascal, enfin, qui peut être considéré comme un des fondateurs du calcul intégral, par son étude sur les « Problèmes touchant la roulette ».

Ainsi, pourquoi s'arrêter à un savant déterminé plutôt qu'à un autre ? Pourquoi ne pas poursuivre cette course ascendante jusqu'au véritable fondateur d'une doctrine, d'une théorie, s'il existe ? Et vraiment comment savoir quel est cet homme ? Tout près de nous, les exemples (1) illustrant notre thèse abondent. La base de la chimie organique actuelle consiste à se représenter, avec la conception atomique, l'architecture vraie des molécules. Or, ils furent *deux savants*

(1) Un certain nombre des exemples qui suivent nous ont été indiqués par M. Guntz, directeur de l'Institut Chimique de Nancy. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre reconnaissance.

auxquels la science est redevable de cette découverte, de l'établissement de la stéréochimie actuelle. Ce sont le Français Lebel et le Hollandais Van't Hoff. Grâce à eux, qui permirent de connaître exactement la fonction des corps naturels, on peut s'orienter vers des synthèses pour la production de l'indigo, avec Baeyer, et des sucres, avec Fischer. C'est donc grâce aux deux savants, qui sont certainement redevables de leurs découvertes ou de leurs instruments de travail à de lointains devanciers, que l'industrie a pu renouveler ses procédés de fabrication des couleurs ou des parfums, en attendant, ce qui ne tardera sans doute plus beaucoup, que l'on puisse faire des essais sur des produits alimentaires.

Pasteur a fait des travaux sur les infiniment petits vivant dans le fromage. Raspail avait étudié déjà ces petites bêtes à la loupe. Pasteur s'inspira de ces travaux, alla plus loin, les classa, et remarqua que ces bêtes se comportaient différemment sous l'action de l'acide tartrique droit et de l'acide tartrique gauche. De là découlent toutes ses découvertes. Peut-il être considéré comme le seul auteur de cette magnifique suite de travaux, à l'exclusion de Raspail? Et dans quelle proportion partagerait-on entre eux les récompenses? Berthelot a *indiqué* seulement qu'on pourrait arriver à l'hydrogénation de la houille. Aujourd'hui, cinquante mille chimistes peut-être sont à la recherche d'un carburant liquide et ont déjà trouvé le mazout. Berthelot est-il le père de cette découverte et de celles qui viendront?

M. Moissan a obtenu un grand nombre de corps

nouveaux ou réalisé des préparations beaucoup plus simples pour divers métaux. Il ne pourrait cependant prétendre avoir un droit d'auteur sur les applications dérivant de ses différentes découvertes, car il n'aurait pu aboutir s'il n'avait eu à sa disposition le four électrique de Violle.

Que d'étapes, en outre, depuis la découverte de l'induction par Faraday, qui n'est peut-être que le continuateur d'ancêtres ignorés, jusqu'à la lampe à incandescence Edison ! On rencontre sur le chemin les noms de Pixii et de Clarke, enfin Gramme qui, construisant des dynamos à courant continu, puis à courant alternatif, put arriver à employer cette force pour les lampes à incandescence Edison, après l'invention des transformateurs (1884)..

Nous croyons avoir suffisamment montré, par ces exemples, combien les recherches de paternité scientifique seront difficiles, même impossibles. On ne peut s'arrêter à un nom plutôt qu'à un autre. L'œuvre naît rarement complète, a besoin d'être répandue dans le monde scientifique, d'être analysée par d'autres savants, vérifiée et expérimentée et portée petit à petit à sa perfection théorique, jusqu'au moment où on trouve le moyen de l'appliquer à l'industrie (1).

D'autre part, l'industriel qui applique la décou-

(1) M. Berthélemy a montré, dans la discussion des projets devant la Société d'études législatives, qu'en T. S. F. M. Branly n'a fait qu'appliquer les idées de Hertz et que Hertz n'aurait fait que se servir des idées d'un autre. *Bulletin Société d'Etudes législatives*, n° 3, p. 230 et suiv. (1924).

verte théorique du savant doit aussi en avoir sa part. Et comment fixer cette proportion ? Le génie de la découverte peut-il s'évaluer en chiffres ? Il y a souvent un grand pas entre la spéculation scientifique et la mise au point matérielle. Le rapport n'est pas assez étroit entre ces deux étapes pour que l'on puisse fixer une relation juridique rigoureuse. Le droit est une science de limites et c'est l'occasion de citer ce proverbe latin : *actus ultra intentionem agentium nihil operatur*.

Ainsi comment fixer la redevance ? Écoutons le professeur Crocco, cité par M. Cesare Vivante, dans une étude récente (1) : « Au cas où Marconi serait tenu à payer une redevance à ses devanciers, à qui et en quelle mesure devrait-il la répartir ? Quel rôle relatif eurent-ils en révélant l'existence et la nature des ondes électriques ? Quel rôle eut Maxwell lui-même, qui appliqua les idées de Faraday sur l'activité du diélectrique, idées qui furent provoquées par les débats subtils de Helmholtz et d'Ampère ? Qui furent les véritables découvreurs, puisque l'on discute encore sur la priorité et le mérite de quelques-uns d'entre eux, surtout quand ils appartiennent à différentes nations, comme Branly et Solzeschi, Hertz et Righi ? Les grands principes scientifiques se développent presque tous lentement et l'on ne peut jamais affirmer qu'ils appartiennent à un seul savant, mais à toute une génération de savants ».

(1) Césaire Vivante : La Propriété scientifique devant la S. D. N. *Annales de Droit Commercial*, avril-juin 1924, p. 104 et suiv.

Enfin il ne faut pas, par un mouvement de réaction par trop précipité, mettre la technique à un rang inférieur à la théorie : elles ont besoin l'une de l'autre, elles se pénètrent l'une l'autre. M. Emile Picard écrit à ce sujet (1) : « Aujourd'hui, comme jadis, la dépendance est intime entre la science pure et les applications. Ces influences réciproques ont agi dans l'un et l'autre sens, la pratique conduisant ici à la spéculation, tandis que des vues théoriques ont été ailleurs l'origine de recherches pratiques ». Et, plus loin il écrit, à la louange de l'expérimentation, prélude de l'application pratique : « Tout en reconnaissant que les théories sont, pour le chercheur, un guide, sans lequel il n'y a le plus souvent qu'empirisme et rencontres fortuites de trouvailles heureuses, nous devons proclamer bien haut que l'art difficile de l'expérimentation tient dans les sciences de la nature la première place. Si l'on admire l'audace des conceptions théoriques développées dans les derniers siècles, on n'est pas moins émerveillé de la précision des mesures atteintes dans certaines parties de la science. On l'a dit très justement, les révolutions scientifiques ont eu pour point de départ des mesures faites avec précision que leur époque permettait d'atteindre et rien n'est plus définitivement fécond en science que le gain d'une décimale. C'est ce que montre l'histoire des sciences, depuis les observations astronomiques de Tycho-Brahé, permettant à Kepler d'arriver aux lois du

(1) Ouvrage déjà cité plus haut, p. 6 et suiv.

mouvement des planètes, jusqu'aux expériences délicates de l'optique, où l'on mesure des millièmes de millionième de millimètre, qui ont permis d'édifier les théories modernes sur la structure des raies spectrales. Il convient aussi de ne pas établir une distinction trop profonde entre la science et la technique, où le technicien serait mis à un rang inférieur. De bonnes techniques ont été souvent l'origine d'importantes découvertes. Comme l'a remarqué Claude Bernard, la création d'une bonne technique ou d'un bon instrument peut rendre plus de services à la science que le perfectionnement des hautes spéculations théoriques, qui en sont les fondements rationnels ».

L'œuvre de réparation envers la science théorique, d'ailleurs, ne serait pas complète et ne serait ainsi pas juste intégralement. M. Luzzati l'a signalé, au cours du débat à l'Académie italienne des Lincéi. Ainsi, personne n'a songé à protéger la méthode Taylor, qui rend chaque jour tant de services à l'industrie et au commerce (1); celui qui trouverait un remède au mal de mer et qui ainsi, pour certains, « découvrirait une seconde fois l'Amérique », ne serait pas récompensé, pas plus que celui qui, rendant un immense service aux agriculteurs, imaginerait un nouveau moyen d'assolement des semailles. Par ces quelques exemples, nous voyons que l'œuvre à laquelle on nous convie ne serait pas complètement réparatrice.

(1) Voir Victor Cambon : *L'Industrie organisée d'après les Méthodes américaines*, p. 120.

Nous ne voulons pas clore ce chapitre sans indiquer que la science est toujours désintéressée, et que si, à notre avis, les savants ont tort de réclamer la reconnaissance de la propriété scientifique, ce n'est certes pas le désir du gain qui les y a poussés. Et nous voulons citer une dernière fois M. Emile Picard, qui, dans un très beau langage, évoque la science uniquement poussée par le besoin de savoir : « Il faut aussi reconnaître que la diffusion des connaissances scientifiques modifie peu à peu la mentalité de ceux qui se piquent le moins de curiosité philosophique. L'idée profonde de loi naturelle s'implante peu à peu dans des esprits qui ne voyaient d'abord dans la science qu'une possibilité d'accroître notre puissance sur les choses. Le nombre augmente de ceux pour lesquels le point de vue utilitaire est dépassé et qui, à la découverte d'un phénomène ou d'un corps nouveau, ne se demandent pas uniquement à quoi cela pourrait servir. Si l'on a pu parfois faire le procès de certaines utilités créées par la science, en lui reprochant d'augmenter nos désirs au détriment de notre bonheur, et dire avec l'Ecclesiaste que celui qui augmente sa science augmente sa douleur, il est, au contraire, des heures où on voit se dégager de la connaissance scientifique des idées de beauté et d'harmonie, qui élèvent l'homme au-dessus d'intérêts immédiats et concourent en quelque manière au développement de la moralité ».

CHAPITRE IV

Objections d'ordre pratique à la réalisation de la Propriété scientifique

Nous venons de voir les graves inconvénients, nous allons dire les impossibilités que l'on rencontre à chaque pas, lorsqu'il s'agit d'établir une théorie de principe de la propriété scientifique, tant au point de vue juridique qu'au point de vue scientifique. Des critiques graves que l'on peut faire au principe théorique découlent des objections très sérieuses d'ordre pratique. On peut diviser ces objections en deux classes: 1^o objections d'ordre judiciaire; 2^o objections d'ordre industriel. Cependant, nous avons signalé plus haut que nous aurions à étudier la question au point de vue du droit international; autrement dit, nous devons nous demander s'il n'est pas imprudent de commencer, ainsi que semble le désirer M. Ruffini, par constituer une Union internationale pour la protection de la propriété scientifique, au lieu de laisser à chaque nation le soin d'établir d'abord sur son territoire une protection pour les savants théoriciens. Une réponse immédiate à une telle question est impossible. Nous retrouverons les deux termes de cette alternative (terrain national ou terrain international) au cours de l'examen des

objections d'ordre judiciaire et d'ordre industriel. Mais nous pouvons néanmoins étudier les motifs d'ordre général que donne M. Ruffini pour l'établissement, en premier lieu, d'une convention internationale.

M. Ruffini estime tout d'abord que les temps ont changés depuis la signature des accords internationaux concernant la propriété littéraire et artistique et la propriété industrielle. A ce moment-là, la S. D. N. n'existait pas, les nations étaient dans un état d'isolement presque absolu. Nous ne voulons pas nier ici l'influence de la S. D. N. pour tout ce qui est de faciliter les rapports entre les peuples, pour les initiatives bienfaisantes, et même pour la solution pacifique de graves conflits. Mais nous ne pouvons cependant accepter qu'un essai de législation soit fait sur la totalité des nations, alors qu'on ignore vers quels résultats l'on s'achemine. Pour construire solidement un édifice, il faut commencer par de profondes fondations, de ce vaste édifice la S. D. N. ne saurait constituer que le faite.

M. Ruffini croit également que la tendance actuelle, en matière de propriété intellectuelle, est en faveur de l'internationalité. Il y a eu évidemment une sorte de poussée vers l'institution d'une marque universelle ainsi que d'un brevet international, voire même d'une juridiction internationale ayant à connaître des différends internationaux en matière de propriété industrielle. Or, cela ne nous convainc point. Ce droit mondial, cette juridiction mondiale n'auraient qu'à unifier des droits et des règles de procédure

existant nationalement. Ce ne serait pas, comme on le propose pour la propriété scientifique, la marche dans l'inconnu, sur un chemin non encore frayé. Le projet de marque mondiale a avorté et on est juste parvenu, il y a quelques années, à organiser l'enregistrement international des marques au moyen de l'enveloppe « Soleau », dont nous avons eu à nous occuper plus haut. Le moment n'est même pas encore venu de la création d'un brevet international. Et si, un jour, on instaure une juridiction internationale en matière de brevets, ce ne sera que pour confirmer des droits reconnus auparavant dans chaque pays en particulier. Là encore, on se préoccupe de travailler sur une base nationale.

Enfin, M. Ruffini estime qu'il vaudra mieux établir de suite une loi unique, homogène, au lieu de faire ce travail de véritable mosaïque législative que sont les Conventions de Paris et de Berne. Nous pourrions tout d'abord répondre que les Conventions précitées ont fait leurs preuves et que toutes les nations qui en font partie n'ont eu qu'à se féliciter de leur adhésion. Mais nous croyons que le reproche de M. Ruffini à ce mélange de lois nationales que constitueraient les Conventions de Paris et de Berne ne se justifie pas. Il y a peu de dispositions dans ces Conventions qui soient internationalisées. Elles sont d'ordre tout à fait général et l'accord a été facile sur ce point. Au contraire, l'action de la loi nationale est prédominante en matière internationale de propriété artistique ou littéraire et de propriété industrielle : chaque pays applique, en effet, sa loi nationale aux

ressortissants des pays adhérents de l'Union; il y a juste quelques droits étroitement limités, accordés par les pays adhérents à tous les ressortissants unionistes (1).

Nous concluons donc que les raisons d'ordre général qu'invoque M. Ruffini en faveur d'une Convention internationale ne sont pas suffisantes pour nous faire admettre ce saut général dans l'inconnu. M. Ruffini met encore en avant d'autres raisons, mais celles-ci étant d'ordre purement économique, nous les retrouverons lorsque nous étudierons bientôt les répercussions économiques de l'établissement de la propriété scientifique. Et l'on ne peut mieux conclure ce paragraphe, qu'en citant ces lignes du professeur Ernest Röthlisberger, directeur des Bureaux réunis de Berne (dans *Le Droit d'auteur*, 1923, p. 5 et suiv.): « Jamais, jusqu'ici, un progrès de cette nature n'a été réalisé directement par la voie internationale. Chaque réforme a dû être expérimentée et éprouvée dans plusieurs pays. Lorsqu'elle a vaincu les obstacles dans un rayon limité, elle a trouvé des imitateurs ailleurs et a passé ensuite dans les relations entre peuples. Le droit de suite, adopté en France et en Belgique, en faveur des artistes, devra d'abord faire ses preuves dans ces deux pays et être recommandé dans les congrès privés, avant qu'il puisse être question d'en faire un article d'une convention

(1) Voir A. Pillet : *Le Régime international de la Propriété industrielle*, Paris, 1914, et une note sur la Protection internationale de la Propriété intellectuelle, Traitement des ressortissants étrangers, établie par le Sous-Comité du Comité exécutif de la Chambre de Commerce internationale.

internationale. L'évolution est, à cet égard, extrêmement lente. Il ne faut pas violenter le temps, telle est la grande règle de sagesse dans la vie internationale. Après un stage parfois long, viendra, pour toute réforme, un moment propice qu'il faudra saisir. Cette règle s'appliquera aussi à la transformation des notions sur la propriété scientifique ».

Nous passons donc maintenant à l'étude des objections d'*ordre judiciaire*.

Nous avons déjà indiqué, lors de l'examen du rapport de M. Ruffini, quels graves dangers nous prévoyons en cas de contestations. Que ce soit au point de vue national ou au point de vue international, au risque de nous répéter, nous estimons que les tribunaux sont mal qualifiés pour juger de pareils litiges. Nos explications sur ce point sont forcément très écourtées, puisque nous avons montré, dans le précédent chapitre, comme il est difficile, au point de vue purement scientifique, d'établir la *véritable* paternité d'une découverte. Nous ne voulons pas revenir sur ce point. M. Ruffini propose d'adjoindre des experts aux tribunaux. Ces experts offriraient évidemment toutes garanties de probité scientifique et d'impartialité. Mais, comme il a été dit plus haut, que ce soient savants ou industriels, peuvent-ils être vraiment impartiaux ? Les savants ont toujours tendance à dénier une découverte qu'ils n'ont pas faite eux-mêmes. C'est un fait reconnu par tous, et nous ne croyons pas manquer de respect à la science en l'énonçant ainsi. D'autre part, les experts ne manqueront pas de se contredire; cela

arrive journellement devant les tribunaux et l'intervention, toujours croissante, nous le reconnaissons, d'experts devant toutes les juridictions, ne fait qu'augmenter la perplexité de ceux qui veulent rendre un verdict offrant toutes les garanties de l'équité.

Enfin, nous sommes persuadés que les contestations seront extrêmement nombreuses : nous en avons dégagé les raisons dans le chapitre précédent. Le rôle de nos tribunaux est déjà assez chargé sans qu'on lui impose cet afflux d'affaires d'un ordre essentiellement délicat. Mais, nous objectera-t-on, les procès concernant les brevets d'invention ont été et continuent d'être au rôle des tribunaux civils de tous les pays. M. le sénateur Lafontaine, qui représentait la Belgique à la Commission de Coopération intellectuelle de la S. D. N., a déclaré avoir plaidé plus de vingt-cinq procès relatifs aux brevets des lampes à incandescence, système Edison. Mais il y a là une grande différence avec ce que seront les procès concernant cette sorte de recherche de paternité scientifique et la fixation d'une redevance. Lorsqu'on plaide sur une question de brevets, il ne s'agit que d'une matière entièrement objective, positive : c'est une sorte de certificat d'origine où il y a juste une question de date, de priorité. Au contraire, en matière de propriété scientifique, il y aura des contestations d'ordre purement scientifique et, par conséquent, très délicates ; les tribunaux, une fois la paternité dégagée, établie d'une façon absolue — nous soutenons à nouveau que ce sera tâche souvent impossible — devront ensuite fixer

le rapport exact entre la découverte ou l'invention théorique et l'application pratique, afin de pouvoir calculer le quantum de la redevance que les savants, aux termes de la loi qu'on nous propose, seront en droit d'exiger des industriels. La seule énonciation de ces diverses étapes à franchir fera sûrement hésiter le législateur.

M. Ruffini s'en est rendu compte et propose alors de recourir à l'arbitrage. Nous avons déjà signalé qu'une telle innovation était, au point de vue français, contraire à l'article 1006 de Procédure civile.

Et les difficultés apparaissent encore bien plus grandes, si l'on se transporte sur le terrain international. M. Cesare Vivante, professeur à l'Université de Rome (1), a étudié quelques-unes des raisons pour lesquelles, d'après lui, le projet de M. Ruffini est « irrémédiablement condamné ». Il établit d'abord qu'il est impossible qu'il y ait unité de verdicts entre tous les tribunaux étrangers. L'industriel ne saura pas si la redevance que le tribunal de tel pays vient de l'obliger à verser à un savant ne sera pas attribuée à un autre savant par le tribunal de tel autre pays. D'où une série de charges imprévisibles qui s'abattraient sur l'industriel et le ruineraient. M. Ruffini a cependant proposé de créer un tribunal arbitral international, ce qui éviterait la divergence de verdicts. Aussi voyons-nous que cette objection n'est pas justifiée.

M. Cesare Vivante craint que les experts soient

(1) *Annales de Droit commercial*, avril-juin 1924, p. 104 et suiv

d'avis partagés, à cause d'un certain nationalisme scientifique, qui tendrait tout d'abord à leur faire attribuer la prédominance aux intérêts de leur propre pays, et, en plus, à favoriser les ressortissants des grandes puissances au détriment de ceux des Etats plus faibles. Nous ne supposons pas que par eux « la couronne de gloire serait arrachée du front des pays plus faibles pour être mise sur celui des pays plus forts ». Mais M. Vivante élève plus haut le débat et nous ne pouvons que souscrire à la pensée qu'expriment ces quelques lignes : « Les hésitations, les polémiques, les portes toujours ouvertes de l'histoire, les revendications nationales sont bien préférables à ces prix de vertu décernés à la suite d'intrigues de diplomates aux intéressés les plus influents. *Ce n'est point ici matière à un jugement arbitral* (1) : on ne confie pas aux compromis les intérêts essentiels de l'existence spirituelle d'une nation, pas plus qu'on ne leur confie les problèmes de son existence territoriale. Enlever à un pays la gloire de ces lumières immortelles, c'est diminuer son histoire, c'est hâter sa disparition de la vie des peuples ».

Nous croyons avoir montré la multiplicité des procès et leur complexité; l'intervention de la S. D. N. en cette matière compliquera encore les choses, à moins qu'elle ne les envenime, comme semble le craindre M. Cesare Vivante. En tout cas, les frais de pareils litiges seront énormes et si on ne peut toujours aboutir à des arrangements amiables, ce

(1) C'est nous qui soulignons

sera le cas de dire avec M. Vivante: « Les juges, les arbitres et les avocats ne laisseraient, vraisemblablement, à peu près rien à partager entre les savants qui, le jour lointain du verdict, auront quitté la scène de ce monde ».

Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des critiques d'*ordre judiciaire*. Nous passons maintenant aux objections d'*ordre industriel*.

On peut faire, aux projets de propriété scientifique, de très graves critiques au point de vue industriel ou économique. Contentons-nous de les énoncer tout d'abord: le système de redevances ou de participation aux bénéfices créera sur l'industrie une menace constante et terrible de réclamations inopinées de savants, auxquels, en toute bonne foi, l'industriel ne croit rien devoir. De plus, ce sera une cause importante de renchérissement des prix; ce sera une aggravation extrêmement sensible des charges qui pèsent actuellement sur l'industrie sous forme d'impôts de toute sorte. Enfin, cette participation aux bénéfices, prononcée d'office par le législateur, n'est pas recommandable. Nous aurons également à examiner s'il vaudrait mieux, pour l'industrie d'un pays déterminé, que la protection de la propriété scientifique fût entreprise d'abord par la S. D. N. ou par les législations nationales.

Le premier point critiquable que nous avons signalé, à savoir les réclamations probables de savants inconnus de l'industriel, ne peut nous retenir longtemps. Nous croyons nous être suffisamment expliqué sur cette matière dans le chapitre qui précède; nous

pensons avoir établi que la science est le fruit des études d'une collectivité et que, si l'on commence par instituer une redevance au profit d'un savant, on ne sait vraiment pas où s'arrêtera cette réparation, qui, pour être juste, doit être intégrale.

Nous avons dit que l'établissement d'une redevance aux savants théoriciens serait une cause de renchérissement des prix. M. Marcel Plaisant, dans son *Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs*, présenté à l'Association française pour la protection de la Propriété industrielle, a résumé, d'une façon très claire, la situation qui se présentera pour l'industrie au lendemain du vote d'une loi d'établissement de la propriété scientifique : « Mais quel objet fabriqué un peu important ne résulte pas finalement d'une accumulation d'inventions ? Une automobile, par exemple, est l'assemblage de pièces nombreuses dont la fabrication représente, en série, pour chacune un brevet (1). Le prix de chaque série de pièces se trouverait donc augmenté de 1 % (2). En conséquence, le prix de chaque série d'automobiles, sortant des ateliers, se trouverait augmenté d'autant de fois 1 % qu'il y a de pièces différentes dans une automobile. Ajoutez encore l'augmentation du prix de l'outillage de fabri-

(1) La situation envisagée ici est celle prévue dans les propositions déjà étudiées, où le savant a appliqué lui-même sa découverte et où il conserve un droit de suite à l'expiration de son brevet. Mais cela peut s'appliquer aussi bien au cas où la découverte ou invention n'est pas susceptible d'être brevetée.

(2) L'auteur avait supposé la redevance fixée à 1 %.

cation. Mais croit-on que cette introspection nouvelle, indispensable pour exercer le droit de suite, ne serait pas sans jeter le trouble dans la vie industrielle ? Le droit de suite oblige à payer tribut : tous les droits contribuent à paralyser l'essor de la création industrielle. Au milieu du grand flux des affaires, on ne peut s'empêcher d'y voir des points d'arrêt dans la circulation des valeurs... ».

Est-ce vraiment le moment d'augmenter les charges qui pèsent sur l'industrie ? Nous ne pouvons faire autrement, pour répondre à cette question, que de jeter un coup d'œil sur l'industrie française. Pour celui qui fait abstraction de toute idée préconçue, qui bannit de sa pensée toute doctrine politique ou économique bâtie *a priori*, il est évident qu'avec le système actuel d'impôts, justifié par la nécessité de relever les finances de l'Etat, on ne peut songer à un nouveau prélèvement sur les bénéfices, prélèvement de l'ordre de grandeur (même 1 %) tel que le désirent les promoteurs des propositions sur la propriété scientifique. Il est à croire que le « plafond » est en quelque sorte atteint. Enfin, nous l'avons montré, si l'on exerce un prélèvement sur les bénéfices au profit des savants théoriciens, il en résultera un préjudice grave pour la collectivité : ce sera le point de départ d'une nouvelle augmentation du coût de la vie, conséquence fatale de la majoration des prix de fabrication.

Ce que nous reprochons encore aux projets, soit français, soit de la S. D. N., c'est qu'ils feront reculer les progrès de l'industrie. Il est évident qu'en pré-

sence des revendications possibles de nombreux savants, elle s'arrangera à appliquer des découvertes déjà anciennes, pour lesquelles les délais de réclamation seront prescrits. L'industrie, c'est fort à craindre, ne recherchera plus avec la même ardeur qu'autrefois les procédés nouveaux : on utilisera des inventions, des découvertes vieilles de cent ans et l'on ne devra rien à des savants depuis longtemps disparus.

Enfin, il est très dangereux d'employer la contrainte dans ces matières délicates. On arrivera d'abord, nous l'avons déjà signalé, à de très nombreux procès. D'autre part, le législateur ne peut, par avance, établir, pour toutes sortes d'industries, une participation aux bénéfices. Ce n'est pas dans nos intentions de faire une incursion dans le domaine de l'économie politique, mais l'on peut tout de même signaler que cette réglementation générale ne sera peut-être pas toujours très avantageuse pour le savant. Les ingénieurs travaillant dans les bureaux d'études ou dans les laboratoires verront aussitôt leurs traitements diminuer, et leur situation deviendra précaire, en cas de crise industrielle. Il vaut mieux, sans vouloir insister plus longtemps sur ce point, agir par voie d'espèces et surtout laisser l'initiative en cette matière à chaque chef d'industrie. Nous croyons suivre ainsi la doctrine qu'un de nos maîtres a établie pour la participation ouvrière aux bénéfices : « L'initiative de la réforme doit être laissée aux chefs d'industrie. Eux, seuls, sont à même d'apprécier, dans chaque

cas particulier, son opportunité et les conditions de sa réalisation » (1).

Nous concluons sur ce point, avant d'entamer la discussion sur le terrain international. Nous maintenons que le prélèvement sur les bénéfices de l'industrie n'est pas solidement justifié en droit : rapport assez ténu entre la découverte théorique et l'application pratique (voir chapitre précédent), augmentation des charges, et surtout — il faut insister sur point — charges imprévues pouvant s'abattre à tout instant sur l'industriel. Et l'on peut terminer cet examen de la situation industrielle, si les projets concernant la propriété scientifique étaient adoptés, par cette phrase extraite de l'article déjà cité de M. Cesare Vivante : « Aussi longtemps que l'on ne donnera pas à l'industrie un moyen sûr de fixer le coût de l'application industrielle et que l'on ne trouvera pas un règlement juridique apte à révéler ces inconnues (que ledit projet (2) n'a même pas pris en considération), une loi applicable sur la protection des découvertes scientifiques ne sera pas possible ».

Il nous reste à examiner l'alternative suivante : faut-il établir la protection de la propriété scientifique sur le terrain national, ou faut-il fonder une Union internationale, voire même universelle, dans

'1) *La Participation ouvrière aux Bénéfices à Epinac et à Blanzzy et les Projets de Participation obligatoire dans l'Industrie minière française*, P. Lescot, Paris, 1914, p. 140 et suiv.

(2) Le projet Ruffini.

le genre de celles qui ont actuellement leur siège à Berne ? Dès que les diverses propositions furent mises au jour, cette question provoqua un certain nombre d'articles dans les publications spécialisées: nous pouvons citer, dans leur nombre, celui de M. Fernand Jacq (1). Le projet J. Barthélemy et celui de la C. T. I. venaient de paraître et M. Fernand Jacq prévoyait la nécessité d'un projet international tel que fut, quelques mois plus tard, le projet de M. Ruffini; M. Fernand Jacq insistait sur le danger de concurrence internationale, si tous les pays du monde n'acceptaient pas à la fois d'établir une redevance au profit des savants. L'industrie nationale serait lourdement handicapée, serait dans un état d'infériorité notoire sur le marché mondial, si, obligée de faire participer les savants à ses bénéfices leur vie durant et leurs héritiers cinquante ans après, ses concurrents des autres pays pouvaient échapper à cette sujétion au bout de quinze ans, au cas où l'invention aurait été brevetée dès le début de l'exploitation, s'il s'agissait d'une découverte de principe. M. Fernand Jacq demandait donc que la solution de ce problème d'aide aux savants vint d'une conférence internationale.

M. Ruffini estime que cette crainte d'une concurrence internationale est exagérée « au même titre, par exemple, que la crainte de voir le libre-échange

(1) *Revue générale de l'Electricité*, du 17 mars 1923 : « La propriété scientifique », p. 463 et suiv., Fernand Jacq, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris.

ruiner le commerce d'une nation... ». Nous ne voulons pas discuter ce terme de comparaison, quoique, avec M. Gariel, nous ne croyons pas « avec Bastiat à l'innocuité d'une politique de libre-échangeisme absolu et unilatéral », et M. Gariel conclut que « le succès même de la politique des traités de commerce dans les cercles libre-échangistes a depuis longtemps réfuté, par les faits, ce que cette thèse renferme d'excessif » (1). M. Ruffini estime cependant que la protection doit être établie sur le terrain international. Il nous semble que cette opinion est absolument justifiée. Il est indispensable que les industries des diverses nations soient mises sur un strict pied d'égalité dans cette lutte incessante pour la prédominance sur les marchés mondiaux. Il est bien suffisant qu'elles soient inégalement comblées par les contingences ethniques ou économiques, sans qu'on vienne encore augmenter leurs prix de revient, ce qui nuirait à l'exportation.

Mais nous prévoyons, là encore, de graves difficultés. Tout d'abord, si l'on s'en réfère au rapport supplémentaire de M. Ruffini, publié en annexe, d'ores et déjà il est certains pays qui n'adhéreront pas à l'Union pour la protection de la propriété scientifique. Cela suffirait à détruire ce projet qui, nous venons de le montrer, pour être acceptable, doit être universel. C'est bien plus encore à l'étranger que dans le pays même du savant théoricien que ses découvertes seront appliquées. Supposons un instant

(1) Gariel : *La Question de la Propriété scientifique*, p. 277.

qu'une convention, prévoyant des mesures d'investigations serrées, soit signée. Les savants auront intérêt à ce que leurs découvertes soient appliquées dans les pays les moins surchargés d'impôts, c'est-à-dire où le prélèvement sur les bénéfices sera le moins fort; nous ne savons pas si, de cette façon, l'industrie française ne verra pas s'éloigner d'elle quelques découvertes peut-être importantes. Il faudra ensuite centraliser toutes ces redevances pour les répartir à chaque savant. Des régions les plus reculées du monde, des réclamations s'élèveront, des contestations s'engageront et nous ne voyons pas sans crainte l'arrivée d'une ère d'universels procès. Aussi, l'on peut dire que si une entente internationale est nécessaire, elle ne peut actuellement être réalisée rationnellement par la S. D. N., sur les bases du projet Ruffini.

Plus on creuse la question, plus on essaie de la considérer, sans opinion préconçue, sous un jour de réalisation pratique, plus on se rend compte qu'elle se heurte à des difficultés immenses, nous dirons même à des impossibilités. Les dimensions réduites que nous voulons donner à ce travail ne nous permettent pas d'étudier chaque point de détail, que nous nous contentons de signaler seulement.

La question a été examinée au point de vue théorique: nous avons essayé de montrer que le fondement de la théorie ne se justifiait pas. Le côté pratique vient d'être développé à grands traits: nous avons tenté d'évoquer les difficultés sans cesse renaissantes qui paralyseraient l'effort de l'industrie et retarderaient la tâche de la justice.

Nous voulons conclure cette discussion : les projets en présence n'apportent pas satisfaction à la tendance générale de simplicité qui est à la base de toute idée juridique, ils ne répondent pas plus à une justification théorique que l'on est en droit de demander à toute proposition législative.

Chacun est convaincu, par avance, qu'il faut aider la science; nous essaierons, dans la troisième partie, d'établir une suggestion pratique tendant vers ce but.

TROISIÈME PARTIE

Jusqu'alors, nous avons exposé les projets tendant à la protection de la propriété scientifique. Nous avons essayé d'en montrer les imperfections, les impossibilités et leur absence de bases suffisamment solides. Mais il ne faut pas finir sur cette constatation décourageante, car il est sûrement possible de venir en aide à la science.

CHAPITRE PREMIER

Contre-projet de M. Gariel

M. Gariel, professeur à l'Université de Fribourg, premier vice-directeur des Bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne, était mieux placé que quiconque pour étudier et apprécier les projets de propriété scientifique. Il en a fait une critique très serrée et a proposé un autre projet à la place de ceux qu'il démontrait inacceptables. Il n'a pas donné à ses suggestions une forme législative, il s'est contenté d'indiquer à grands traits les lignes principales de sa proposition (1).

Tout d'abord, il veut établir que c'est à l'ensemble de l'industrie à reconnaître « *en bloc* le service qui lui a été rendu, à l'aide d'une sorte de *don rémunérateur* ». Il compare le travail du savant à une sorte de gestion d'affaires de l'industrie; ce serait ainsi entre eux une sorte de quasi-contrat, et dans cette obligation quasi-contractuelle mettant en relation l'industrie et le savant, ce serait l'industrie, envisagée dans sa collectivité, qui serait le sujet passif.

Ce don rémunérateur que l'industrie devra à la

(1) *La Question de la Propriété scientifique*, p. 250 et suiv.

science sera évidemment en rapport avec les services rendus pas la découverte ou l'invention théorique, mais, et ceci est des plus importants, il ne peut avoir qu'un caractère *forfaitaire*, étant donné que les rapports entre la découverte et l'application sont quelquefois ténus, que ce n'est pas le savant théoricien qui a fait l'application et qu'il ne court pas les risques de l'entreprise.

C'est donc l'ensemble de l'industrie qui rémunère le savant. Mais il est difficile de délimiter le champ d'action de chaque découverte. Il est très probable qu'une découverte ou une invention va bientôt avoir une répercussion sur les terrains voisins. On ne peut chercher au problème de la protection de la science qu'une solution approchée. Aussi ne peut-on diviser l'industrie, au point de vue de l'application des découvertes, qu'en groupes très largement compris et qui d'ailleurs existent dès maintenant : groupe de la métallurgie, groupe de l'industrie chimique, etc....

M. Gariel aborde ensuite la question d'application. Il se place d'abord sur le terrain *national*. Il demande que l'Etat perçoive une légère taxe prélevée sur les patrons de chaque groupe énoncé plus haut, et en verse le montant à ce qu'il nomme une *Caisse de récompenses professionnelles à l'usage des savants-inventeurs nationaux*. Il envisage la gestion de chacune de ces Caisses (chaque groupe industriel aurait sa Caisse) par des industriels, des représentants de l'Etat et des savants-inventeurs. La prépondérance appartiendrait aux patrons. Tout savant pourrait

saisir cette commission administrative d'une demande de récompense, avec recours au Conseil d'Etat.

M. Gariel estime qu'ainsi on éviterait des procès longs et coûteux, et cette considération compenserait largement l'approximation forcée de ce système de récompenses. Les frais de cette commission administrative ne seront pas une charge bien lourde pour l'industrie. Les industriels paieront sans répugnance, lorsqu'ils sauront que la répartition sera faite par eux.

Pour avoir droit à une récompense, il suffira de prouver la publication de la découverte ou de l'invention dans une revue spécialisée: M. Gariel prévoit même la délivrance, par telle société savante autorisée, d'un certificat de priorité scientifique. En tout cas, ne pourra être récompensé que le savant qui aura divulgué sa découverte, car lui seul aura rendu service à la collectivité. La récompense sera attribuée cinq ou dix ans après la découverte, de façon à ce qu'on ait pu se rendre compte de sa valeur et de ses possibilités.

Les industriels pourront, si les savants le désirent, remplacer le versement de la récompense par une remise d'actions (actions de préférence) dans les sociétés qui exploitent leurs découvertes théoriques. M. Gariel demande que les savants, dans ce cas, aient un droit de préemption comme les fondateurs ou les anciens actionnaires, ce qui serait fort intéressant pour eux, au cas d'augmentation du capital social, dans les sociétés prospères à actions non encore cotées en Bourse.

M. Gariel aborde ensuite le terrain *international*. Il rejette de prime abord le système de réciprocité que l'on pourrait établir en s'inspirant des Conventions relatives à la protection de la propriété industrielle. Il craindrait la non-adhésion de plusieurs Etats. Il préconise plutôt la fondation d'une *Caisse de récompenses professionnelles internationales*, en faveur des savants déjà bénéficiaires d'une récompense professionnelle nationale. Cette Caisse serait divisée en autant de sections qu'il y aurait de groupes d'industries dans chaque pays et l'on récompenserait le savant en considération des services qu'il aurait rendus à l'industrie des pays autres que celui où il a été déjà nationalement récompensé.

La Caisse internationale serait alimentée par chaque Caisse nationale, d'après un coefficient fixé par les puissances du groupe d'industries intéressé dans chaque pays adhérent.

M. Gabriel justifie son projet en montrant qu'il évitera des procès et des conflits internationaux (1). Il le justifie aussi en répondant aux critiques que, par avance, M. Ruffini y avait faites. M. Ruffini s'attaquait à ce système de récompenses sur deux points différents (2). L'idée de récompenses, disait-il, n'est pas neuve. Elle provient de Michel Chevalier, de

(1) Voir *La Question de la Propriété scientifique*, p. 260 et suiv

(2) M. Ruffini admettait cependant le système forfaitaire dans un seul cas, lorsqu'il ne peut être établi de relation directe et rigoureuse entre le principe et son application : découverte d'un théorème de haute mathématique, par exemple. Voir son rapport, p. 14, et la note très intéressante de M. Gariel, p. 270, note 2.

Malapert, de Macfie. Nous avons déjà tâché de montrer (1) que, si ces auteurs avaient eu tort de vouloir remplacer les brevets par des récompenses, il n'était pas du tout prouvé que cette suggestion fût mauvaise quant aux découvertes théoriques. M. Ruffini disait encore que ce système venant de ceux qui refusent « n'importe quel droit sur les produits de l'intelligence », conservait « une tare d'irrespect » pour le savant. M. Gariel, avec raison, ne peut admettre cet irrespect de Michel Chevalier ou de Mazzini pour l'homme de science, pour l'idée ! Il lui semble que refuser de mêler des questions pécuniaires à des spéculations scientifiques semblerait plutôt une marque de respect. Il cite ces quelques mots de M. Pierre Termier, de l'Académie des Sciences : « Certes, les Académies ont raison d'instituer des prix, de promettre des récompenses, pour encourager les chercheurs. Mais quel prix peut se comparer à la joie de la découverte, et quelle récompense ne paraîtrait misérable à côté de celle que la vérité elle-même décerne au chercheur qui l'a dévoilée ? »

M. Gariel, lui-même intellectuel, ne croit pas manquer de respect à l'égard d'autres intellectuels en demandant qu'ils tiennent leur récompense non d'un individu, mais d'une collectivité. Et avec raison il demande si l'on taxe d'irrespect la France faisant une donation à M^{me} Curie ou le Comité Nobel, lorsqu'il décerne ses prix fastueux. A notre sens, la récompense consistant en un don n'est jamais la

(1) Voir 2^e partie, chapitre I^{er}.

preuve d'une sorte de dépendance humiliante entre les donateurs et le gratifié. M. Ruffini voit dans cette récompense professionnelle une sorte de mécénat. Le mécénat est le fait d'un homme opulent qui encourage les artistes, les gens de lettres, les musiciens, voire même les savants, les attire dans son ombre et peut ainsi, dans une certaine mesure, provoquer l'abdication de leur personnalité. Ici, la situation est toute différente: il n'y a pas un seul donateur, mais toute une industrie; il n'y a pas une fortune particulière, mais une caisse alimentée par toute cette industrie, sous le contrôle de l'Etat.

Pour résumer la proposition de M. Gariel, on peut dire qu'elle diffère du projet de M. Ruffini sur un seul point, qui est d'ailleurs capital: la récompense est due par plusieurs au lieu d'être due par un seul. Le système de M. Gariel, s'il n'est pas encore parfait, est infiniment plus souple que ceux que nous avons étudiés jusqu'à présent. Il ne prétend pas à une aussi grande exactitude dans les résultats, mais il est évident qu'à la pratique, en mettant à l'essai les divers systèmes, ceux de M. Barthélemy, de la C. T. I. ou de la S. D. N. s'enrayeraient vite, leur précision même s'accordant mal avec ces rapports imprécis entre les découvertes ou inventions théoriques et leurs applications pratiques, tandis que la réalisation du projet de M. Gariel fonctionnerait à coup sûr.

CHAPITRE II

Suggestions pratiques

A notre tour, nous voulons essayer d'émettre quelques idées personnelles sur le sujet qui nous occupe et apporter notre très modeste contribution à la question de la propriété scientifique.

Tout d'abord, il nous paraît qu'il y a deux buts à atteindre, buts qui n'ont peut-être pas été aperçus par les auteurs des diverses propositions et qui doivent être concomitants : d'une part, récompenser les savants; d'autre part, subventionner les laboratoires scientifiques. Ces deux questions vont de pair : les savants veulent d'abord des laboratoires modernes et confortables (1), c'est le premier pas pour assurer leur bien-être; ensuite ils seront récompensés par la même caisse qui leur aura fourni en premier lieu des instruments de travail dignes d'eux. La plus belle récompense que l'on puisse donner à un savant, c'est lui assurer les moyens de travailler aisément, sans être talonné par des soucis budgétaires incessants (2).

(1) Voir, sur l'utilité de fournir des instruments de travail à la science, le livre de M. Ch. Richet : *Le Savant*, p. 125.

(2) Nous ne voulons pas insister sur ce que l'on a pu appeler la « grande misère des laboratoires ». Ce n'est pas l'endroit de verser des documents nouveaux à ce débat, qui est d'actualité. La presse a montré les conditions décourageantes dans lesquelles travaille la science française.

Ceux qui ont le plus insisté en faveur de la propriété scientifique l'ont d'ailleurs déjà compris. M. Emile Borel, qui a rompu une des premières lances pour la protection de la propriété scientifique, a fait prélever très récemment, à la Chambre des Députés, un pourcentage très minime sur une taxe elle-même réduite, destinée à l'apprentissage. Il n'en est pas moins vrai qu'avec cette taxe, qui ne gênera en rien l'industrie, quinze millions iraient aux laboratoires.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de prévoir la constitution d'un *Office de protection des laboratoires et de récompenses aux savants* (1). Il sera très aisément alimenté par une taxe que nous prévoyons supportée par *toute l'industrie*, et proportionnellement aux salaires payés. C'est la meilleure façon, à notre sens, de faire peser cette taxe au prorata de la puissance industrielle. Nous envisageons d'ailleurs une taxe très minime, dans l'ordre de grandeur de 0,20 ou 0,30 % sur les salaires (2). Il nous semble

(1) Il est bien évident qu'une aide ne sera donnée qu'aux laboratoires publics et privés, à l'exclusion de ceux qui ressortissent de l'industrie privée. Quant à l'intérêt que présentent pour l'industrie les laboratoires publics, voir le *Journal Officiel* du 10 avril 1925, débats parlementaires, séance du Sénat du 9 avril 1925, et particulièrement les paroles du rapporteur du budget de l'enseignement technique et de M. Pottevin.

(2) Il est très facile, avec une taxe de 0 fr. 20 % sur les salaires, taxe qui est insignifiante pour l'industrie, d'arriver à un rendement annuel de 15 à 20 millions. L'Etat pourra peut-être augmenter un peu la somme recueillie par un prélèvement sur le pari mutuel. Les grandes villes de France pourraient aussi participer à cette œuvre.

équitable d'en faire supporter la charge à toute l'industrie, car, dans les diverses branches de son activité, elle est redevable aux savants des découvertes qu'ils lui prodiguent. Nous partageons sur ce point complètement les idées de M. Gariel.

Il semble très rationnel que cet Office ait son budget absolument autonome. C'est une suggestion conforme à la tendance actuelle et les divers Offices à budget autonome ont donné pleine satisfaction à tous les intéressés.

L'Office lui-même existe déjà, en partie seulement. Mais il pourrait servir de base à la création que nous projetons, c'est l'*Office national des Recherches et Inventions*, sis à Bellevue, près de Paris. Il s'occupe actuellement à faciliter la tâche des inventeurs brevetables, mais son personnel technique pourrait être d'un précieux concours pour l'œuvre nouvelle à laquelle il serait appelé à collaborer.

Nous proposons que les deux tiers des sommes annuellement recueillies soient consacrées à l'aménagement des laboratoires et à l'achat des instruments modernes sans lesquels la science ne peut progresser. Le tiers restant serait attribué aux savants, conformément aux suggestions de M. Gariel, c'est-à-dire que la récompense serait en rapport avec la valeur de la découverte, l'importance du groupe ou des groupes industriels qui en ont profité. L'attribution de ces récompenses ne se ferait qu'après un certain laps de temps, de telle sorte que l'insuffisance des sommes recueillies durant les premières années ne se fasse pas trop lourdement sentir et que leur capi-

talisation permette d'attribuer aux savants des récompenses dignes d'eux. De plus, il est nécessaire de prévoir un certain recul pour mieux juger de la valeur d'une découverte.

Nous prévoyons, comme faisant partie de cet Office, des membres élus de l'Académie des Sciences, qui seuls auraient voix délibérative; quant à la répartition des sommes destinées aux laboratoires. Les autres membres ne seraient entendus dans ce cas que pour avis. Ils se composeraient de membres élus de l'Académie des Sciences morales et politiques, section de législation; d'industriels élus par les groupements syndicaux des diverses branches, telles que les mines, la métallurgie, les textiles, les industries chimiques, etc... Feraient partie naturellement de cet Office des membres élus des groupements d'ingénieurs ou d'intellectuels en général, tels que l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français, la C. T. I., etc... Ils seraient en nombre égal avec les industriels; aucun antagonisme n'est à prévoir, les ingénieurs, les savants n'auront pas tendance à favoriser les leurs aux dépens des industriels, puisqu'ils ne seront pas la majorité au sein de l'Office, et que, d'autre part, l'Etat exercera son contrôle sur la distribution des sommes. Il nous paraît enfin indispensable d'associer à cette œuvre de justice des représentants élus des Syndicats ouvriers: les travailleurs seront souvent à même de se rendre compte mieux que quiconque de la portée d'une découverte ayant amélioré par son application pratique les conditions d'un travail souvent pénible.

Comment seront distribuées les sommes recueillies ainsi par une légère taxe? Rien de plus simple pour celles destinées aux laboratoires scientifiques. Les membres de l'Académie des Sciences faisant partie de l'Office en auront la disposition souveraine, après avis des autres délégués moins directement intéressés : les industriels, par exemple, ont souvent des laboratoires attachés à leurs établissements et il ne dépend que d'eux de les entretenir dignement.

La situation se présente autrement pour la récompense, le don rémunérateur. Nous sommes entièrement de l'avis de M. Gariel, lorsqu'il expose qu'on ne peut arriver qu'à une approximation, étant donné que les rapports entre la découverte et l'application ne sont pas d'une rigueur absolue. Notre système tend à rendre cette approximation la plus approchée de l'exacte réalité, mais n'a pas la prétention de l'atteindre. L'Office des Inventions, transformé ainsi qu'il a été dit, centraliserait toutes les revues techniques, mémoires d'Académies, compte rendus de Congrès, qui paraissent actuellement en France. Nous ne pouvons pour commencer appliquer ce système qu'aux Français. Grâce au noyau de ses collaborateurs actuels, de brillante valeur (1), l'Office élargirait ses cadres et aurait une partie de son personnel uniquement employé à confronter les brevets délivrés en France avec les découvertes

(1) Signalons que l'Office National des recherches et inventions possède un personnel d'une très grande valeur technique, ayant à sa tête M. J.-L. Breton, sénateur, membre de l'Institut.

théoriques qu'il aurait enregistrées. Chaque année, les industriels de chaque groupe, les ingénieurs et les ouvriers se mettraient d'accord sur l'application pratique qui leur semble la plus brillante et la plus parfaite, le personnel technique de l'Office rattacherait cette application à une découverte théorique; les résultats de ce travail seraient soumis à l'assemblée générale des membres de l'Office où figureraient, comme nous l'avons proposé, des juristes à côté des savants. L'accord une fois établi sur la récompense, son montant et le gratifié — ou plutôt les gratifiés, car le plus souvent, nous l'avons vu, il faut de nombreux savants pour amener la découverte théorique déjà collective à son application pratique — la délibération serait consignée dans un Bulletin de l'Office, largement répandu dans tous les milieux savants. Un délai de réclamation serait prévu (1); tout savant se jugeant lésé serait appelé à préciser ses griefs devant les membres de l'Office. A l'expiration du délai, si aucune réclamation ne se produit, la délibération primitive sera entérinée. S'il y a réclamation, après comparution des divers intéressés, l'assemblée se prononcerait sans appel, sauf recours pour vice de forme au Conseil d'Etat.

Pour le montant même de la récompense, c'est une simple affaire de proportion entre l'importance de tel groupe et la valeur de telle découverte.

(1) Trois ou quatre mois suffiraient pour être assuré de la diffusion de ce Bulletin, qui, de par son objet même, serait lu par tout le corps savant.

C'est ainsi que nous concevons l'aide aux savants. Nous avons tâché de relier de la façon la plus intime la découverte et l'application. Il est évidemment certaines découvertes scientifiques qui sont en dehors de ce cadre de récompenses : tels les théorèmes de haute mathématique ou même les découvertes scientifiques très brillantes en elles-mêmes, mais dont l'application pratique n'est pas actuellement prévisible; nous voulons parler de certaines théories, comme celle d'Einstein, et qui dénotent de leur auteur une valeur qui ne peut passer sans récompense. Rien n'empêche qu'une partie du budget de l'Office, 10 % par exemple, soit distribuée à ces savants par une délibération souveraine des membres de l'Académie des Sciences faisant partie de l'Office. Mais on nous objectera que nous avons par avance récusé un jugement de savants par d'autres savants. Ici, la situation n'est plus du tout semblable à celle que prévoyaient les auteurs des propositions que nous avons étudiées. La récompense aux savants, dont les découvertes théoriques ont ensuite été appliquées par l'industrie, voit réunies pour son attribution toutes les garanties d'impartialité; en plus des savants, notre projet prévoit l'intervention de jurisconsultes, de techniciens, le tout sous le contrôle de l'Etat, puisque la décision serait susceptible de recours pour vice de forme devant le Conseil d'Etat. Pour les découvertes de science pure, dont l'application est impossible (mathématiques) ou non encore prévue, il est évident que l'injustice ou l'erreur pourra s'y glisser. Mais la nature un peu floue

de ces découvertes ne permet pas d'arriver à un résultat exact; il faut se contenter, dans ce domaine de la science pure, d'une très large approximation.

Au point de vue *international*, nous ne prévoyons rien pour l'instant. Il faut que l'essai en soit tout d'abord fait dans un pays, et la France sera certainement la première à accomplir cet acte de justice. Si le résultat est satisfaisant, la France pourra demander à la S. D. N. d'en faire la recommandation à d'autres pays. C'est seulement après que de nombreuses nations auront adopté chez elles ce système, que l'on pourra prévoir cette Caisse internationale préconisée par M. Gariel. Mais, nous le répétons, il faut poursuivre loyalement l'essai en France et le juger aux résultats. Il est inutile de prévoir dès maintenant une application d'ordre international.

Nous terminons ainsi l'exposé du système que nous proposons. Il pourra peut-être, avec toute l'imperfection qu'il peut posséder, fournir une base de discussion. Nous nous sommes inspiré, sur un certain nombre de points, des idées de M. Gariel. De plus, nous avons tâché de présenter des suggestions pratiques. Les inconvénients signalés aux autres propositions ne s'y retrouvent pas; l'industrie, très légèrement imposée par une faible taxe, n'aura pas des charges imprévisibles à introduire soudainement dans son budget. Les savants, représentés au sein de cet Office qui les récompensera, auront toutes garanties d'équité.

Nous n'avons pas voulu qu'un savant, lors d'une découverte théorique, affirmât sa propriété sur elle,

car il n'est pas seul auteur. Et la récompense que nous prévoyons s'efforcera de donner à chacun ce qui lui revient en bonne justice.

Nous n'établissons pas de propriété scientifique. Nous aidons les savants, nous subventionnons leurs laboratoires. Ces conclusions sont peut-être prosaïques, modestes. Il n'était pas possible, il nous semble, d'arriver à d'autres résultats.

A notre avis, les systèmes proposés par M. J. Barthélemy, la C. T. I. et la S. D. N., sont irréalisables et d'une valeur juridique discutable. Il apparaît qu'en cette matière on a fait trop de sentiment et trop peu de droit. Nous convenons qu'il était difficile d'établir une construction juridique solide sur une base aussi peu sûre que l'imprécise découverte ou invention théorique. En une telle matière, il est évident qu'il faut être pratique. Il n'y a *qu'un seul motif*, non juridique, qui ait vraiment inspiré les auteurs des propositions : la misère des savants, qui sont très atteints par les difficultés de la vie actuelle. Il n'y a *qu'un seul but*, pratique à atteindre : soulager la détresse de nos savants et leur donner des laboratoires modernes, où ils pourront continuer leur besogne indispensable à la grandeur du pays.

ANNEXES

INSTITUT DE FRANCE

ACADÉMIE DES SCIENCES

Paris, le 26 novembre 1923.

Les Secrétaires perpétuels de l'Académie
des Sciences, à Monsieur le Ministre de
l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Monsieur le Ministre,

Par dépêche, en date du 2 octobre 1923, vous avez bien voulu soumettre à l'Académie le rapport fait à la S. D. N. par la Commission de Coopération intellectuelle sur la propriété scientifique, et lui demander son avis sur ce document.

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que l'Académie des Sciences, en sa séance de ce jour, 26 novembre 1923, sur le rapport d'une commission composée de MM. Em. Picard, Haller, Schlœsing, A. Lacroix, Bigourdan, Le Chatelier, Moureu, Blondel, Rateau, Charpy, Viala, Daniel Berthelot, de

Chardonnet, Lumière, Laubeuf, Breton, Borel, a décidé de vous exprimer l'avis suivant :

« L'Académie des Sciences a pris grand intérêt à la communication du rapport présenté à la S. D. N. par le sénateur Ruffini, sur la protection de la propriété scientifique. Elle estime que la question mérite de retenir très sérieusement l'attention.

« Elle est loin, d'ailleurs, de se dissimuler les graves difficultés qui se dressent devant la réalisation du projet proposé. Elle signale notamment combien il peut être malaisé de distinguer la part des divers savants qui ont contribué à une découverte et surtout d'en faire l'évaluation numérique. En outre, elle est d'avis que la durée de jouissance de la propriété scientifique proposée par le rapport doit être notablement diminuée.

« Cependant, elle croit que ces difficultés ne doivent pas déconcerter les efforts tendant à faire triompher une noble cause, que, si une solution pratique est trouvée, un pas important sera accompli dans la voie de l'équité à l'égard des savants, et qu'il en pourra résulter un encouragement à la recherche profitable au progrès général. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Signé :

Em. PICARD.

LACROIX.

(Communiqué au Conseil, aux membres de la Société et aux délégués de l'Assemblée.)

A. 29. 1924. XII.

Genève, le 12 août 1924.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

COMMISSION

DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Propriété scientifique

Rapport supplémentaire soumis par le sénateur Ruffini et approuvé par la Commission, auquel sont joints un mémorandum sur les réponses des Gouvernements au projet du sénateur Ruffini relatif à la protection de la propriété scientifique, et une résolution adoptée par la Commission, le 29 juillet 1924, lors de sa quatrième session plénière.

La quatrième Assemblée de la Société des Nations, après avoir examiné les travaux de la Commission de coopération intellectuelle, a pris, en particulier, la résolution suivante :

« L'Assemblée, donnant son approbation au principe du projet de M. le sénateur Ruffini, relatif à la protection de la propriété scientifique, et tenant compte de la résolution adoptée à ce sujet par le Conseil, décide de transmettre ce projet à tous les

Gouvernements, en les priant de vouloir bien communiquer au Secrétariat de la Société des Nations leurs observations, afin que la Commission de coopération intellectuelle puisse rédiger éventuellement un projet de convention définitif, qui serait mis à l'ordre du jour de la cinquième Assemblée et soumis ensuite à tous les Etats, pour signature et ratification. »

La Commission de coopération intellectuelle n'est pas en mesure de présenter à la cinquième Assemblée un projet définitif de Convention, principalement pour les raisons suivantes :

1^o Les Etats n'ont pas encore tous répondu à la communication qu'ils ont reçue du Secrétariat de la Société des Nations.

2^o Les réponses jusqu'ici parvenues au Secrétariat de la Société sont arrivées avec tant de retard qu'elles n'ont pas pu être communiquées à la Commission de coopération intellectuelle assez tôt pour lui permettre d'en faire une étude approfondie.

3^o La « Patent Law Association », des Etats-Unis d'Amérique, en réponse à la communication du Secrétariat, a fait savoir qu'un certain nombre de ses membres devant se trouver à Londres pour le Congrès des juristes anglo-saxons, seraient disposés à venir à Genève dans les derniers jours de juillet, pour prendre part aux discussions de la Commission de coopération intellectuelle à ce sujet.

4^o Un examen très sommaire du contenu des réponses jusqu'ici reçues et des desiderata qui y sont exprimés, a convaincu la Commission de coopé-

ration intellectuelle de la nécessité qu'il y avait, avant d'élaborer un projet quelconque, à procéder à de nouvelles enquêtes et à consulter les organisations et personnalités compétentes, surtout des représentants de l'industrie mondiale.

La Commission de coopération intellectuelle croit, en outre, devoir dès maintenant signaler au Conseil de la Société des Nations que les Etats qui ont jusqu'ici répondu à l'appel de la Société des Nations se sont, en grande majorité, prononcés dans un sens favorable au projet élaboré par la Commission de coopération intellectuelle et approuvé dans son principe par la quatrième Assemblée.

Nous nous contenterons de prendre note du fait que les réponses les moins favorables au projet (celles du Gouvernement britannique et du Gouvernement autrichien) reconnaissent elles-mêmes, cependant, la nécessité de trouver le moyen d'assurer au travail scientifique sa juste rémunération. Cela seul importait à la Commission de coopération intellectuelle.

Au reste, la Commission de coopération intellectuelle tient à attirer l'attention du Conseil de la Société sur cette circonstance que les difficultés, les objections et les réserves soulevées contre le projet élaboré par la Commission, ne sont nullement insurmontables. Il convient d'ailleurs d'observer que cette observation vise non seulement les critiques contenues dans les réponses officielles envoyées par les Etats, et dont nous avons pu jusqu'ici prendre connaissance, mais encore les critiques figurant

dans de nombreuses études publiées dans divers pays sur cette question, qui a vivement intéressé l'opinion publique. Parmi ces études, il y a lieu de mentionner spécialement, par son caractère semi-officiel, le long mémoire établi par le *Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle*, de Berne, et qui, tout en étant en désaccord sur les modalités d'exécution, conclut néanmoins, lui aussi, dans un sens favorable à l'initiative prise par la Commission de coopération intellectuelle.

La Commission doit encore appeler l'attention du Conseil de la Société des Nations sur une autre circonstance: ces critiques ne font, pour la plus grande part, que reproduire, parfois littéralement, celles qui furent élevées, voilà trois quarts de siècle, contre le principe de la propriété industrielle et le système des brevets. Tous ces anciens arguments, désormais réduits à néant, voire oubliés après plus d'un demi-siècle de silence, et qui servirent à combattre le droit des inventeurs, se retrouvent aujourd'hui contre le droit des auteurs de découvertes. Aucun ne manque: absence de tout rapport entre le nouveau droit et le droit d'auteur; impossibilité d'en déterminer l'objet; impossibilité de préciser le véritable bénéficiaire parmi plusieurs concurrents; impossibilité, en raison de la similitude d'objet d'un grand nombre de découvertes scientifiques, de leurs empiètements les unes sur les autres et de leur enchaînement inextricable, de déterminer le point exact où commence la découverte réelle; entraves que cette innovation apporterait aussi bien à l'in-

dustrie qu'aux progrès scientifiques ultérieurs; complications de juridiction entraînées par des injustices inévitables; dépréciation des efforts nationaux et préjudice économique pour les divers Etats, etc...

L'opposition la plus ancienne et la plus acharnée au principe de la propriété industrielle et des brevets fut dirigée par lord Granville, le célèbre ministre libéral anglais, qui avait été président de l'Exposition industrielle de Londres en 1851 et qui, en raison de l'expérience qu'il avait acquise en cette occasion et des relations étroites qu'il entretenait avec le monde industriel cosmopolite, était arrivé à la conviction inébranlable que les brevets étaient contraires à la liberté et au progrès de l'industrie. C'est pourquoi, lorsque la même année vint en discussion devant le Parlement anglais un projet de revision des lois sur les brevets, il prononça, le 1^{er} juillet 1851, contre les brevets, un grand discours demeuré célèbre dans les annales parlementaires anglaises et qu'une traduction française a également contribué à répandre sur le continent européen (voir *Hansard's Parliamentary Debates, House lords*, vol. CXVIII, col. 5 et suiv.).

L'un des plus grands économistes français de l'époque, Michel Chevalier, délégué de la France aux expositions industrielles d'Angleterre, et, par la suite, président des expositions parisiennes, avait, lui, à la suite de ses contacts avec l'industrie mondiale, fini par éprouver, pour les brevets, une telle aversion que, jusqu'à la fin de sa vie, il ne cessa de les combattre. Nous signalerons, pour l'intérêt spécial

qu'elle présenta, une discussion soulevée par lui devant l'Académie des Sciences morales et politiques de Paris, qui n'occupa pas moins de trois séances (15, 22, 29 novembre 1862) et où Chevalier s'efforça, inutilement d'ailleurs, de convaincre les illustres collègues de la nécessité absolue qu'il y avait à abroger immédiatement la loi sur les brevets (*Sciences et Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, compte rendu, tome LXIII, pages 233, 286, 454 et suivantes).

En Italie, le plus illustre économiste de son temps, Francesco Ferrara, avait engagé, à cette époque, une campagne contre le principe de la propriété industrielle, plus violente encore que celle de lord Granville et de Michel Chevalier, pour empêcher le vote d'une loi en cette matière (*Biblioteca dell' Economista*, vol. IV, VII et X).

Toutefois, c'est en Allemagne que la « phobie » des brevets atteignit son maximum, notamment dans les ouvrages du professeur Böhmert (*die Erfindungen patentenach Volkswirtschaftlichen Grundsätzen une industrielle Erfahrungen*, Berlin 1869), et les choses allèrent de telle sorte en Allemagne que Bismarck, le 10 décembre 1868, présenta à l'Assemblée plénière de la Confédération du Nord une proposition en vue de la suppression radicale des brevets.

Or, le grand discours de lord Granville ne put empêcher le vote en Angleterre, l'année suivante, du *Patent Law Amendment Act* 1852 (15 et 16 Vict. c. 83), qui y est resté en vigueur jusque dans ces derniers temps. La campagne extrêmement

violente menée par Chevalier n'a pu réussir à faire disparaître la loi française de 1844, qui est encore en vigueur en France. Les attaques de Ferrara n'ont pu empêcher le vote, en 1859, par le Parlement italien, d'une loi sur les brevets, qui est toujours appliquée en Italie. La haine de Böhmert et de Bismarck pour les brevets provoqua en Allemagne une si violente réaction, grâce notamment aux grands industriels, avec Siemens à leur tête, qu'elle a abouti à la loi d'Empire 1877 et qu'elle a amené l'Allemagne à devenir le pays-type des brevets.

Les raisons invoquées contre le principe de la propriété industrielle étaient, comme nous l'avons déjà dit, pratiquement les mêmes que l'on invoque aujourd'hui contre le principe de la propriété scientifique. Tous ces ennemis du système des brevets niaient la possibilité de créer un droit quelconque de propriété exclusive sur des objets *purement intellectuels*, comme le disait précisément lord Granville, tels que les inventions; c'est pourquoi ils s'opposaient à toute assimilation du droit de brevet au droit d'auteur. Ils soutenaient que le système des brevets devait provoquer la ruine des industries. Les faits se sont chargés de leur donner tort. Les industries du monde entier n'ont jamais pu se passer du système des brevets; celui-ci s'est développé d'une manière particulièrement frappante, justement dans les pays qui ont pris la tête du mouvement industriel, et la science de tous les pays est parvenue à formuler un droit de brevet, comme il existe un droit d'auteur.

Si donc nous voulions faire une dialectique pure, nous pourrions poser aux adversaires de la propriété industrielle le dilemme suivant : étant donné que vos arguments sont les mêmes qui ont déjà été formulés contre la propriété industrielle, de deux choses l'une : ou vous devriez, en bonne logique, en arriver à nier aussi la légitimité de cette dernière forme de propriété, ou bien vous devriez reconnaître que vos arguments ne sont que de vieilles armes rouillées.

*
* *

Mais ce n'est assurément pas le lieu de faire de la dialectique pure. Reconnaissons plutôt que si, d'une part, toutes les réponses officielles ont admis la nécessité d'assurer à l'homme de science la récompense de son labeur scientifique et ont, par suite, reconnu le *droit* de l'homme de science à une récompense quelconque (il ne convient plus, en effet, de parler d'un simple *don gracieux*, car l'idée même du « mécénat » est contraire à l'esprit de notre temps); d'autre part, il s'est manifesté une certaine répugnance à considérer un tel droit comme un droit de *propriété scientifique*, ce terme impliquant, d'après son acception classique, l'idée d'exclusivité.

Remarquons immédiatement que nous avons employé le mot de propriété uniquement par désir de brièveté et de clarté, par opposition aux termes d'ailleurs vagues de propriété industrielle et de propriété artistique et littéraire. Mais rien ne s'oppose à ce que l'on cherche une formule du droit de décou-

verte qui soit plus correcte et réponde plus exactement à son objet. Toutefois, il faut écarter l'idée qu'il peut exister un *droit* n'ayant pas un caractère d'exclusivité (comme c'est le cas dans le droit de propriété, suivant son acception classique), ni un objet matériel auquel il se rapporte. C'est un fait bien connu que la science, dans les derniers temps et par la voix des meilleurs auteurs, est parvenue à définir le droit même de l'auteur ou de l'inventeur, soit comme un droit sur des biens immatériels (Kohler, Picard), soit absolument comme un droit de la personnalité (Gierke), précisément pour répondre aux objections fondées sur l'impossibilité de la comparer au droit de propriété selon l'acception commune.

L'essentiel est d'ailleurs, nous le répétons, de reconnaître à l'auteur d'une découverte un *droit* quelconque. On verra plus tard à le déterminer d'une manière plus précise.

Qu'il nous soit permis, à ce sujet, de signaler une disposition extrêmement significative de la nouvelle Constitution impériale allemande de 1919, ainsi conçue :

« *Article 158.* — Le travail intellectuel, le droit des auteurs, des inventeurs et des artistes jouissent de la protection et de la sollicitude du Reich.

« Par des ententes internationales, respect et protection seront assurés aussi à l'étranger aux créations de la science, de la technique et de l'art allemands. »

Il convient d'observer que la proclamation d'un droit du travail intellectuel à la protection ne se

limite pas aux cas d'espèces énumérés dans la première partie de l'article (droit d'auteur, d'inventeur et d'artiste), mais s'étend également à tous les autres cas, et, par suite, aux découvertes purement scientifiques. Cela est si vrai que la seconde partie de l'article parle explicitement des créations de la science, par opposition aux créations de la technique et de l'art.

Il faut observer combien toute cette question déborde le domaine du droit purement privé, pour passer dans le domaine du droit public. Les auteurs allemands les plus récents n'ont pas manqué de souligner cette évolution si importante, d'autant plus significative dans un pays où la protection était jusqu'ici plus nettement limitée aux inventions strictement industrielles. Si bien que les auteurs allemands réclament justement une prompte réforme de leur législation comme conséquence d'une si profonde innovation constitutionnelle, à laquelle on ne saurait, semble-t-il, trouver un précédent, sauf dans le paragraphe 8 de la partie I de la constitution des Etats-Unis d'Amérique.

Il se pose deux questions principales — si on laisse de côté les questions uniquement de détail, dont il serait prématuré de parler en ce moment : celle du mode d'exécution et celle du genre de rémunération à allouer à l'auteur d'une découverte et, d'une manière générale, à l'homme de science.

1^o Il a été suggéré, notamment par le Gouvernement néerlandais, d'essayer d'insérer le nouveau principe dans les lois déjà existantes sur le droit de

brevet dans les divers pays. Les étapes à parcourir seraient donc les suivantes: adoption préalable de la législation nationale, précédant l'établissement d'une Convention internationale. Pour se prononcer sur l'utilité qu'il y aurait à accueillir cette suggestion, il est indispensable de procéder à une étude plus approfondie de la législation et de la jurisprudence des divers pays, étude que la Commission se réserve d'effectuer en collaboration avec les Bureaux de Berne;

2^o En ce qui concerne la forme à donner à la rémunération, comme les divers systèmes proposés en feraient supporter la charge par les industriels, la Commission estime qu'il convient d'entendre, en premier lieu, les intéressés, c'est-à-dire les représentants de l'industrie. Un grand nombre d'entre eux, qui, non seulement possèdent une expérience technique, mais encore, grâce à leurs attaches avec le monde politique, ont une vision plus large des nécessités du moment, ont coutume de se réunir à Genève pour travailler sous les auspices de la Société des Nations. Il ne serait sans doute pas difficile aux autorités qui sont à la tête de cette organisation de profiter d'une de ces réunions de représentants les plus autorisés de l'industrie mondiale pour leur soumettre le problème et les inviter à examiner, avec des représentants de la science et des juristes, les modalités d'application du principe auquel la quatrième Assemblée a réservé un accueil favorable.

Memorandum du Secrétariat sur les réponses des Gouvernements au projet du sénateur Ruffini, relatif à la protection de la propriété scientifique, approuvé par la Commission de coopération intellectuelle, le 29 juillet 1924.

La quatrième assemblée, dans sa séance du 27 septembre 1923, a donné « son approbation au principe du projet de M. le sénateur Ruffini, relatif à la protection de la propriété scientifique et tenant compte de la résolution adoptée à ce sujet par le Conseil, décide de transmettre ce projet à tous les Gouvernements, en les priant de vouloir bien communiquer au Secrétariat de la Société des Nations leurs observations, afin que la Commission de coopération intellectuelle puisse rédiger éventuellement un projet de convention définitif, qui serait mis à l'ordre du jour de la cinquième Assemblée et soumis ensuite à tous les Etats pour signature et ratification ».

Jusqu'à présent, douze Gouvernements seulement ont répondu à la lettre du Secrétariat général, les invitant à lui communiquer leurs observations, conformément à la résolution ci-dessus. Deux importantes institutions : l'Académie nationale des Lincei, de Rome, et l'Académie des Sciences de Paris, ont également adressé une réponse.

Le Mexique a informé le Secrétariat qu'il a étudié cette question avec la plus grande attention; qu'il approuve en principe la conclusion d'une convention de nature à protéger la propriété scientifique et se réserve le droit de présenter les objections qu'il

pourrait juger utiles au moment où se réunira la Conférence ou le Congrès qui aura pour objet de conclure ladite Convention.

La *République Dominicaine* a informé le Secrétaire général que le projet avait été transmis au Secrétariat d'Etat de la Justice et de l'Instruction publique, avec prière de faire ses observations qui seront communiquées en temps voulu.

Le *Pérou*, le *Siam* et le *Guatemala* accusent réception de la lettre du Secrétaire général et du projet.

Les *Etats-Unis d'Amérique* informent le Secrétaire général que le projet sera pris en considération et que réponse sera faite en temps utile.

Le *Danemark* informe le Secrétaire général que, ayant consulté la Faculté de Droit et de Sciences économiques et politiques de l'Université de Copenhague, la Faculté :

« En exprimant toute sa sympathie pour les principes exposés dans le rapport et le projet de convention, ne saurait cependant cacher ses doutes au sujet de l'étendue de l'application pratique de la protection directe prévue par le projet pour la propriété scientifique et au sujet de l'étendue dans laquelle il faudrait, en raison des inconvénients résultant de la protection directe, envisager d'accorder d'autre façon à l'auteur une rémunération pour les valeurs que son travail a procurées à la collectivité.

« Elle ne saurait donc recommander au Gouvernement de se prononcer définitivement au sujet de ces questions avant de les avoir soumises à un examen approfondi et notamment aussi avant d'avoir

consulté les cercles compétents (l'industrie), car il est de la plus haute importance de donner à une innovation de ce genre, dès le début, une forme qui soit inattaquable, de façon à éviter, autant que possible, les doutes et les conflits relatifs à l'application et à la portée des diverses dispositions.»

La *Belgique*, après avoir invité l'Académie royale de Belgique à examiner le projet, en a accepté les conclusions comme suit :

« Le Gouvernement estime qu'il conviendrait de garantir aux savants le droit de revendiquer, pour eux-mêmes ou pour leurs ayants droit, une juste part dans les bénéfices résultant de l'utilisation pour autrui de leurs découvertes ou inventions. On améliorerait ainsi, dans une certaine mesure, le sort des chercheurs qui s'adonnent à la science pure et auxquels il importe de fournir les moyens de poursuivre leurs travaux, sans en être détournés par de pénibles préoccupations matérielles, afin d'assurer une plus grande productivité scientifique.

« Toutefois, en ce qui concerne l'exploitation commerciale des découvertes scientifiques, le Gouvernement croit devoir faire une réserve relative aux médicaments présentant une grande importance pour la santé publique.

« Il exprime le souhait que les savants qui découvrent de tels remèdes fassent preuve du désintéressement qui doit être de tradition en matière médicale.»

Le Gouvernement *britannique*, dans sa réponse, fait d'abord un résumé du projet Ruffini et met en relief les principes qui se trouvent à sa base. Il rend

hommage aux services rendus par le sénateur Ruffini et par ses collègues, par leurs examens savants et documentés de la question.

Les considérations qui ont décidé la Commission de coopération intellectuelle, le Conseil et l'Assemblée à recommander l'adoption de la Convention par les Etats ont pleinement été appréciées. Cependant, tout en gardant une profonde sympathie au but de ce projet, le Gouvernement britannique déclare qu'il comprend certaines caractéristiques qui sont de nature à éveiller le doute sur la possibilité d'atteindre ce but si le projet est conservé dans sa forme actuelle.

D'abord les deux considérations principales qui ont conduit la Commission à entreprendre cette enquête, ne semblent pas suffisantes pour lancer le projet.

La première considération, c'est-à-dire la condition critique actuelle du travail scientifique, bien que réelle, ne doit pas être interprétée dans le sens dans lequel on le fait dans le rapport. En dépit des difficultés financières de la Grande-Bretagne, les conditions de travail des chercheurs scientifiques, grâce aux sacrifices de l'Etat, ont été améliorées. D'autre part, il est douteux que ce projet puisse stimuler les recherches des travailleurs scientifiques, conduisant directement aux applications industrielles. Des découvertes d'une nature générale, comme celles de Newton ou de Einstein, ou qui donnent pour la première fois l'explication d'un phénomène familier, ne pourraient pas bénéficier de ce projet. Le rapport suggère dans ces cas que de pareilles découvertes

pourraient être subventionnées sur un fonds national établi par l'Etat. Ainsi, le projet est basé sur la croyance que les jeunes gens seraient encouragés à étudier les sciences par la perspective de leurs œuvres les conduisant à des découvertes susceptibles d'applications industrielles qui pourraient être exploitées et dont le bénéfice leur reviendrait dans une certaine proportion.

Cependant, il est difficile de concevoir que la perspective du gain pourrait influencer les jeunes travailleurs scientifiques au seuil de leur carrière, et même si cela était, ce serait malheureux, car cela aurait inévitablement pour conséquence une tendance à choisir les sujets qui permettraient une récompense matérielle. Le fait d'inculquer cet esprit ne saurait conduire qu'à de mauvais résultats.

La seconde considération qui détermine la Commission de coopération intellectuelle à s'occuper de ce problème est également peu convaincante. On fait une injustice, prétend-elle, aux savants, en comparaison de l'artiste ou de l'inventeur. Cependant, le rapport ne semble pas apprécier suffisamment la qualité et la quantité d'efforts intellectuels qui séparent une découverte scientifique de son application industrielle. Le projet qui ferait que l'auteur d'une découverte scientifique profite du travail des autres, travail conduisant à une application industrielle, lui donnerait des privilèges allant au delà de ce que les lois sur la propriété littéraire et sur le brevet accordent présentement.

Les droits accordés par les lois existantes se rap-

portent non aux idées abstraites, mais à l'usage qu'on en fait. Il n'y a pas de droit pour des conceptions littéraires nouvelles ou pour des idées nouvelles en peinture. Un écrivain ou un artiste inventifs dans leurs méthodes n'ont pas plus de droits sur le produit de leur œuvre qu'un artiste employant les méthodes habituelles. Accorder à celui qui a découvert un principe scientifique nouveau et qui n'en fait pas usage lui-même le droit de participer aux bénéfices gagnés par ceux qui, par leurs efforts, ont fait une application industrielle de ce principe, ce serait créer une distinction entre l'œuvre scientifique et l'œuvre littéraire et artistique, distinction impossible à défendre actuellement.

Le Gouvernement britannique exprime aussi ses doutes sur la nécessité de récompenser matériellement ceux qui ont rendu des services à l'humanité. Il n'est pas d'usage de considérer comme ayant droit à une récompense monétaire les activités humaines qui ont pour but de faire avancer la culture et le bien-être spirituel de l'humanité, et l'on pourrait à peine maintenir que c'est dans l'intérêt de la science qu'on adopte un autre standard des valeurs en ce qui concerne les activités d'un caractère scientifique.

La Convention proposée pourrait avoir aussi une autre réaction importante à laquelle on n'a pas encore fait allusion. Ce serait les charges supplémentaires qui pèseraient sur l'industrie à cause d'elle: 1^o le droit à la propriété scientifique pour celui qui aurait découvert un principe excéderait de beaucoup le

terme accordé à l'inventeur industriel par les lois de brevets de tous les pays; 2^o les difficultés pour mettre en pratique ce projet seraient très grandes. Il serait difficile de déterminer l'origine du principe scientifique à la base d'une nouvelle invention et de distinguer entre les réclamations de divers candidats rivaux, et de déterminer la part qui revient à chacun dans le bénéfice commercial.

D'autre part, des personnes compétentes ont déclaré douter que les méthodes existantes pour encourager les inventions pratiques, en leur assurant des droits de brevets, soient de nature à faire progresser l'industrie en proportion des dépenses et des difficultés occasionnées par le maintien et la défense des droits obtenus. Si encore l'origine scientifique de toute demande à une participation dans le bénéfice d'un brevet doit être soumise à l'investigation avant qu'elle soit obtenue et pendant son existence, sa valeur, pour l'inventeur et pour le manufacturier, sera plus incertaine qu'à présent.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît que, bien que les circonstances varient considérablement dans les différents cas, les conditions générales de l'œuvre scientifique dans beaucoup de pays civilisés sont susceptibles d'amélioration, et il est prêt à appuyer une résolution approuvant le principe général que l'œuvre scientifique devrait recevoir une récompense adéquate. Cependant, eu égard aux considérations énoncées ci-dessus et à cause de la nouveauté de ces propositions, il croit qu'une action internationale proposée par l'Assemblée serait prématurée

et il arrive à la conclusion qu'il ne serait pas désirable pour lui — à moins de changements ultérieurs — de coopérer à une convention internationale à ce sujet. Le Gouvernement britannique redoute particulièrement les objections que pourrait soulever cette tentative de traiter dans une Convention internationale une question qui n'a encore, dans aucun pays, fait l'objet d'une législation nationale.

Le Gouvernement *néerlandais*, rendant hommage au travail de M. Ruffini et de ses précurseurs, est d'avis qu'en principe la protection de la propriété scientifique est désirable. Toutefois, le Gouvernement a éprouvé certaines hésitations en présence du projet élaboré. Actuellement, il n'existe encore, dans aucun pays, une protection de la propriété scientifique, de sorte que, n'ayant pas acquis une expérience nationale dans ce domaine, il semble difficile de se prononcer sur un projet de réglementation internationale. Cependant, on pourrait profiter de l'expérience acquise dans le domaine de la propriété industrielle, artistique ou littéraire, où il existe depuis plusieurs années des conventions internationales.

Le Gouvernement ne saurait se rallier à l'idée qui est à la base du projet : que la propriété scientifique doit être protégée de la même manière que la propriété littéraire et artistique. Les créations artistiques et littéraires sont déterminées par un si grand nombre de facteurs qu'il ne semble pas possible qu'une même création se répète dans l'esprit d'une autre personne. Cette théorie n'est pas applicable aux inventions et découvertes de nature scientifique. Dans les pays

où l'on délivre des brevets après examen préalable, on a pu constater que souvent des inventions et des découvertes scientifiques ont été faites par diverses personnes indépendamment les unes des autres. De cette différence entre le travail artistique et littéraire et le travail scientifique, il s'ensuit que la durée de la participation du travail scientifique doit être assez limitée. Cependant l'invention scientifique, par sa nature, n'ayant pas toujours trouvé une application au moment où sa protection commence, on pourrait fixer une durée un peu plus longue que pour la protection industrielle, par exemple vingt ans.

L'analogie qui existe entre les inventions et les découvertes scientifiques et celles dans le domaine industriel amène le Gouvernement néerlandais à une seconde conclusion.

Dans les pays où il existe l'examen préalable pour les brevets industriels, on ne voudra pas protéger le travail scientifique sans certifier qu'il s'agit d'une invention ou découverte nouvelle. Dans ces pays, la publication ou l'enregistrement officiel suivi de publications d'une découverte scientifique ne seront pas suffisants pour obtenir la protection. L'inventeur sera obligé de déposer une demande et, après examen, la protection lui sera assurée — probablement sous forme de brevet — ou refusée. Ce sera la loi du pays où le brevet a été délivré qui déterminera l'étendue de la protection et les conséquences juridiques qu'elle entraîne. Le Gouvernement néerlandais, pour sa part, voudrait maintenir ce système pour la protection scientifique. En agissant de la sorte, il n'y aurait

pas, à proprement parler, de protection internationale. Les observations qui précèdent ne cadrent pas avec les principes du projet Ruffini.

Le Gouvernement néerlandais est d'avis que la Convention internationale devrait seulement comporter un engagement pour les Etats contractants de protéger les inventions et découvertes scientifiques, d'accorder aux étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux et de donner le droit de priorité à celui qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevets dans les autres pays contractants. Peut-être pourrait-on encore stipuler que les Etats contractants ne percevront pas de taxe, excepté pour l'examen préalable, aussi longtemps que l'invention n'aura pas amené des avantages économiques. Dans cet ordre d'idées, il serait recommandable peut-être d'insérer le principe de la protection de la propriété scientifique dans la Convention de Paris de 1883, telle qu'elle a été révisée à Bruxelles et à Washington. Toutefois, en pratique, des difficultés surgiront. L'interprétation du terme « propriété scientifique » présentera quelquefois de grandes difficultés. Il sera aussi très difficile de fixer le montant auquel a droit l'inventeur scientifique.

Pour remédier à la difficulté qui résulterait du fait que les savants n'ont pas l'habitude de donner grande attention à leurs intérêts économiques, on pourrait stipuler :

1^o Que les publications faites par l'inventeur lui-même ne pourront vicier la nouveauté de l'invention, de même que la participation à une exposition ne

s'oppose à une demande de protection dans le domaine industriel, lorsque cette demande est faite par la même personne;

2° On pourrait élargir le système déjà existant des prix. Pour obtenir éventuellement un prix, la seule chose que l'inventeur a dû faire, c'est de publier son invention. En outre, le système des prix présente le grand avantage que les travaux scientifiques, qui sont d'une grande importance pour la civilisation, mais qui ne se prêtent pas à des applications lucratives, pourront également être récompensés.

Le Gouvernement fédéral de l'*Autriche* apprécie pleinement les motifs dont s'est inspiré le rapport Ruffini, ainsi que le but élevé qu'il poursuit. Il ne croit cependant pas pouvoir trouver dans le règlement de cette question, tel qu'il est projeté dans le présent rapport, le procédé indiqué pour atteindre le but. D'abord ce projet imposerait à l'industrie des charges dont la portée ne peut même pas approximativement être prévué maintenant. La fixation de la quote-part due aux savants se heurtera aux plus grandes difficultés et causera une incertitude insupportable pour les calculs des frais de fabrication. La situation économique actuelle de l'*Autriche*, exigeant la plus grande augmentation de la production industrielle, demande des égards particuliers pour la capacité productive de l'industrie. Dans ces circonstances, il n'est, à son vif regret, pas à même d'adhérer, à l'heure qu'il est, au projet de Convention recommandé par le rapport. Néanmoins, pour faire preuve de l'intérêt qu'il porte à la question, le Gouvernement

autrichien entre dans l'examen attentif des détails. Il prend la Convention article par article, fait une critique des textes et propose certaines modifications visant surtout à ne pas accorder un droit exclusif aux savants; à réduire la durée de la protection, à changer la rédaction de l'article 18 qui fait craindre qu'on pourrait déduire de cet article le droit des groupements professionnels d'inspecter la gestion des entreprises, à insérer une clause transitoire d'après laquelle le droit à une redevance n'existerait que pour les découvertes et inventions rendues publiques après la mise en vigueur de la Convention, etc.

Le Gouvernement de l'*Inde*, en dehors des difficultés concernant l'application du projet Ruffini, fait des réserves au sujet des principes mêmes qui sont à la base des solutions suggérées.

Le Gouvernement de l'*Inde* considère que la justification réelle du droit d'auteur et du droit au brevet réside plutôt dans l'intérêt public que dans le droit individuel. *Salus populi suprema lex*. Le droit au brevet agit comme un stimulant pour l'invention et le progrès et, par conséquent, se trouve être institué dans l'intérêt public. Sans lui, l'activité des inventeurs serait diminuée et la perte qui en résulterait pour la communauté serait plus grande que le total de la contribution du public. De même pour le droit d'auteur. Dans toutes les législations de ce caractère, les gouvernements devraient être guidés non pas tant par un droit supposé inhérent aux inventeurs que par leur devoir de conserver et faire progresser le bien de la communauté.

Le Gouvernement de l'Inde n'est pas sûr que, si on garantissait la propriété scientifique, on stimulerait la découverte scientifique. Les recherches scientifiques ne sont pas le résultat du désir du gain, mais plutôt de l'impulsion puissante de connaître la vérité ou d'aider la communauté. Le Gouvernement considère comme raisonnable que les hommes engagés dans des recherches susceptibles de produire de bons résultats pratiques puissent être récompensés en conséquence. Mais cela est autre chose que de demander qu'un savant reçoive un bénéfice proportionné à la valeur que sa découverte a fait gagner à la communauté. C'est l'Etat et le public qui doivent considérer si les hommes de science sont raisonnablement récompensés. D'autre part, il serait bon que les récompenses qu'ils recevraient ne fussent pas à la charge d'une seule nation, mais d'une organisation internationale, comme la Société des Nations. Le principe qui est suggéré dans le projet du sénateur Ruffini semble au Gouvernement de l'Inde inadmissible, même s'il était possible en pratique.

Le Gouvernement de l'Inde fait des objections aussi concernant la possibilité de déterminer ce qui revient à chaque savant, étant donné que, derrière toute découverte, il y a un grand nombre d'investigateurs qui ont contribué à ce qu'elle se produise. Encore la période proposée dans le projet est-elle trop longue, selon l'opinion du Gouvernement de l'Inde. En outre, le projet ne favorise que les savants ayant découvert un principe capable de conduire directement aux applications commerciales, et ignore les

autres savants dont le mérite est peut-être plus grand encore. Bref, le projet n'envisage qu'une classe limitée de savants et sa mise en pratique ne fera qu'introduire des anomalies nouvelles. Dans ces conditions, il est difficile de dire qu'il donnerait satisfaction à la justice abstraite.

Le Gouvernement de l'Inde considère qu'il est inutile d'entrer dans des détails concernant les difficultés d'ordre pratique inhérentes à l'application de ce projet. Il reconnaît pourtant que cette question est essentiellement susceptible d'un accord international et se déclare prêt à la prendre en considération, si le projet reçoit l'approbation d'autres grands pays industriels.

* * *

La Commission de Coopération intellectuelle a été informée que la réponse suivante, donnée par l'Académie nationale des Lincéi à la proposition concernant la propriété scientifique, peut être considérée comme la réponse du Gouvernement italien.

« L'Académie nationale des Lincéi,

« Heureuse que la solution de cette importante question ait été proposée aux nations civilisées par un de ses membres, de façon à ce que l'honneur en rejaillisse sur les études et la science en Italie;

« Reconnaît conforme aux principes d'équité et de justice la conception fondamentale par laquelle, en développant la protection des propriétés intellectuelles, on veut attribuer à ceux qui ont découvert des vérités scientifiques une rémunération matérielle,

par un droit sur le revenu des inventions brevetées qui se fondent sur ces découvertes,

« Mais, en se rendant compte en même temps des graves difficultés d'ordre technique et juridique qu'entraînent les dispositions légales projetées;

« Est d'avis que le projet doit être, à cet égard, largement revu et émet le vœu, qu'en attendant, le Gouvernement du Roi étudie les moyens d'encourager et de récompenser le travail scientifique national. »

Une communication adressée au président de la Commission de coopération intellectuelle informait la Commission que l'Académie des sciences morales, qui a étudié le projet du sénateur Ruffini avec beaucoup d'attention, n'a pas encore envoyé son opinion.

L'Académie des Sciences, à laquelle le ministre de l'Instruction publique avait demandé son avis sur le même projet par lettre du 26 novembre 1923, informe que la question mérite de retenir très sérieusement l'attention. L'Académie est loin de se dissimuler les graves difficultés qui se dressent devant la réalisation du projet. Elle signale, notamment, combien il peut être malaisé de distinguer la part des divers savants qui ont contribué à une découverte et surtout d'en faire l'évaluation numérique. En outre, elle est d'avis que la durée de la jouissance de la propriété scientifique, proposée par le rapport, doit être notablement diminuée. Cependant, elle croit que ces difficultés ne doivent pas déconcerter les efforts tendant à faire triompher une noble cause: que, si une solution pratique est trouvée, un pas important sera accompli dans la voie de l'équité à

l'égard des savants et qu'il pourrait en résulter un encouragement à la recherche profitable au progrès général.

D'autre part, le Directeur de l'Office national des recherches scientifiques, industrielles et des inventions a répondu, de son côté, au ministre de l'Instruction publique, par une lettre datée du 29 novembre 1923. Il ne peut qu'approuver entièrement les généreuses tentatives de créer une propriété scientifique. Il ne peut pas méconnaître, toutefois, les grosses difficultés que rencontrerait l'élaboration d'un texte précis définissant, par avance, les découvertes susceptibles d'une telle protection et la fixation des droits qu'elles donneraient à leur auteur. Il considère que le seul moyen pratique de résoudre la question consisterait à créer, par une disposition législative ou une convention internationale, un droit permettant aux auteurs de découvertes scientifiques, qui recevraient une application industrielle directe, de revendiquer une légitime participation dans les bénéfices à réaliser par cette application.

RÉSOLUTION

*adoptée par la Commission de coopération intellectuelle
le 29 juillet 1924, lors de sa IV^e session plénière.*

La Commission a reçu et étudié la réponse des Gouvernements sur la question de la propriété scientifique.

Elle estime que, bien que la majorité des Etats les plus intéressés aient fait connaître leur avis, il convient cependant, avant de tirer les conclusions

de cette consultation, d'attendre qu'un plus grand nombre de réponses aient pu être examinées.

Elle constate, d'autre part, que les réponses des Etats, ainsi que les avis motivés donnés par des institutions ou des personnalités compétentes, sont en grande majorité concordantes sur les points suivants :

1^o Un droit nouveau doit être créé en faveur des savants dont la découverte a donné lieu à des applications lucratives;

2^o Il est très difficile de déterminer les règles de l'application de ce droit à des cas particuliers;

3^o Il convient de ménager les intérêts légitimes des industries qui vivent des applications de la science.

Dans ces conditions, et tout en se félicitant qu'un grand pas en avant ait été accompli dans la voie où l'Assemblée l'avait autorisée à s'engager, la Commission estime qu'elle n'est pas encore en mesure de proposer un texte définitif en vue d'une Convention internationale, mais qu'il convient auparavant de réunir une Conférence d'experts, chargés d'étudier toutes les objections faites au projet de M. Ruffini. et d'y apporter, s'il y a lieu, les modifications nécessaires. Précisément, en raison du fait que, grâce à l'initiative de la Société des Nations, un nouveau principe, d'une importance considérable, semble désormais accepté, il convient de tenir compte, avec la plus grande précision possible, des divers intérêts en présence, et d'élaborer des propositions qui puissent emporter l'adhésion générale. Les experts devraient être choisis de façon que les Gouvernements princi-

pablement intéressés, le monde savant et le monde industriel fussent officieusement représentés à la Conférence.

La Commission demande, en conséquence, au Conseil :

1^o De vouloir bien demander aux Etats, qui n'ont pas encore communiqué leur avis sur la propriété scientifique, d'envoyer une réponse au plus tard le 1^{er} janvier 1925;

2^o De vouloir bien convoquer, après le 1^{er} janvier 1925, une Conférence d'experts pour l'étude des divers problèmes soulevés par la question de la propriété scientifique.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 1^{er} mai 1925.

Le Recteur de l'Académie :

Ch. ADAM,

Membre de l'Institut.

Vu :

Nancy, le 30 avril 1925.

Le Doyen et Président de Thèse :

F. GENY.

BIBLIOGRAPHIE

- ACADÉMIE DES SCIENCES. — Avis au Ministre de l'Instruction publique (26 novembre 1923).
- JOSEPH BARTHÉLEMY. — *Le Droit de la Pensée créatrice et la Réforme de la Loi sur les Brevets d'invention*, 1922.
- EMILE BOREL. — La propriété scientifique, *Revue de Paris*, 15 décembre 1922.
- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES. — Assemblée générale du vendredi 21 mars 1924, année 1924, n° 13.
- BULLETIN DU SYNDICAT PROFESSIONNEL DES INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS FRANÇAIS, année 1921, n° 16.
- CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. — Note sur la Protection internationale de la Propriété intellectuelle; traitement des ressortissants étrangers.
- « CHIMIE ET INDUSTRIE ». — Divers articles concernant la propriété scientifique, années, 1921, 1922, 1923, 1924.
- DALIMIER ET GALLIÉ. — *La Propriété scientifique*, le Projet de la C. T. I., 1923.
- FERNAND JACQ. — Le droit de suite des inventeurs sur leurs découvertes, *Journal des Economistes*, mars 1922.
- La propriété scientifique, *Revue générale de l'Electricité*, 17 mars 1923.
- DOCTEUR FOVEAU DE COURMELLES. — La propriété scientifique, Causerie par T. S. F., Ecole des P. T. T., 2 mai 1924.
- G. GARIEL. — *La Question de la Propriété scientifique*, 1924.

- LUCIEN KLOTZ. — Plusieurs articles parus dans le *Journal*, entre autres le 9 août 1921, le 22 septembre 1921, le 25 octobre 1921.
- F. LOYER. — La Propriété scientifique. Définition et mesures proposées pour sa protection, *Le Génie civil*, 22 mars 1924.
- EMILE PICARD. — Introduction générale à l'Histoire des Sciences en France, 1^{er} volume du tome XIV, de l'*Histoire de la Nation française*, sous la direction de M. Gabriel Hanotaux.
- MARCEL PLAISANT. — Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs, présenté à l'Association française pour la protection de la propriété industrielle.
- LA « PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ». — Etat actuel de la question de la Propriété scientifique, année 1923, n^o 8, 9, 10 et 11.
- ERNEST RÖTHLISBERGER. — Article paru dans le *Droit d'auteur*, 1923, p. 5.
- ROTH LE GENTIL. — La Propriété scientifique, *Le Parlement et l'opinion*, 20 janvier 1923.
- RUFFINI. — S. D. N., Commission de coopération intellectuelle, Rapport sur la propriété scientifique, Série des documents annexes de la S. D. N., A, 38, 1923, XII.
- Rapport supplémentaire, Série des documents annexe de la S. D. N., A, 29, 1924, XII.
- CHARLES TURGEON. — L'homme est-il un capital ? *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1924.
- CESARE VIVANTE. — La Propriété scientifique devant la S. D. N., *Annales de Droit commercial*, avril-juin 1924.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5
INTRODUCTION	9
PREMIÈRE PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — Les insuffisances de la législation actuelle:	17
CHAPITRE II. — Vœux de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français et proposition de M. Joseph Barthélemy.....	27
CHAPITRE III. — Le projet de la C. T. I.....	42
CHAPITRE IV. — Le projet de Convention internationale de M. le sénateur Ruffini.....	54
DEUXIÈME PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — Le projet Ruffini devant le monde	74
CHAPITRE II. — La propriété scientifique a-t-elle un fondement théorique dans le droit ?.....	79
CHAPITRE III. — La propriété scientifique se justifie-t-elle devant la science ?	91
CHAPITRE IV. — Objections d'ordre pratique à la réalisation de la propriété scientifique.....	103
TROISIÈME PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — Contre-projet de M. Gariel..	122
CHAPITRE II. — Suggestions pratiques.....	128
ANNEXES	137
BIBLIOGRAPHIE	169

